

LES NOUVEAUX CHIENS DE GARDE

2005

Nous n'accepterons pas éternellement que le respect accordé au masque des philosophes ne soit finalement profitable qu'au pouvoir des banquiers.

Paul Nizan, Les Chiens de garde

Ce livre repose sur l'enregistrement méthodique d'informations hautement périssables et volatiles : radiophoniques ou télévisuelles, les paroles volent et les propos de quotidiens sont par définition éphémères. Ce travail d'archiviste a pour effet de ruiner un des supports invisibles de la pratique journalistique, l'amnésie qui n'est pas moins grande chez les journalistes que chez leurs lecteurs et qui autorise en permanence les inconséquences et les incohérences, voire les virevoltes et les volte-face. Il introduit par là une logique de la responsabilité : pourquoi, en effet, les journalistes n'auraient-ils pas à répondre de leurs paroles, alors qu'ils exercent un tel pouvoir sur le monde social et sur le monde même du pouvoir ? Pourquoi n'auraient-ils pas à rendre compte de leurs prises de position et même de leur manière d'exercer leur métier et de conduire leur vie alors qu'ils s'installent si volontiers en juges des autres hommes de pouvoir, et en particulier des hommes politiques ?

Ce texte n'a pas pour fin de discréditer des personnes, et moins encore une profession. Il est écrit par un journaliste qui, convaincu que les journalistes ne peuvent rien gagner à l'indulgence qu'ils s'accordent mutuellement, entend rompre le silence complice et apporter son témoignage critique, au lieu de se contenter de hurler avec les loups devant la moindre tentative d'objectivation. Il est écrit pour les journalistes qui font dignement leur métier et qui souffrent de l'image dégradée qu'en donnent certains. Sans sacrifier à la phraséologie déontologique qui ne sert le plus souvent qu'à masquer les démissions, il rappelle à tous, journalistes ou lecteurs de journaux, ce que pourrait être un journalisme pleinement conscient de sa dignité.

Pierre Bourdieu

En 1932, pour dénoncer le philosophe qui entendait dissimuler sa participation à l'« actualité impure de son temps » sous un amas de grands concepts, Paul Nizan écrivit un petit essai, Les Chiens de garde. De nos jours, les simulateurs disposent d'une maquilleuse et d'un micro plus souvent que d'une chaire. Metteurs en scène des réalités sociales et politiques, intérieures et extérieures, ils les déforment tour à tour. Ils servent les intérêts des maîtres du monde. Ils sont les nouveaux chiens de garde.

Or ils se proclament « contre-pouvoir »... Et ils se veulent à la fois vigoureux, irrespectueux, porte-parole des obscurs et des sans-voix, forum de la démocratie vivante. Les Américains ont ramassé ce sacerdoce en une formule : « reconforter ceux qui vivent dans l'affliction et affliger ceux qui vivent dans le confort ». Le « contre pouvoir » s'est assoupi avant de se retourner contre ceux qu'il devait servir. Pour servir ceux qu'il devait surveiller.

La chose devient assez connue, la loi du silence révolue. Mais rien ne change. Est-ce alors la profondeur de la déchirure sociale qui rend insupportable le bourdonnement satisfait de nos grands éditorialistes ? Est-ce plutôt l'impudence de leur société de connivence qui, dans un périmètre idéologique minuscule, multiplie les affrontements factices, les notoriétés indues, les services réciproques, les omniprésences à l'antenne ? Est-ce enfin l'assaut répété - et chaque fois victorieux - des industriels contre les dernières citadelles de la liberté de la presse ?

Une partie de l'opinion se rebelle en tout cas contre le spectacle d'un « soleil qui ne se couche jamais sur l'empire de la passivité moderne [...] le mauvais rêve de la société enchaînée, qui n'exprime finalement que son désir de dormir (1) ».

1. Guy Debord, La Société du spectacle, Paris, Gallimard, 1992, p.7-11.

Accès de franchise ? Le journaliste de télévision le plus influent de France, Patrick Poivre d'Arvor, a avoué un jour le sens de sa mission : « Nous sommes là pour donner une image lisse du monde. » Lisse, mais surtout conforme aux intérêts d'une classe sociale. Dénonçant la « trahison des clercs » en 1927, Julien Benda soulignait déjà la « volonté, chez l'écrivain pratique, de plaire à la bourgeoisie, laquelle fait les renommées et dispense les honneurs (2) ». Bien des

années et quelques guerres ont passé. Pourtant, on chancelle encore devant l'abondance des preuves d'une telle prévenance. En particulier quand on a compris qu'au mot de « bourgeoisie », jugé trop archaïque, il suffit de substituer celui de « décideurs ». Ce « cœur de cible » des responsables de publication et des annonceurs qui ne masquent plus leur fonction d'appareilleurs de l'ordre.

2. Julien Benda, La Trahison des clercs, Paris, Grasset, 1975, p.205.

La censure est cependant plus efficace quand elle n'a pas besoin de se dire, quand les intérêts du patron miraculeusement coïncident avec ceux de « l'information ». Le journaliste est alors prodigieusement libre. Et il est heureux. On lui octroie en prime le droit de se croire puissant. Fêtard sur la brèche d'un mur de Berlin qui s'ouvre à la liberté et au marché, petit soldat ébloui par l'armada de l'OTAN hélicoptère au Kosovo la guerre « chirurgicale » et les croisés de l'Occident, avocat quotidien de l'Europe libérale au moment du référendum constitutionnel : reporters et commentateurs eurent alors carte blanche pour exprimer leur enthousiasme. Le monde avait basculé dans la « société de l'information », avec ses hiérarchies « en réseau », ses blogs et ses nouveaux seigneurs. Pourtant, même pendant ces instants de liesse, le contre-pouvoir confirma sa caricature, encadré qu'il demeurait par des ministres, des généraux, des banquiers. Sans oublier notre jungle inamovible d'intellectuels de télévision et d'artistes fiscalement réfugiés en Irlande.

Coincé entre son propriétaire, son rédacteur en chef, son audimat, sa précarité, sa concurrence et ses complicités croisées, le journaliste de base n'a plus guère d'autonomie. Mais il trouve encore de quoi exhiber devant ses confrères un petit détail qu'il a « fait passer » dans son journal ou à l'antenne, et qui prouverait son reliquat de pouvoir. Car, dans la profession, ne jamais disposer de ses deux mots ou de ses deux secondes de dissidence fourgués en contrebande relève surtout de l'incompétence. Et, pour un patron de presse, ne pas concéder à ses employés une soupape aussi anodine que ces miettes de dignité constituerait une forme de maladresse.

Le capitalisme a ses charités, ses philanthropes dont la mission est d'enjoliver un système peu amène envers ceux qu'il ne comble pas de ses bienfaits. La presse trône au premier plan de ces campagnes de blanchiment. Ainsi, Davos, autrefois conclave des « global leaders » soucieux de « créer de la valeur » pour leurs actionnaires, serait presque devenu un lieu de virée pour patrons copains et citoyens. Les uns impatientes de méditer sur la démocratie européenne sous la houlette de Christine Ockrent ; les autres faisant à Sharon Stone l'obole de quelques moustiquaires pour éradiquer le paludisme en Afrique. Les médias adorent relayer ces grandes causes associant tout et chacun sans déranger rien ni personne. Le consensus « humanitaire » a la même utilité que les « débats » entre journalistes. Ils brassent du vent pour détourner l'orage.

L'illusion d'un « contre-pouvoir » se cultive néanmoins de deux manières. La plus spectaculaire renvoie à la tragédie, la vraie. Depuis vingt ans, des dizaines de journalistes ont été assassinés le plus souvent par l'armée, presque toujours dans l'impunité. Les correspondants tués lors d'une guerre sont eux aussi relativement nombreux et, à moins qu'ils soient chinois, serbes ou arabes et assassinés par des soldats américains, unanimement regrettés par leurs confrères occidentaux. Bien involontairement, ces victimes du « devoir d'informer » alimentent la légende dorée dont sont friandes une profession normalisée et ses vedettes révérencieuses. Reporters sans frontières, qui apprécie dans la concentration capitaliste des médias l'équivalent de la « loi de la gravitation » et dans la « loi de l'argent » la seule règle admissible par ceux qui refusent « d'être abonnés aux mannes de l'État (3) », entretient en permanence la mystification d'un métier à risque, affairé au chevet du bien commun. Quand il ne cosigne pas une tribune dans Le Monde avec Patrick Poivre d'Arvor ou ne remet pas un prix littéraire à Bernard-Henri Lévy, son gourou Robert Ménard semble d'ailleurs aussi présent à l'antenne que la météo ou les cours de la Bourse. Objecte t'on que le taux d'accidents du travail est beaucoup moins élevé dans le secteur de l'information que dans ceux du bâtiment ou du transport routier ? Objection aussitôt rejetée : ces victimes-là n'intéressent guère la presse et lui seraient infiniment moins utiles. Le contrôle de l'agenda par les médias permet en revanche de mobiliser un pays tout entier quand un journaliste est pris en otage.

Les « chartes de déontologie » sont l'autre manière de préserver l'illusion du « contre-pouvoir ». A priori, l'intention en est plutôt louable : puisque l'information ne serait pas un produit ordinaire, ses fabricants devraient en effet s'imposer une vigilance particulière.

Mais un remède de ce type nourrit surtout le grand mythe du journalisme, celui du pouvoir de ses soutiens. Car l'information est bien devenue un produit comme un autre, achetable et destiné à être vendu, profitable ou coûteux, condamné sitôt qu'il cesse de rapporter. La société, nous dit-on sans relâche, serait désormais organisée par ce produit-là ; elle est également, on le sait, chaque jour plus privatisée et plus marchande. Pourtant, syllogisme miraculeux, on voudrait que le journalisme échappât aux règles qui structurent le reste du monde social. Lui seul relèverait d'un comité d'éthique et de la cogestion de ses salariés, idées jugées « archaïques » partout ailleurs. Provenant de ceux-là mêmes qui ne cessent d'exalter la grande contre-révolution capitaliste de la fin du siècle, qui savent si bien expliquer aux ouvriers belges de Renault que leur remplacement par des opérateurs brésiliens moins payés est « incontournable », que décidément la mondialisation impose à chacun de s'adapter, un tel aveuglement peut surprendre. Mais comment annoncer avec ménagement à un journaliste que, pour lui aussi, « Lip, c'est fini », qu'il dispose dorénavant d'à peine plus de pouvoir sur l'information qu'une caissière de supermarché sur la stratégie commerciale de son employeur (4) ? Tant de stades, tant de précarité, tant de CDD pour en arriver là : on se rêvait l'héritier de Bob Woodward, on est le tâcheron de Martin Bouygues.

4. Rien que depuis 1998, les journalistes de La Tribune, du Figaro, de Télérama, de L'Express, d'Europe 1, de France 3, de l'AFP, etc., ont émis des avis, parfois à une majorité écrasante, dont les directions d'entreprise, désignées par l'actionnaire, n'ont tenu aucun compte.

CHAPITRE 1 : RÉVÉRENCE DEVANT LE POUVOIR

La légende de l'indépendance du journaliste est presque toujours servie avec le même prélude. Il était une fois, en France, dans les années 1960, un ministre de l'Information qui pouvait, de son bureau, sonner les responsables de la radio et de la télévision publique pour les convoquer afin de leur communiquer ses instructions. Il lui arriva même de présenter, en personne, aux téléspectateurs, la nouvelle formule du journal de 20 heures. Cette histoire, qui ne l'a déjà entendue cent fois, avec Alain Peyrefitte dans le rôle quelque peu improbable du Candide découvrant dans son ministère l'existence du ténébreux grelot ? Conclusions suggérées : les temps ont changé ; le proverbial « cordon ombilical » entre pouvoir et information a été sectionné aussi sûrement que le fil de la sonnette préhistorique ; « la voix de la France » s'est tue.

En 2003, Patrick Poivre d'Arvor participe à un « débat » avec Sophie Coignard, journaliste du Point. Après avoir relevé ce qui les réunit - « On a un propriétaire qui est un peu commun. Moi, j'ai un bout de Pinault [actionnaire de TF1 et unique propriétaire du Point] » -, le présentateur du journal télévisé de la chaîne de Bouygues (et de Pinault) précise que ce lien de propriété serait sans portée pratique. Le privé étant synonyme de liberté, les rapports de dépendance, c'est bien connu, ne se matérialisent que face à la puissance publique. Poivre d'Arvor reprend donc : « De ce point de vue là, il me semble que la presse a fait un progrès réel. [Il se tourne vers Serge Moati, réalisateur de documentaires hagiographiques sur François Mitterrand et sur Philippe Séguin] Vous avez été à l'ORTF. Il y a vingt-cinq ans, vous savez ce qu'était la connivence politique. Aujourd'hui on est enfin libres les uns et les autres. De ce point de vue, il n'y a pas de problème. Bon je ne crois pas, franchement, honnêtement. »

A ceux qui doutent malgré tout de notre chance, Christine Ockrent répète qu'« il faut avoir la mémoire courte pour ne pas s'exclamer sur le chemin parcouru depuis l'époque de l'ORTF (1) ». Il faut aussi avoir la mémoire courte pour trop se réjouir. A défaut d'un coup de sonnette, c'est sans doute un coup de téléphone qui, en 1995, notifia à Christine Ockrent que, pour avoir déplu au nouveau président de la République dont l'un des amis venait de devenir propriétaire de L'Express (Pierre Dauterive, PDG de Havas), elle se verrait sans délai congédiée de son poste de directrice de la rédaction de ce magazine. De très copieuses indemnités rendirent la chose moins douloureuse pour elle. Mais pas moins instructive pour les autres.

1. Christine Ockrent, La Mémoire du cœur, Paris, Fayard, 1997, p.244.

En matière d'information, l'éducation se nourrit d'exemples et de pratiques. Et puisqu'il est d'abord question des rapports entre hommes politiques et journalistes, tout commence par un climat. Un salarié de TF1 le résume ainsi : « Les journalistes politiques souhaitent se mettre en valeur aux yeux des hommes de pouvoir, avoir des rapports d'amitié avec eux sous prétexte d'obtenir des informations. Mais cela les rend courtisans, ils ne font plus leur métier. Ils

approchent le pouvoir et en sont contents parce qu'ils se sentent importants. Quand le ministre fend la foule et vient leur serrer la main, ça leur fait vraiment plaisir. Ils vont aussi en tirer de menus avantages : les PV qui sautent, une place en crèche pour les enfants, des appartements pas cher grâce à la ville de Paris (2)... » L'étranger, où l'on va chercher les dernières philippiques contre nos « archaïsmes » sociaux et la lenteur de nos « réformes », s'est déclaré étonné par ce genre de pratiques qui illustrent de manière sans doute trop voyante la réalité des rapports incestueux entre médias et pouvoir (« En France, les journalistes sont souvent beaucoup trop proches de ceux sur qui ils écrivent », estima par exemple le quotidien britannique The Guardian du 10 mai 1993).

2. Cité par Pierre Péan et Christophe Nick, TF1. Un pouvoir, Paris, Fayard, 1997, p. 304-305.

Mais là, l'étranger raisonnait mal : son invitation à la modernité n'a donc pas rencontré chez nous les échos habituels. Le fondateur du Monde, Hubert Beuve-Méry, expliquait il y a fort longtemps que « le journalisme, c'est le contact et la distance ». Il ne reste plus que le contact.

Il a fallu attendre la fin du second septennat de François Mitterrand pour découvrir que l'ancien président de la République avait, sciemment et longtemps après la guerre, continué à fréquenter un haut dignitaire de Vichy impliqué dans les basses œuvres de ce régime, qu'il avait envoyé à la guillotine des militants de l'indépendance algérienne (3). Et... qu'il avait un cancer depuis le début de son premier mandat. Tant d'enquêteurs et tant de journaux se prétendant concurrents pour arriver à ce résultat-là ! Une aussi monumentale faillite a été cruellement remarquée à l'extérieur de nos frontières. Et deux journalistes belges de la RTBF firent en 1993 la douloureuse expérience de la contrariété que suscitaient chez le président de la République des questions moins sucrées que celles auxquelles il avait pris goût quand ses « interpellatrices » se nommaient Anne Sinclair ou Christine Ockrent, chacune d'elle épouse d'un de ses ministres. Interrogé sur une question qu'il préférerait ne pas aborder, celle des écoutes téléphoniques, le monarque fit connaître sa mauveuse humeur aux tribulations de la RTBF : « Si j'avais su qu'on allait tomber dans ces bas-fonds, je n'aurais pas accepté de vous recevoir, vous que rien n'autorise... On s'enfonce encore un peu plus. Je n'ai pas l'intention de répondre à vos questions. C'est terminé, si vous le voulez bien, nous allons nous séparer. Je ne pensais pas qu'on allait tomber dans un tel degré de vilénie. Merci, c'est terminé. » Et le chef de l'État d'appuyer sur un bouton pour mander les huissiers. La sonnette permettait à Alain Peyrefitte de convoquer un journaliste. Elle sert aussi à les congédier s'il leur prend la fantaisie de faire leur métier. Mais, chez nous, la tentation est rare. En France, la marque du succès pour les directeurs de l'information demeure d'obtenir d'un décideur quelconque qu'il exprime ce qu'il veut et quand ça lui chante, mais en exclusivité dans l'organe de presse dont ils ont la charge. Il paraît que cette dissémination d'une voix officielle s'appelle « tenir un scoop ».

3. Cf Emmanuel Faux, Thomas Legrand et Gilles Perez, La Main droite de Dieu, Paris, Seuil, 1994, et Pierre Péan, Une jeunesse française, Paris, Fayard, 1994.

En 1984, quand François Mitterrand crée la première chaîne de télévision privée, Canal Plus, il la confie à un homme, André Rousselet, qui précédemment était son directeur de cabinet. Dix ans plus tard, les responsables de la chaîne franco-allemande Arte (dont Bernard-Henri Lévy est l'inamovible président du conseil de surveillance) veulent donner quelque relief à la centième de l'émission « Transit ». Une idée leur vient, aussi originale que révélatrice de nos mœurs de Cour : conduire un entretien conjoint avec le président de la République française et le chancelier allemand. Jérôme Clément, président de la chaîne et ancien conseiller de Pierre Mauroy à Matignon, décide de soumettre à MM. Kohl et Mitterrand une liste des journalistes susceptibles de les interroger. En Allemagne, le procédé choqua *. Mais M. Clément expliqua avec une louable franchise : « En France, il est tout à fait normal de discuter avec l'Élysée du choix du journaliste qui pose les questions. Les relations que ceux-ci entretiennent avec le pouvoir politique, mais également avec le monde culturel sont beaucoup plus étroites. » Pour M. Chirac aussi, le cordon est coupé. Toutefois, l'Élysée « discute » du profil et de l'identité de ceux à qui le chef de l'État concèdera l'offre d'un entretien. On l'exigeait obséquieux : on convoquait Jean-Marie Cavada. On le voulait moins verbeux ou plus capable de finir ses phrases : on appelait Alain Duhamel. On le préfère « branché » : Michel Field accourt. Tant de chemin parcouru depuis l'ORTF donne presque le vertige...

* La Süddeutsche Zeitung précise que « négocié avec la Chancellerie pour choisir un journaliste heurtait les règles de l'indépendance du journalisme en Allemagne » (in Le Monde, 25 mai 1994).

Michel Field est l'un des symboles les plus récents d'une génération de journalistes qui, à coups d'audaces très calculées, a réussi une reconversion particulièrement lucrative du militantisme d'extrême gauche au centre droit médiatique. Ce genre de métamorphose, hélas très banal, a déjà fait l'objet d'une remarquable analyse publiée il y a vingt ans (4). La quasi-totalité des noms qu'elle cite sont encore en activité, preuve que ce milieu-là ne se renouvelle pas plus

vite que celui des politiques (Serge July, responsable de Libération depuis sa création en 1973, a obtenu de rester aux commandes de ce journal jusqu'en 2012, soit l'équivalent de presque huit quinquennats...). La carrière de Michel Field doit beaucoup à une émission. En mars 1994, la direction de l'information de France 2 décide de consacrer une soirée-débat à un projet gouvernemental très impopulaire, la création d'un « Smic-jeunes », naturellement plus bas que l'autre. Louis Bériot, directeur d'antenne de France 2, explique : « Elkabbach [alors président de France Télévision] recommanda à Jean-Luc Mano de produire une émission spéciale, sorte de défoirer où les jeunes viendraient s'exprimer. L'animation en fut confiée à Michel Field. Il fallait un jeune, de gauche, et philosophe de surcroît, pour parler avec les jeunes et avoir une certaine crédibilité (5). » Quand l'émission fut mal prise par le pouvoir balladurien - qui réagit en amputant de 800 millions de francs (120 millions d'euros) le budget espéré par les responsables de la télévision publique -, Jean-Luc Mano, directeur de l'information de France 2, plaïda, mais en vain : « Écoutez, j'ai rencontré un ministre qui n'avait pas trouvé bien la soirée [...]. Je lui ai dit : quand ça bout, il y a deux solutions. Soit on ouvre le couvercle et on peut se prendre de la vapeur. Ce n'est pas très agréable. Mais si on ne l'ouvre pas, quand on reçoit le couvercle dans la figure, ça fait très mal. Évidemment, nous avons joué le rôle de la soupape de sécurité. Les gens intelligents l'ont bien compris (6). » Un bon chien de garde doit savoir alerter son maître. Trois ans plus tard, soucieux de renouveler un peu sa garde-robe de journalistes accommodants, Jacques Chirac fit appel à Michel Field. Puis le même accepta, « par fidélité et par amitié », de devenir en mai 2005 le Monsieur Loyal de Nicolas Sarkozy et de l'UMP à l'occasion d'un meeting de soutien au traité constitutionnel européen. Il n'est plus aussi « jeune » qu'en 1994, ni vraiment « de gauche ».

4. Guy Hocquenghem, Lettre ouverte à ceux qui sont passés du col Mao au Rotary, Paris, Albin Michel, 1986 (réédité par Agone, Marseille, 2003).

5. Louis Bériot, Médiocratie française, Paris, Plon, 1996, p. 50.

6. Actuel, n° 41, mai 1994.

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel veille au respect du pluralisme dans les médias. En janvier 2005, il accuse réception de ses trois nouveaux membres. L'une est ancienne directrice de cabinet d'un ministre, la seconde avait été responsable du service Livres de Madame Figaro, la troisième, auteure d'un documentaire sur Alain Juppé. Quelles autorités indépendantes et respectées désignent ainsi la totalité des membres du CSA ? D'abord le président de la République (UMP depuis 1995). Ensuite le président de l'Assemblée nationale (UMP depuis 2002). Enfin le président du Sénat (UMP depuis toujours). Le pluralisme est donc assuré. Et Hervé Bourges peut décrypter d'autant plus justement les choix de l'instance de régulation de l'audiovisuel qu'il l'a présidée : « Jamais le CSA ne pourrait se permettre de nommer quelqu'un qui serait à l'avance rejeté par l'actionnaire (7). » C'est-à-dire par l'État. Qui paie commande. Dans le public ou dans le privé. La règle peut paraître insuffisamment « complexe », n'empêche qu'elle demeure assez probante. Quand, par exemple, les membres du CSA désignèrent Jean-Marie Cavada PDG de Radio France, ils ne se méprirent pas trop sur les dispositions subversives de leur poulain. Après avoir brigué un maroquin auprès de Jean-Pierre Raffarin, Cavada ne renonça à sa charge de PDG que pour devenir député de la majorité au Parlement européen. « Libéral » en même temps que parrain d'un des enfants d'Alain Juppé, Jean-Paul Cluzel le remplaça. Et, sans tarder, il confia au Figaro Magazine que « l'altermondialisme, cher aujourd'hui à certains secteurs de l'opinion, s'inscrit dans une vieille tradition française de refus des réalités mondiales, née au moment du colbertisme (8) ». Sa présidence s'annonce sous les meilleurs auspices.

7. I-télévision, 11 mars 2005.

8. Le Figaro Magazine, 10 juillet 2004.

En 2005, Dominique Baudis, président du CSA, qui avait été tête de liste de la droite aux élections européennes et président du comité éditorial du Figaro, choisit Patrick de Carolis pour conduire les destinées de France Télévisions. Carolis, ancien directeur général du Figaro Magazine et intervieweur de Bernadette Chirac, eut vite besoin d'un directeur général. Il fit appel à un neveu de Raymond Barre, précédemment conseiller technique au cabinet d'Édouard Balladur puis membre du conseil général de l'armement (9). On peut donc parier que la règle qu'énonçait le médiateur de France 2 en 2002 ne risque guère d'être contredite dans les années à venir : « La télévision n'est jamais quelque chose de très critique, surtout quand les gens dont on parle sont au pouvoir (10). » Le médiateur se justifiait ainsi de la complaisance inouïe d'un documentaire de sa chaîne consacré à Cécilia Sarkozy. Mais, quelques mois après ce clip promotionnel, la télévision publique avait redressé le tir : qualifié de « roquet » par ceux qui ne l'apprécient guère, Marc-Olivier Fogiel sut montrer pour Bernadette Chirac une déférence de camériste. L'animateur producteur expliqua alors : « Je m'attendais à rencontrer une femme rigide et je me suis retrouvé face à quelqu'un

de détendu, voire marrant. Elle a invité toute l'équipe à fêter cette entrevue courant janvier autour d'un repas à Versailles (11). » Versailles : un symbole.

9. Correspondance de la presse, 22 août 2005.

10. Jean-Claude Allanic, Le Monde, 11 janvier 2002.

11. Cité par «La brosse à reluire», Le Canard Enchaîné, 31 décembre 2005.

Le 10 janvier 1995, un petit événement révéla la formidable résistance du journalisme de révérence. A Matignon, Édouard Balladur venait de présenter ses vœux à la presse. Soudain, inattendus, les applaudissements crépitèrent. Le bonheur était assurément partagé puisque le Premier ministre, se jugeant déjà élu président de la République, venait de s'avouer satisfait du « soutien » que lui apportaient les journalistes : « Globalement, je crois que je ne vais pas me plaindre de vous. » Il n'avait en vérité aucune raison de se plaindre : hormis une émission de marionnettes sur Canal Plus, quelques périodiques de parti, un mensuel peu diplomatique et deux hebdomadaires satiriques, les médias lui mangeaient dans la main. TF1, bien sûr ; mais France 2 et France 3 aussi, à la tête desquels il avait fait nommer Jean-Pierre Elkabbach qui, cinq ans plus tôt, dans l'un des livres d'entretiens assez pesants qu'Édouard Balladur infligeait au pays, lui avait élégamment servi de faire-valoir. Balladur le « conviait chaque semaine à l'heure du thé, à son domicile d'abord, puis à Matignon quand il devint Premier ministre, pour l'entendre et lui confier ses états d'âme (12) ». Cette heure du thé s'apparentant un peu à un club de la presse, le front des illustres commentateurs n'inspirait pas davantage d'inquiétude. Dans le cadre d'un pluralisme parfaitement convenable, l'un des grands quotidiens nationaux avait le balladurisme carrément incliné à droite, et l'autre, quoique plus à gauche, était tout aussi balladurien. Le bon équilibre de la journée était également assuré : le premier paraissait le matin à Paris, le second l'après-midi.

12. D'après Louis Bériot, op. cit., p. 18.

Tout allait si bien que lorsque Alain Carignon, ministre de la Communication, dut démissionner du gouvernement pour passer quelque temps à la prison Saint-Joseph de Lyon, il fut, promptement et sans histoire, remplacé par Nicolas Sarkozy. La décision était pourtant provocante, ce dernier se retrouvant alors simultanément ministre de tutelle des télévisions et radios publiques, ministre du Budget et... porte-parole du candidat Édouard Balladur à la présidence de la République. Mais l'épais portefeuille d'amitiés médiatiques du maire de Neuilly lui servit alors de bouclier protecteur contre toute observation inutilement désobligeante.

Le temps aux plus belles choses se plaît à faire un affront... Dès mars 1995, les chances du candidat des médias s'évanouissent. Bon baromètre des fidélités à prévoir et des infidélités à préméditer, les sondages sonnent le tocsin. Coup sur coup, les deux hommes dont l'accession à la présidence de la République eût fait rosir de bonheur les rédactions parisiennes viennent de décevoir la confiance qu'on leur a faite, le premier à cause de sa pusillanimité bavarde (Jacques Delors), le second en raison de son mépris trop voyant pour l'électeur (Édouard Balladur). Il faut donc sans tarder se faire à l'idée inattendue de l'élection de Jacques Chirac. La presse y gagnera peut-être en pugnacité.

L'occasion d'un éventuel réveil du contre-pouvoir ne tarde pas. Grâce au Canard enchaîné, on apprend que le tout nouveau procureur autodésigné de la fracture sociale occupe un fort bel appartement de la Ville de Paris, et à bon prix. Le soir même de cette révélation, Jacques Chirac est l'invité de Jean-Marie Cavada qui, outre une émission politique hebdomadaire sur France 3 et une chronique « philosophique » sur France Inter, venait d'être nommé président d'une nouvelle chaîne éducative, la future France 5. Investi de tant de talents (philosophe, journaliste, éducateur, producteur, président), Cavada n'hésite pas. Il pose la question que chacun attend : « Combien pouvez-vous me citer, monsieur Chirac, de variétés de pommes ? » Ce fut drôle, insolent même.

Peu après, et M. Chirac se trouvant toujours au plus haut dans les sondages, c'est au tour de France 2 de tenter sa chance. Déjà quinze ans plus tôt, on raconte que les journalistes qui devaient interroger Valéry Giscard d'Estaing sur l'« affaire des diamants », elle aussi révélée par Le Canard enchaîné, avaient tiré à la courte paille pour désigner celui qui, un peu blême, affronterait le courroux présidentiel en lui posant la question maudite.

En novembre 1979, Alain Duhamel avait ainsi décroché le droit de faire son métier. Deux septennats plus tard, Laurent Joffrin, directeur de la rédaction du Nouvel Observateur et de ce fait moins exposé à des mesures de rétorsion que ses confrères de la télévision publique, prend son courage à deux mains. Capable de disserter avec la même assurance un jour sur les appétits sexuels du prince Charles et de Camilla Parker Bowles, le lendemain sur les batailles de Napoléon, Laurent Joffrin n'est-il pas aussi spécialiste de journalisme et d'indépendance ?

Laurent Joffrin : Monsieur Chirac, je vais vous poser une question que vous allez juger, j'imagine, désagréable, mais enfin bon les journalistes ne sont pas toujours obligés de poser des questions qui plaisent aux candidats.

Jacques Chirac : Absolument.

Laurent Joffrin : Il y a eu une polémique qui a été déclenchée à la suite de la publication d'un article dans *Le Canard enchaîné*. Et cet article a trait, avait trait à un appartement que vous louez, que votre famille loue dans le septième arrondissement...

Jacques Chirac : C'est moi qui loue.

Laurent Joffrin : C'est vous ? Et on vous a reproché, d'une certaine manière, de bénéficier d'une opération immobilière qui vous permet de payer un loyer avantageux eu égard aux facilités que comporte cet appartement, à sa nature immobilière. Vous avez répondu que tout ça était légal et donc qu'il n'y avait pas d'irrégularité. Personne ne vous a contredit sur ce point. Mais est-ce que c'est pas quand même un peu ennuyeux pour des questions d'image, parce que ça risque quand même de vous donner un peu l'image de quelqu'un qui bénéficie, même s'il est parfaitement honnête - et tout le monde le pense - mais qui bénéficie - avec d'autres mais comme d'autres - d'un certain nombre de privilèges qui sont fermés aux citoyens normaux puisque, apparemment, le loyer en question est quand même très avantageux par rapport à l'appartement ? »

Il est arrivé que des candidats soient interpellés de façon plus rude.

N'accablons pas Laurent Joffrin. Lui qui, pendant les années Reagan, célébra les États-Unis et le libéralisme (l'émission « Vive la crise ! » fut en partie son œuvre) n'a fait que traduire à sa modeste échelle ce que, sous la double pression de la concentration capitaliste et d'une concurrence commerciale favorisant le conformisme et la bêtise, le journalisme est devenu presque partout : creux et révérencieux. Directeur de la rédaction de *Harper's Magazine*, Lewis Lapham a exprimé le sentiment que lui inspirait une dégradation de ce genre aux États-Unis : « Ayant assisté à bien des congrès durant lesquels des figures éminentes du quatrième pouvoir échangeaient des platitudes décoratives tout en admirant la vue sur la mer ou la montagne, je sais depuis longtemps que rien n'inquiète autant la compagnie assemblée que l'intrusion d'une idée neuve. La nature du journalisme est commerciale et non politique, et quand les congressistes saluent en leurs confrères d'ardents défenseurs de la liberté, l'effet est franchement comique. Ces dames et ces messieurs sont protégés par des entreprises très grandes, très riches et très timides (Time Warner, General Electric, Walt Disney), et quiconque accède au sommet de la hiérarchie, en tant que rédacteur en chef, chroniqueur politique, éditeur, présentateur, critique de théâtre, etc., apprend à réagir avec la souplesse accommodante d'un major-dome anglais qui apporte des toasts beurrés au prince de Galles (13) » Oui, sur ce plan aussi, le modèle américain est devenu le nôtre.

13. Lewis Lapham, *L'Amérique bâillonnée*, Paris, Saint-Simon, 2004, p. 100-101. Time Warner est propriétaire de CNN, General Electric de NBC et Disney d'ABC.

Le commentaire de Lapham souligne à quel point les débats cherchant à démêler qui tient l'autre, du ministre ou du journaliste, sont devenus caducs. Un peu comme le parti de la presse et celui de l'argent ont opéré leur jonction, les univers de l'information et de la politique opèrent en état d'endogamie permanente. Comment s'offusquer encore de l'existence d'un « pantouflage » entre les deux quand il est devenu si difficile de déterminer qui est la pantoufle et où est la cheminée. Les anciens ministres cherchent refuge et couvert (en argent) dans les conseils d'administration de multinationales liées aux médias. La socialiste Frédérique Bredin et la RPR Anne-Marie Couderc ont rejoint le groupe Hachette ; le RPR Michel Roussin et le socialiste Jean Glavany le groupe Bolloré, le balladurien Nicolas Bazire et le socialiste Hubert Védrine le groupe LVMH.

Depuis des années, TF1 confie l'information télévisée du week-end à Claire Chazal. Biographe d'Édouard Balladur, cette dernière admet être « comme frère et sœur » avec Renaud Donnedieu de Vabres, ministre UMP de la Culture : « On partage les bons moments de la vie, on se soutient dans les coups durs (14). » C'est ce ministre libéral qui remit à la présentatrice ses insignes de chevalier de la Légion d'honneur en 2004 à l'occasion d'une cérémonie à laquelle assistèrent Mme Chirac, M. et Mme Raffarin, Nicolas Sarkozy ainsi que quelques autres de moindre acabit. Quatre ans plus tôt, *Le Parisien* avait publié un article : « Claire Chazal s'est mariée ». Le lecteur y apprenait que « Claire Chazal 44 ans, a épousé Xavier Couture, 48 ans, directeur de l'antenne et des sports de TF1, hier après-midi à Paris. La cérémonie civile a eu lieu à 15 heures, à la mairie du VIII^e arrondissement. La journaliste portait un tailleur de chez Dior, couleur crème. Tandis que son mari était habillé par Lanvin. Parmi les personnalités présentes.. Jack et Monique Lang, Nicolas Sarkozy et sa femme, Martine Aubry, Michel Field, témoin du marié. »

14. *Le Nouvel Observateur*, supplément télévision, 3 juin 2004.

Il n'est pas certain non plus que ce soit uniquement l'exceptionnelle qualité de ses romans qui ait valu à Claire Chazal de recevoir en 1998, des mains du maire de Paris, le prix Roland-Dorgelès des écrivains combattants. On objectera que nul n'est obligé de regarder TF1 le week-end. C'est certain. Mais, sur France 2, le journal est présenté par Béatrice Schonberg, épouse de Jean-Louis Borloo. Un ministre UMP lui aussi. D'ailleurs, si, contre toute vraisemblance, les ministres redoutent de devoir affronter les questions insolentes des journalistes de TF1, ils peuvent recourir, moyennant finance, à un training télévisuel assuré par... Jean-Claude Nancy, directeur adjoint de l'information, puis responsable des opérations spéciales de TF1. Le Parti socialiste ne doit toutefois pas être trop mécontent du sort qui lui échoit sur la chaîne de Bouygues puisque Robert Namias, directeur général adjoint en charge de l'information de TF1, dont le vieil ami Jack Lang évoque la « voix très prenante » et la « grande rigueur intellectuelle », a été promu au grade d'officier de l'Ordre national du Mérite. Par un Premier ministre nommé Lionel Jospin.

Dans un ouvrage paru en 2003, *Bien entendu*, c'est off..., Daniel Carton, ancien journaliste au Monde et au Nouvel Observateur, a relaté quelques-uns des copinages entre journalistes « vedettes » et hommes politiques dont il avait eu connaissance, en particulier dans les deux journaux qui l'avaient employé. Après avoir décrit *Le Monde* « sombrant durant la campagne présidentielle de 1995 dans l'adoration balladurienne », puis confirmé qu'un des journalistes du service politique du Figaro préparait à la même époque le livre programme de Jacques Chirac, *La France pour tous* (ouvrage que le futur président de la République rédigea dans le château de son ami François Pinault, actuel propriétaire du Point et de la Fnac en même temps qu'actionnaire de TF1), Daniel Carton s'est arrêté sur le cas du Nouvel Observateur. En 1997, à la demande de Michel Rocard, « ami du journal », l'hebdomadaire dément une information publiée dans ses colonnes alors qu'elle est authentique. Car elle est aussi peu avantageuse pour l'ancien Premier ministre qui s'était rendu à l'Élysée en catimini pour obtenir que Jacques Chirac le nomme ministre des Affaires étrangères. Jean Daniel, le patron du Nouvel Observateur, confirma qu'il avait bien privilégié dans le cas d'espèce un autre intérêt que celui de ses lecteurs. S'offusquant même qu'on y trouvât malice, il rappela à Daniel Carton que « notre journal avait une histoire, qu'on ne rejoignait pas son équipe sans en respecter la charte, les principes et une certaine conception de l'honneur (15) ». Laquelle imposait bien évidemment de ne pas nuire à la réputation de Michel Rocard.

15. Jean Daniel, « À propos de *Bien entendu*, c'est off... », *Le Nouvel Observateur*, 30 janvier 2003.

Une telle conception de l'honneur peut s'adosser à des décorations du même nom, remises par le pouvoir, mais qu'un journaliste, surtout quand il est un peu vaniteux, daigne accepter comme on fait une faveur à celui qui l'octroie. « Un jour, explique ainsi Jean Daniel, Roland Dumas m'a dit que le président [Mitterrand] en avait assez d'accorder des quantités de Légions d'honneur presque exclusivement à des militaires et qu'il me demandait d'accepter une décoration, sachant que je ne l'avais jamais souhaitée.

Touché par la lettre qu'il avait pris soin de m'écrire, je ne pus qu'obtempérer. D'ailleurs, à partir du moment où c'était le président qui souhaitait me remettre lui-même une décoration, il n'était plus question pour moi de la boudier (16). » C'est probablement aussi pour ne pas désobliger Hubert Védrine que Jean-Pierre Elkabbach, pourtant connu pour son allégeance envers un patron de multinationale - « J'appartiens à la famille Lagardère », a-t-il résumé un jour -, accepta d'être honoré en 1998 par le ministre socialiste des Affaires étrangères. Reste alors à savoir si c'est pour rééquilibrer à droite l'affichage politique du Nouvel Observateur, ou plutôt pour faire savoir qu'il avait lui aussi des amis influents, que Laurent Joffrin a cru utile de préciser : « Je tutoie Sarkozy, qui d'ailleurs tutoie tout le monde, et alors ? Cela ne m'empêche pas de l'engueuler (17)... » Comme il avait « engueulé » Jacques Chirac en 1995 ?

16. Jean Daniel, *Cet étranger qui me ressemble*, Paris, Grasset, 2004, p. 158-159.

17. *Le Journal du dimanche*, 19 janvier 2003.

De cette collusion entre pouvoir politique et médias haut perchés, le présentateur du journal de France 2, David Pujadas, a avancé une explication assez naturelle, plus pertinente encore pour sa génération que pour celle des vieux routiers qui l'ont précédée : la proximité sociale qui soude les enfants de la bourgeoisie entre eux longtemps après qu'ils ont folâtré dans les mêmes amphithéâtres. « Regardez, plaide Pujadas, je sais pas moi, j'ai des copains, ils étaient à Sciences-Po avec des hommes politiques. Ils ont connu les mêmes filles. Ils ont bon... L'un devient journaliste, l'autre devient homme politique. Ils vont quoi, arrêter de se voir ? C'est dur aussi (18). » Cela le sera d'autant plus que Sciences-Po, déjà marche-pied vers l'ENA, le business et le pantouflage organisé, vient d'ouvrir une école de journalisme qui formera, prenons-en le

pari, peu de trublions irrécupérables, de plumes qui plongent dans la plaie. Ses premiers lauréats ont d'ailleurs dédaigné Albert Londres ou Ernest Hemingway pour nom de promotion. Ils leur ont préféré celui de... Michèle Cotta.

18. « Tam, tam, etc. », France Inter, 14 janvier 2003.

En France aujourd'hui, quel journaliste influent, quel directeur ou propriétaire de publication ne tutoie pas « Sarko », dauphin impatient que la presse paraît avoir sélectionné pour l'Élysée ? Jean-François Kahn a confié que le patron de l'UMP compterait même quelques soupirants à Marianne... « Quand je dis que Sarko a mis dans sa poche les médias, je parle en connaissance de cause puisqu'il a mis dans sa poche un certain nombre de gens chez nous aussi. [...] Nicolas Domenach est en effet séduit par le personnage (19). » La même séduction a depuis longtemps fait son office dans le cas de Martin Bouygues : c'est « notre meilleur copain... il vient avant tous les autres », avait assuré Cécilia Sarkozy. Le propriétaire de TF1, parrain du fils de Nicolas Sarkozy, appellerait le ministre tous les jours au téléphone. Et, en novembre 2004, il ne put s'empêcher d'assister au « sacre » du patron de l'UMP. Ce genre d'intimité, personnelle et politique, rendrait décidément bien inutile la vieille sonnette d'Alain Peyrefitte. La plupart des auditeurs du principal journal télévisé de France s'en sont sans doute convaincus depuis longtemps. Mais la chose est-elle anodine quand le « 20 heures » de TF1 compte davantage de téléspectateurs (environ 9 millions) que la somme des lecteurs de tous les titres de la presse nationale, L'Équipe et Paris Turf compris ?

19. « Le premier pouvoir », France Culture, 4 septembre 2004.

Le plus gros actionnaire de Libération, Édouard de Rothschild, et Nicolas Sarkozy sont également amis. Ils ne le sont sans doute pas autant que ce dernier et Alain Minc, président du conseil de surveillance du Monde. Mais l'essayiste de la « mondialisation heureuse » n'a eu nul besoin de brutaliser le quotidien du soir pour le voir spontanément adopter une orientation « réformatrice », anti-chiraquienne et libérale. Minc sert aussi à l'occasion de conseiller en communication de Nicolas Sarkozy (pourtant orfèvre en la matière) (20). De son côté, Bernard Arnault, PDG de LVMH, actionnaire de TF1 et propriétaire de La Tribune, ne saurait s'exclure du nombre des amis du ministre, lequel a assisté en septembre 2005 au mariage princier de Delphine Arnault (vingt-deux pages dans Paris Match, six membres du gouvernement, un camion pour transporter sans la froisser la robe de la mariée). Nicolas Sarkozy était également présent un an plus tôt, en compagnie de Serge Dassault, à la remise de la Légion d'honneur à Vincent Bolloré. Enfin, et on en oublie dans le tableau de notre information indépendante, Arnaud Lagardère prit la parole lors du meeting de Nicolas Sarkozy animé par Michel Field en mai 2005. Le patron d'Hachette précisa ce soir-là le sens de son engagement : « Quand il y a un but à marquer, je préfère être dans l'équipe que dans les vestiaires. »

20. Lire Judith Waintraub, « Comment les formules viennent au président de l'UMP », Le Figaro, 13 mai 2005.

Chaque jour, Europe 1 (qui appartient au groupe de Lagardère) cherche à marquer quelques buts pour le président de l'UMP, mais le fait en bonne harmonie avec les joueurs de l'équipe des publications Dassault, comme Le Figaro dont le directeur, Nicolas Beytout, officie aussi chaque matin à Europe 1. Ensemble, les deux groupes contrôlent près des deux tiers de la diffusion de la presse magazine. À Europe 1, Jean-Pierre Elkabbach, vieux routier du journalisme de révérence, bichonne son lévrier balladurien depuis si longtemps que Sarkozy a avoué à Michel Drucker : « C'est le premier à m'avoir donné ma chance. » Au terme de ce bref survol, on doit donc admettre que, pour une fois, le candidat officieux du Medef à l'Élysée n'a pas fait preuve de forfanterie le jour où il a estimé : « J'ai tous les patrons de presse avec moi (21). » Peut-être ne doit-on pas expliquer autrement que Jacques Chirac, inquiet, ait récemment chargé une commission anti-concentration de proposer une série de « réformes »...

21. Cité par Le Canard enchaîné, 18 mai 2005.

Des réformes, d'autres lui en proposeront. Des journalistes, par exemple. Car, sous couvert de faire appel à la « société civile », les commissions officielles deviennent des ersatz de clubs de la presse offrant respectabilité officielle à des commentateurs, des nouveaux philosophes et des industriels. Ils apprécient ce genre de hochets ; le pouvoir le sait. En 2002, Jacques Chirac et Lionel Jospin s'accordent ainsi pour confier à Bernard-Henri Lévy une mission d'enquête sur la reconstruction de l'Afghanistan, espérant peut-être l'éloigner de Paris pendant quelques heures. Un an plus tard, Dominique Perben, alors ministre de la Justice, nomme Bruno Frappat, directeur de la rédaction de La Croix, membre de la commission d'éthique de la magistrature pendant qu'Alain Acco, président de la Société des rédacteurs d'Europe 1, et Jean-Marc Leclerc, grand reporter au Figaro, deviennent membres du conseil d'orientation de l'Observatoire national de la délinquance installé par Nicolas Sarkozy, ministre de l'Intérieur. En sep-

tembre 2004, Jean-Marc Sylvestre a été nommé par le gouvernement président de la Commission d'orientation du projet de loi de modernisation agricole. Au titre, paraît-il, d'« agitateur d'idées ». Plus récemment, Thierry Breton, ministre de l'Économie, choisit Françoise Laborde, journaliste à France 2, et Jacques Julliard, directeur délégué du Nouvel Observateur, pour qu'ils puissent côtoyer le patron de la BNP-Paribas, Nicole Notat, Édouard Michelin et quelques autres au sein d'une mission chargée « d'animer le débat sur la dette publique ».

Luc Ferry, que Jean-Pierre Raffarin nomma président du Conseil d'analyse de la société à titre de lot de consolation (rémunéré) après l'avoir évincé du gouvernement, a dévoilé un jour à Thierry Ardisson le sens de ces structures consultatives. Il prit l'exemple de la « réforme » des retraites : « Ce qui a permis malgré tout de convaincre, c'est qu'il y avait eu avant des comités, des conseils qui s'étaient réunis. Et d'une certaine façon, les élites, notamment journalistiques, savaient qu'il n'y avait pas autre chose à faire. Et ça c'est très utile. On a besoin, si on veut un jour proposer de vraies réformes, que, au moins, la partie éclairée de l'opinion publique soit formée (22). » En somme, pour « passer » plus facilement, une remise en cause de la protection sociale requiert l'appui des journalistes. Peuvent-ils collaborer à ce genre de mission officielle sans compromettre sur-le-champ leur indépendance à l'égard de celui qui les a désignés et de ceux qu'ils vont côtoyer dans l'accomplissement de leur mission commune ? Ce genre de question n'est plus posée depuis longtemps dans un monde médiatique où tutoyer « Sarko » passe pour chose ordinaire. Au cours de la campagne du référendum constitutionnel européen, le président de la République se fourvoya lorsqu'il s'exposa aux questions insolentes d'un panel de jeunes. Il sut tirer aussitôt la leçon de leur incompréhension mutuelle : « Les journalistes politiques, ça a du bon (23). »

22. « Tout le monde en parle », France 2, 22 janvier 2005.

23. Cité par Le Figaro, 19 avril 2005.

Pendant les guerres, la presse se soucie moins de consensus, de pédagogie, de complexité, et davantage de réchauffer l'ardeur des combattants. Presque tout a été dit sur l'effondrement de l'esprit critique lors de la guerre du Golfe où, mis à part L'Humanité et La Croix (par intermittence), chacun des directeurs de quotidien se plaça au service de nos soldats. Quasiment unanimes, les hebdomadaires, radios et télévisions firent chorus, se transformant en classe de recyclage pour officier au rancart vaincu en Algérie trente ans plus tôt et soucieux de prendre, dans les médias, sa revanche sur les Arabes. Il y eut bien quelques dissidents, quelques journalistes qui refusèrent d'endosser une tenue camouflée. Ces jours-là, ils sauvèrent un peu l'honneur d'une profession en déroute.

Quels furent les ressorts profonds de la fusion entre médias et pouvoir au moment de la guerre du Golfe ? Quand les avions « alliés » détruisaient l'ancienne Mésopotamie, un homme de culture aussi exceptionnellement raffiné que le journaliste de TF1 Charles Villeneuve expliqua : « C'est la guerre du monde civilisé contre les Arabes. » L'ethnocentrisme colonial et les nostalgies de « mission civilisatrice » ne jouèrent néanmoins qu'un rôle assez marginal dans cette affaire. En revanche, lorsque les spectateurs engagés de cette période se remémorent une « belle époque », voire « un immense plaisir * », ils renvoient à tous les élans d'union nationale, à ces instants où chacun s'efface devant une cause sacrée, surtout s'il imagine que le « siècle de l'information » l'investit à cet égard d'une responsabilité particulière. La plupart des hommes de presse préfèrent alors hurler avec les loups, déguisés en grand-mères des guerres humanitaires et d'autant plus confortés dans leurs certitudes d'appartenir au Parti du Bien que la « morale » est un substitut idéal à l'absence de connaissance des situations locales. C'est pendant ces bouffées de ferveur et d'intolérance que le journaliste devrait manifester son aptitude à la dissidence. Mais il aime lui aussi barboter dans le torrent unanimiste, jeter à la rivière le cynisme dont on le soupçonne, exhiber les derniers jouets que la technologie lui livre, faire front contre l'ennemi, rester « mobilisé » avec son armée et son pays **. La guerre du Kosovo a ressuscité cet esprit de meute médiatique. Puis, aux États-Unis, ce fut la guerre d'Irak.

* Propos tenu par Christian Dutoit, principal collaborateur d'Étienne Mougeotte à TF1. Pierre Gérard, ancien rédacteur en chef à TF1, aurait ajouté : « Il faut comprendre que tous les courants de pensée qui traversent cette rédaction se sont retrouvés d'accord sur la façon d'agir avec Mougeotte, qui, lui, pourtant, parlait de "bougnoles" et de "ratons" » (in Pierre Péan et Christophe Nick, op. cit., p. 436-438).

** Interrogé en avril 1991 par Europe 1, un sondeur imputait déjà à « l'opinion » la nostalgie du conflit qui venait de s'achever : « On a vu dans la guerre du Golfe que les Français pouvaient se recentrer sur toute une série de choses, Elle a été l'occasion, par exemple, pour les jeunes de penser autre chose de l'armée, pour les Français de penser autre chose de l'Amérique. Cette embellie, si elle n'est pas cultivée, va ramener les Français à des choses très molles » (cité par Patrick Champagne, « La loi des grands nombres », Actes de la recherche en sciences sociales, 101-102, mars 1994, p. 10-24).

Mais, en France, lors de cette dernière équipée impériale, le ton changea. Non pas que le système de l'information eût été entre-temps bouleversé par les leçons des faillites précédentes. En ce genre d'affaire, la lucidité est toujours rétrospective et n'a pour objet que de légitimer l'autosatisfaction immédiate, la presse prétendant avoir « tiré toutes les leçons » du « dérapage » précédent afin de mieux dissimuler l'« emballement » en cours. L'invasion ordonnée par George W. Bush, Tony Blair et Silvio Berlusconi eut cependant ceci de particulier qu'elle se heurta à l'opposition résolue du président de la République française. Dans de telles conditions, comme le releva l'association de critique des médias Acrimed, « la division entre les puissances occidentales a introduit, pendant plusieurs mois, un espace d'information qui a permis à "nos" médias de prendre quelques distances avec la propagande américaine, non sans suivisme à l'égard de la position du gouvernement français. En raison de ce conflit entre États et de la position particulière de Paris, les enjeux économiques et géopolitiques de la guerre américaine n'ont pas été noyés dans la rhétorique humanitaire (24) ». Néanmoins, Patrick Poivre d'Arvor, comme beaucoup d'autres (Serge July, Jean-Marie Colombani, Claude Imbert, Bernard-Henri Lévy, Philippe Val, etc.), s'inquiéta de voir s'envenimer le désaccord transatlantique : « Nous savons où sont nos alliés. Je n'oublie pas qu'en août dernier George Bush a conféré la nationalité américaine à titre posthume à La Fayette. C'était le sixième étranger à être ainsi honoré et le premier Français. » Étrange réaction, pensera-t-on, au moment où Bagdad était la proie des bombes américaines. À ceci près que PPDA espérait sans doute rappeler qu'il venait de publier J'ai aimé une reine, un roman qui avait pour intrigue la passion platonique entre Marie-Antoinette et La Fayette...

24. Acrimed (www.acrimed.org), 10 avril 2003. Sur les médias et la guerre du Kosovo, lire Serge Halimi et Dominique Vidal, *L'opinion, ça se travaille*, Marseille, Agone, rééd. 2002.

En 1992, la campagne du référendum sur le traité de Maastricht répéta les « dérives » observées pendant la guerre du Golfe. Là encore, beaucoup de choses se conjuguèrent : la volonté d'encourager l'élite éclairée qui construit l'avenir (« l'Europe ») alors que le peuple ne sait qu'exhaler ses nostalgies, sa « xénophobie » et ses « peurs » ; la préférence instinctive pour les options du centre, surtout lorsqu'elles s'opposent aux extrêmes « populiste » et « nationaliste » ; enfin la place accordée aux avis des experts et des intellectuels, eux aussi particulièrement sensibles aux ressorts précédents. Intelligence contre irrationalité, ouverture contre repli, avenir contre passé, ordre contre meute : tous ces fragments d'un discours méprisant de caste et de classe resurgirent au moment du référendum de mai 2005 sur le traité constitutionnel européen.

Les citations qu'on va lire doivent être appréciées en ayant à l'esprit ce qui suit. Longtemps, les historiens du XXe siècle qui enquêtaient sur l'état de « l'opinion » complétaient leur étude des sondages d'une lecture de la presse. Après avoir parcouru *Le Monde*, *France Soir* et *Le Figaro*, *Le Nouvel Observateur*, *Paris Match*, *L'Express* et *Valeurs actuelles*, écouté tour à tour les éditoriaux de RTL, RMC, *France Inter* et *Europe 1*, jeté un œil sur les journaux télévisés et achevé leur tour d'horizon par *Les Échos* ou par *Charlie Hebdo*, ils pouvaient légitimement estimer avoir cerné le sentiment dominant. Si, en mai 2005, ce genre d'historien s'était livré au même type d'exercice, il aurait d'abord remarqué le nombre réduit de quotidiens rescapés *. Mais comment aurait-il donc pu imaginer que le « non » l'ait emporté avec 54,65 % des suffrages exprimés, puisque tous ceux qu'on a nommés - et la quasi totalité des autres - avaient appelé à voter « oui » ?

* Rien que de 1946 à 1995. Le nombre des quotidiens français est passé de 203 (28 nationaux et 175 régionaux) à 67 (11 nationaux et 56 régionaux).

LES CABRIS DU « OUI »

Il est imprudent de vouloir infantiliser des adultes. Quand un scrutin leur donne la parole, leur franchise peut même être contagieuse. « Valéry Giscard d'Estaing n'a commis qu'une seule erreur : nommer le texte du traité "Constitution" ; observa dans *Le Figaro* Alain Minc, animateur de l'émission « Face à Alain Minc » sur la nouvelle chaîne Direct 8 de Vincent Bolloré. C'est précisément cette dénomination qui a empêché une ratification par la voie parlementaire. Le référendum est pareil à une « vérole » antidémocratique que la France aurait propagée dans l'ensemble de l'Europe (25). » Pour les barons du journalisme, la « voie parlementaire » eût été moins délicate et plus avantageuse. Moins délicate : lors de la séance du Congrès, le 28 février 2005 à Versailles, le projet de loi constitutionnelle préalable à la ratification du traité européen par voie référendaire fut adopté par 91,70 % des suffrages exprimés, dont celui du sénateur Serge Dassault, propriétaire d'une bonne partie des titres de la presse française. Plus avantageuse : une fois l'affaire européenne bouclée dans le sens escompté, celui d'une concurrence « libre et non faussée », la presse aurait pu mijoter ses nouveaux dossiers sur les chances de Nicolas Sarkozy en 2007 et imaginer les péripéties qui l'opposeraient alors à Jacques Chirac, François

Hollande ou Jack Lang. Las, une amorce de révolte populaire oblige la plupart des décideurs à serrer les rangs, à poser ensemble pour *Paris Match*, à défendre avec le même entrain l'« économie sociale de marché ». Et les commentateurs, eux, doivent survoler à présent un texte amphigourique qui parle de monnaie, de circulaires, de services « d'intérêt économique général »... Du sérieux, mais tellement ennuyeux.

25. Alain Minc, *Le Figaro*, 11 avril 2005.

Ennuyeux, justement non. C'est un peu le problème. Là où les grands médias attendaient de l'apathie, des généralités vite emballées sur la paix et le ciel bleu d'Europe, l'intérêt devient vif, le savoir assuré et indocile : quand l'électeur devait répondre « oui » avec autant de nonchalance unanime que les parlementaires, il menace de faire le contraire. Mais ce ne peut être que par ignorance. « Le référendum est tombé sur une France somnambule, se désole sur LCI Claude Imbert, fondateur et éditorialiste du Point. Un système de démocratie représentative eût été plus prudent. Vous avez un garçon qui bosse toute la journée dans une usine à côté de Nancy. Il rentre tard le soir. J'aime autant vous dire qu'il a envie de boire une bière, il ne va pas regarder la Constitution dans le détail A quoi ça sert les Parlements (26) ? » Et, surtout, à quoi servent les éditorialistes qui pensent comme les parlementaires, mais dans une proportion plus massive encore ? Comme souvent, l'« adversaire » médiatique de Claude Imbert partageait son sentiment. D'ailleurs, Jacques Julliard l'avait écrit dix-huit mois plus tôt : « Faut-il soumettre à référendum le projet de Constitution européenne issu de la convention Giscard ? Dans l'état actuel des choses, ma réponse est non. » Et le directeur délégué du *Nouvel Observateur* ajoutait : « Le désir référendaire correspond plus au fantasme rousseauiste du contrat inaugural qu'à un véritable besoin démocratique (27). » La démocratie est en effet souvent moins utile qu'un « débat » sur LCI.

26. « Imbert/Julliard », LCI, 15 avril 2005.

27. *Le Nouvel Observateur*, 23 octobre 2003.

Atterré par « la terrible erreur que la France est à la veille de commettre », Bernard Guetta, l'éditorialiste de *France Inter*, en serait presque venu à « secouer les avocats du "oui" qui roupillent à leur banc (28) ». Mais, surtout, il ne comprenait pas. Quoi, le peuple des Lumières, qui dispose à la fois pour son instruction des chroniques et commentaires favorables au « oui » d'Alain Duhamel, de Sylvain Bourmeau, de Dominique Reynié, d'Edwy Plenel et d'Alexandre Adler, des questions militantes en faveur du « oui » de Stéphane Paoli, de Jean-Pierre Elkabbach et de Christine Ockrent, des émissions de « débat » animées par des partisans du « oui » sur *France Inter* (« Feux croisés » avec Laurent Joffrin et Philippe Tesson), sur LCI (« Ferry/Julliard ») et sur *France Culture* (« La rumeur du monde » de Jean-Marie Colombani et Jean-Claude Casanova), des éditoriaux favorables au « oui » de *Libération*, de *Paris Match* et d'Alternatives économiques, mais aussi de *Charlie Hebdo*, du *Figaro* et de *Courrier international*, des décryptages du texte constitutionnel biseautés dans le sens du « oui » de France 3, du *Monde* et d'Arte - ce peuple oserait, malgré tout cela, répondre « non » ? Comment concevoir une telle incapacité à réciter la leçon cent fois dispensée ?

28. *France Inter*, 18 mars 2005, et *L'Express*, 21 mars 2005.

L'explication de Bernard Guetta, chroniqueur de *France Inter*, de *L'Express* et du *Temps de Genève*, éclaira tristement la futilité de tout ce rabâchage quotidien, le sien compris : « La mobilisation, les conversions se font de bouche à oreille, amplifiées par Internet, ses "chats", ses "blogs" et ses méticuleuses et fausses analyses du projet qu'on y trouve à foison. Une radicalité pré politique de type américain rencontre le vieux fonds révolutionnaire français. Il y a, dans l'air, quelque chose de Mai 68, la haine en plus (29). »

29. Bernard Guetta, « Mai 68, la haine en plus », *Le Temps*, Genève, 16 avril 2005.

La haine contre la raison... En osant un peu, on identifierait un autre mauvais génie. Le panel de 83 jeunes qui percuta le président de la République sur un plateau de TF1, le 14 avril 2005, ne se trouva pas suborné, loin des riantes chroniques des cadors du journalisme, par des complots imaginaires ou par les « fausses analyses » d'Internet. Pour les 83, l'examen de leurs conditions d'existence avait fait fonction d'instruction civique. Qu'ont-ils connu d'autre, après tout, que cette « Europe sociale » qu'on leur annonçait déjà il ya treize ans dans la foulée immédiate du traité de Maastricht (30), et qu'on leur promet encore ? Leur seule inconvenance est de mesurer la valeur de l'engagement à l'aune de leur vie d'étudiant, de chômeur, de travailleur. Ils se sentent fragiles et menacés, on les convoque pour un nouvel effort d'adaptation. Mais ils ne paraissent jamais assez dignes des « réformes » qu'on leur destine, jamais assez subtils pour les doctes commentaires dont on les abreuve, jamais tout à fait à la hauteur du destin européen « hautement compétitif » qu'on a imaginé pour

eux. On les soumet alors à une nouvelle tournée d'explication, de « pédagogie ». Puis à une suivante.

30. « L'Europe, ce sera plus d'emplois, plus de protection sociale et moins d'exclusion », promettait par exemple Martine Aubry à Béthune le 12 septembre 1992 (cité par PLPL, n° 23, février 2005).

C'est à présent un journaliste du Nouvel Observateur, Serge Raffy, qui les gourmande à la télévision : « Je pense que, malheureusement, il faut leur dire : oui, les problèmes sociaux, votre petit confort personnel eh bien ! aujourd'hui, ça doit passer en second (31). » Et ses commensaux s'alarment avec lui des « peurs » de l'opinion, de l'« irrationalité » de « citoyens en fureur », de l'« éternel rassemblement gaulois de la rogne et de la grogne ». Quand le président de la République soupira « Je ne vous comprends pas », il parlait un peu pour tous ceux-là qui, avec lui, appréhendent « dans l'air » quelque chose d'insaisissable.

31. Serge Raffy, i-télévision, 29 mars 2005.

Les salles de rédaction redoutaient aussi la défaite du projet constitutionnel en raison de l'identité de ceux qui s'y opposaient. Loin de constituer un banc de célébrités dont le vivier peut être repêché par les services de Jack Lang et exhibé dans un aquarium scintillant lors de chaque consultation électorale (32), les adversaires du traité étaient souvent des militants « ordinaires » qui avaient lu un projet qui ne l'était pas. Ils organisaient des réunions, distribuaient des tracts, collaient des affiches. Et ils entretenaient avec les médias des rapports distants, voire hostiles. Cela n'est pas très démocratique, vous savez...

32. On observe un certain recoupement entre les trois listes de soutien au traité de Maastricht (1992), à la candidature de M. Lionel Jospin (2002) et, en mars 2005, au projet de Constitution européenne (Alain Touraine, Bernard-Henri Lévy, Alain Decaux, Philippe Sollers, Jean Peyrelevade, Jacques Attali figurent dans les trois). Compte tenu du taux de mortalité élevé chez les signataires, en général âgés, le calque est plus parlant encore si on n'examine que les deux dernières initiatives de Jack Lang.

Dans le décompte des invités sur les grandes antennes nationales, le biais en faveur du « oui » fut écrasant, bien sûr. Mais pas uniquement par désir d'être partial. Les journalistes vedettes invitaient avant tout d'autres « vedettes » qu'ils connaissaient et que, parfois, ils tutoyaient. Pour ceux qui distribuent la parole, l'actualité est avant tout celle que sculptent des décideurs et des vieux routiers des plateaux, au moins unanimes pour le « oui » que les parlementaires convoqués à Versailles. Qu'ils interrogent un ministre, une célébrité du spectacle, un industriel, un professeur à l'Institut d'études politiques, un footballeur, un candidat « qui a ses chances » à la prochaine élection présidentielle, immanquablement les journalistes butaient sur presque autant de partisans du « oui ».

Au demeurant, même si Jean-Pierre Elkabbach, Stéphane Paoli ou Christine Ockrent s'étaient astreints à un effort d'équilibre, comment exiger d'eux qu'ils se fassent indéfiniment violence ? « Moi, je suis pour le "oui" ; je ne devrais pas le dire, mais je suis pour le "oui" ; Mais je suis objectif ! » lâcha, le 8 février 2005, l'intervieweur d'Europe 1. Quelques semaines après ce courageux aveu, M. Elkabbach obtint d'Arnaud Lagardère, en toute indépendance, la direction de la station et il hérita d'un siège d'administrateur à Lagardère Active Broadcast.

Tous les chemins mènent au « oui ». Rome enterre le pape ? Invité à commenter l'événement, le maire, Waltet Veltroni, ne manque pas de glisser à Jean-Pierre Elkabbach (qui l'y a encouragé) qu'il « espère que la France va confirmer sa vocation européenne » (7 avril). Paris deviendra-t-elle ville olympique ? Bertrand Delanoë ne peut éviter une question sur le bon choix, le 29 mai : « La France mobilisée et enthousiaste pour les jeux Olympiques - Paris 2012 - pourrait l'être pour l'Europe, si je comprends bien. » Oui, il avait bien compris... (22 mars). Le groupe Caisse d'épargne annonce-t-il qu'il va rémunérer les comptes courants ? Le patron de l'entreprise glisse que nous devons à l'Europe notre prochaine félicité de déposants (14 avril). Le ministre de l'Éducation vient-il commenter les manifestations étudiantes ? Il ne sortira pas du studio sans avoir répondu à l'interrogation suivante : « Sur le fond, comment convaincre les Français que voter "oui" ; c'est mettre du bleu-blanc-rouge dans le bleu étoilé de l'Europe de 2010 ? Comment ? » (25 mars). On ne sait si Jean-Pierre Elkabbach sollicitait ce matin-là quelques conseils en la matière.

Bien sûr, les ficelles les plus grossières conservent leurs attraits : un président de la Commission européenne interdit de télévision publique par l'Élysée * ; un député européen (Jean-Marie Cavada) qui imite le coup de folie du directeur du Monde en 1992 (« un non au référendum, avait écrit ce dernier, serait pour la France et l'Europe la plus grande catastrophe depuis les désastres engendrés par l'arrivée de Hitler au pouvoir ») en sommant, lui, « ceux qui font la fine bouche devant la Constitution européenne » d'« avoir en mémoire les photos d'Auschwitz » ; un juge constitutionnel (Simone Veil) faisant litière de son devoir de réserve et s'en trouvant aussitôt louée par le présentateur du journal de TF1, Thomas Hughes (« Merci de faire cette campagne même si certains vous invitent à démissionner du Conseil constitutionnel »), etc.

* Yves Loiseau et Marcel Trillat, élus du personnel au conseil d'administration de France Télévisions, firent part de leur indignation au PDG d'alors : « Nous apprenons que vous auriez imposé la déprogrammation de cette émission à la suite d'une intervention de Matignon. Il s'agit d'un événement sans précédent depuis l'époque Peyrefitte : les responsables d'une chaîne de service public modifiant sans état d'âme le choix de leurs invités politiques, en période électorale, pour complaire au pouvoir en place ! »

Mais prévaut dorénavant l'outil de l'agenda, du filtre, du tri. Il suffisait, pour le comprendre, d'observer Dominique Reynié, professeur à Sciences-Po, débiter trois fois par jour, avec un culot d'acier, sa chronique « pédagogique » sur i-télévision. Selon lui, tout ce qui allait bien, on le devait à l'Europe ; tout ce qui allait mal, à l'absence de Constitution. Progrès de la parité dans les Assemblées ? Droit des salariés ? Démission d'un ministre trop prodigue des deniers publics ? C'est l'Europe, évidemment ! Une circulaire discutée ? Une diplomatie de l'Union sans inspiration ? Les délocalisations ? C'est l'absence de Constitution, bien sûr ! À ce jeu-là, Dominique Reynié aurait mérité un Molière. À défaut d'avoir accru sa médiocre réputation scientifique, sa carrière dans les médias est assurée.

Le 11 avril 2005, France Inter invitait deux spécialistes à parler de l'Allemagne. Le premier, Stefan Collignon, venait de signer un appel à voter « oui ». Le second, Daniel Cohn-Bendit, faisait depuis longtemps campagne dans le même sens, avec cette discrétion médiatique qu'on apprécie tant chez lui. Que croyez-vous qu'il arriva ? « Si on dit "non" à cette Constitution, on immobilise la France et l'Allemagne », lança le vétéran de Mai 68. « Le "non" ne peut apporter de solution ni aux problèmes de la France, ni à ceux de l'Allemagne, ni à ceux de l'Europe », lui objecta sur-le-champ M. Collignon. L'algarde devenait tellement meurtrière que Stéphane Paoli dut s'interposer ou plutôt... tenter de prévenir un nouveau déferlement de messages courroucés à l'antenne et dans sa boîte électronique : « Certains vont considérer que décidément [sic] France Inter fait campagne pour le "oui" : Je voudrais juste rappeler [...] que le débat en France sidère les Allemands, qui ne comprennent pas même qu'il puisse exister [...]. Mais vos question peut-être rééquilibreront tout cela dans un instant. »

Les auditeurs ont ainsi hérité de la responsabilité de rééquilibrer un débat dont l'existence même paraît « sidérer » ceux qui ont pour mission de l'animer. Ces mêmes auditeurs attendirent donc avec l'impatience qu'on devine la suite de la tournée des capitales européennes, et l'avis des experts, ministres et footballeurs - belges, italiens, baltes, luxembourgeois... -, qui se feraient tour à tour les avocats du traité. Un peu comme, à France Inter, Stéphane Paoli relayait Bernard Guetta, qui relayait Pierre Le Marc, qui relayait Jean-Marc Sylvestre. Car aucun chroniqueur quotidien n'exprima un sentiment contraire. Pour sa part, Laure Adler, alors directrice de France Culture, avait carrément signé l'appel à voter "oui". Son antenne fut d'ailleurs l'une des mieux tenues de France...

Des responsables politiques favorables au projet constitutionnel s'alarmèrent d'une partialité trop visible, comprenant qu'elle risquait de mettre en danger la cause commune. S'adressant à des journalistes du Monde, de LCI et de RTL, Hervé Gaymard, qui ne faisait que passer au ministère des Finances, sonna le tocsin contre les « eurolâtres béats ». Et il recommanda à chacun de ne pas recommencer « ce qui a été fait au moment de Maastricht, parce que c'était vraiment caricatural (33) ». Et, deux mois avant le scrutin, François Bayrou, président de l'UDF, morigéna Christine Ockrent et Serge July sur France 3 : « Je voudrais - parce que vous êtes autant en cause que les responsables politiques - qu'on n'ait pas le sentiment qu'il y a une France des puissants qui s'est mise entièrement d'accord et qui ne prend pas au sérieux les arguments que ressentent un certain nombre de Français (34). » Ce fut peine perdue.

33. « Le grand jury », RTL-LCI, 13 février 2005. Sur les médias et Maastricht, lire Serge Halimi, « Décideurs et délinquants », Le Monde diplomatique, octobre 1992.

34. « France Europe Express », France 3, 1er mars 2005.

« Si l'on est bien informé, on doit choisir de voter oui », avait expliqué Pierre Bérégovoy au moment du référendum de Maastricht. Treize ans plus tard, la réponse fut non. Les médias se voulaient pourtant « pédagogiques ». Et ils l'avaient été. Mais pas tout à fait comme ils l'imaginaient.

CHAPITRE 2 : PRUDENCE DEVANT L'ARGENT

En composant la légende dorée de leur indépendance, les journalistes français insistent de manière suspecte sur la seule évolution de leurs rapports avec le pouvoir politique. Et, sur ce terrain escarpé, ils arpentent presque toujours le même lopin, celui de la télévision. Il leur suffit alors que le ton de la personne qui interroge le chef de l'exécutif soit devenu un peu moins empressé (ou amical) que celui qui caractérisait les « entretiens » de Michel Droit et de Charles de Gaulle ou de Patrice Duhamel et de Valéry Giscard d'Estaing, pour que la nouvelle liberté de la profession leur semble établie. Mais puisqu'il paraît que le pouvoir a changé de lieu, que l'Élysée n'a plus d'autre mission que de conseiller aux Français de s'adapter au mouvement de la vie, c'est-à-dire à celui des

entreprises, pourquoi s'intéresser si rarement aux servitudes que ces entreprises imposent à l'information ?

Noam Chomsky ne cesse de le répéter : l'analyse du dévoiement médiatique n'exige, dans les pays occidentaux, aucun recours à la théorie du complot. Un jour, un étudiant américain l'interroge : « J'aimerais savoir comment au juste l'élite contrôle t-elle les médias ? » Il réplique : « Comment contrôle t-elle General Motors ? La question ne se pose pas. L'élite n'a pas à contrôler General Motors. Ça lui appartient (1). » En France, l'imbrication croissante entre les groupes industriels et les médias ramène le pays à la situation qu'il a connue sous la III^{ème} République. Cet état des choses, Albert Camus le décrivait en ces termes à la Libération : « L'appétit de l'argent et l'indifférence aux choses de la grandeur avaient opéré en même temps pour donner à la France une presse qui, à de rares exceptions près, n'avait d'autre but que de grandir la puissance de quelques-uns et d'autre effet que d'avilir la moralité de tous. Il n'a donc pas été difficile à cette presse de devenir ce qu'elle a été de 1940 à 1944, c'est-à-dire la honte du pays (2). » Le programme du Conseil national de la Résistance entendit remédier à cette déchéance en garantissant « la liberté de la presse, son honneur et son indépendance à l'égard de l'État, des puissances d'argent et des influences étrangères ». Des ordonnances interdirent, par exemple, qu'un même individu possède ou contrôle plus d'un quotidien politique.

1. Noam Chomsky, *Les Médias et les Illusions nécessaires*, Éditions K Films, Paris, 1993, p. 39.

2. *Combat*, 31 août 1944.

Les commémorations de la guerre délaissent en général cet aspect du combat des résistants, leur volonté que la Libération ne se résume pas à la restauration de l'ordre d'autrefois. Soixante ans plus tard, la vanité d'une telle espérance est consommée. Non seulement les gouvernements, de droite ou de gauche, n'ont rien entrepris pour prévenir le rétablissement du pouvoir des « puissances d'argent » sur l'information, mais ils lui ont permis de se concentrer sous la coupe de groupes héréditaires : chez Dassault, Serge succéda à Marcel ; chez Bouygues, Martin prit la place de Francis. Un peu comme chez Lagardère, Arnaud a hérité de Jean-Luc et, chez Pinault, François s'est effacé au profit de François-Henri (3). Bernard Arnault, lui, a au moins pensé à sa fille, nommée au conseil d'administration de LVMH, en même temps qu'Hubert Védrine. Il lui a également offert un très beau mariage avec six ministres de la République dans le rôle de garçons d'honneur.

3. Voir Marie Bénilde, « En France, une affaire de famille », *Manière de voir*, n° 80 (« Combats pour les médias »), avril-mai 2005.

Des groupes comme Bouygues, Matra-Hachette, Vivendi, LVMH, Dassault, Bolloré sont ainsi devenus, dans les médias, les héritiers du Comité des forges de sinistre mémoire *. Mais nul, y compris à l'extrême gauche, n'ose plus reprendre contre eux l'admonestation du radical-socialiste Édouard Daladier le 28 octobre 1934. Ce jour-là, devant le congrès du parti qu'il présidait, Daladier baptisa les nouvelles dynasties d'un nom qui resterait fameux : « Deux cents familles sont maîtresses de l'économie française et, en fait, de la politique française. Ce sont des forces qu'un État démocratique ne devrait pas tolérer, que Richelieu n'eût pas toléré dans le royaume de France. L'influence des deux cents familles pèse sur le système fiscal sur les transports, sur le crédit. Les deux cents familles plaçant au pouvoir leurs délégués. Elles interviennent sur l'opinion publique, car elles contrôlent la presse. » Parmi ces deux cents, on trouvait déjà les Rothschild (Édouard est l'actuel actionnaire majoritaire de Libération) ainsi que les de Wendel (dont le groupe, présidé par Ernest-Antoine Seillière, possède Editis, second conglomérat d'éditeurs français après Hachette).

* Noyau dur du patronat français de l'entre-deux-guerres - période pendant laquelle la presse était notoirement vénale -. Le Comité des forges, qui contrôlait directement un certain nombre de quotidiens (dont *Le Temps* et *Le Journal des débats*), joua un rôle actif pour discréditer les gouvernements de gauche et de centre gauche.

S'adressant en août 1996 aux cadres supérieurs de Thomson-CSF, qu'il cherchait alors à séduire, Jean-Luc Lagardère leur explique : « Un groupe de presse, vous verrez, c'est capital pour décrocher des commandes (4). » Deux mois plus tard, il décroche en effet - provisoirement - le contrôle de Thomson-CSF. Contre un « franc symbolique » et aux dépens d'Alcatel-Alsthom qui s'était imprudemment dessaisi de son petit empire de presse en le cédant à Havas. À défaut des cadres de Thomson, l'État en tout cas (c'est-à-dire à l'époque le gouvernement d'Alain Juppé) avait été séduit par le très influent propriétaire du groupe Matra-Hachette. Ce dernier symbolisait à merveille l'entrepreneur qui, à force d'écouter la radio dont il était propriétaire (Europe 1), en répercutait sans effort la musique lancinante : « La concurrence est féroce, expliquait-il, le monde devient un village et les entreprises qui sont les mieux adaptées pour se battre et pour gagner sont celles qui n'ont pas à supporter le poids et la contrainte de l'État. Je n'ai jamais fait de politique et je n'en ferai jamais. Mais je tiens à dire que le courage du Premier ministre [Alain Juppé] force mon estime et mon respect [...]. Certes

Maastricht est critiquable. Certes les conditions du passage à l'euro le sont tout autant. Mais il faut y aller (5) ! » Rassuré par tant d'apolitisme, l'État n'hésita pas. Il offrit Thomson à Jean-Luc Lagardère.

4. *Le Canard enchaîné*, 6 novembre 1996.

5. *Le Figaro*, 2-3 novembre 1996.

Mais la « vente » capota. Avec une liberté décuplée par le fait qu'il s'exprimait dans *Paris Match*, propriété du groupe Hachette, le journaliste Stéphane Denis s'indigna : « Il serait paradoxal qu'une privatisation réussie soit considérée comme une opération douteuse pour la seule raison qu'elle repose sur les épaules d'un homme dynamique et d'une entreprise qui gagne. » L'essayiste-philosophe-réalisateur-éditorialiste Bernard-Henri Lévy, également conseiller littéraire chez Grasset, filiale du groupe Hachette, fit chorus, mais en précisant d'emblée : « Jean-Luc Lagardère est un ami et je n'ai, soyons clair, pas de compétence particulière pour juger du bien-fondé de la cession de Thomson à tel ou tel » L'absence de « compétence particulière » n'ayant jamais interdit, soyons clair, à Bernard-Henri Lévy de donner son avis, il vit dans la mise en examen de son « ami » (par ailleurs coproducteur de son film, *Le Jour et la Nuit*, un navet ruineux) une « surchauffe hystérique », la preuve de l'« absurdité d'un climat ». Assez sombrement, BHL conclut donc : « Je ne m'inquiète pas pour Lagardère que j'ai vu triompher d'adversités plus redoutables. Mais je m'interroge sur ce jeu de massacre dont on voit, chaque semaine ou presque, paraître une nouvelle cible. L'affaire Lagardère comme un symptôme. La "destruction des élites" continué (6). »

6. *Le Point*, 9 novembre 1996.

Elle ne dura pas trop longtemps. En 1999, le gouvernement Jospin céda à un prix d'ami le contrôle d'Aérospatiale au groupe Lagardère : avec 20 % du capital, il obtenait une minorité de blocage dans l'entreprise, et les dividendes afférents (7). Trois ans plus tard, Hachette ayant consacré sa position de premier éditeur français en rachetant une partie des maisons cédées par Vivendi, Jean-Luc Lagardère devint presque désobligeant à l'égard du président de la République qu'il tutoyait depuis quarante ans : « Cette fois, je suis devenu l'homme le plus puissant de France (8). »

7. In Olivier Toscer, *Argent public, fortunes privées*, Paris, Folio Denoël, 2003, p. 150.

8. Cité par Laurent Mouloud, « L'empire Lagardère perd son acrobate », *L'Humanité*, 17 mars 2003.

Dorénavant, plus besoin de compter jusqu'à deux cents : à elles seules, une quinzaine de familles contrôlent environ 35 % de la capitalisation de la Bourse de Paris. On ne sera pas surpris d'apprendre que certains des potentats des médias (Bouygues, Dassault, Arnault, Pinault, Bolloré) figurent dans la liste. En 2000, au moment de la « bulle Internet », la capitalisation boursière de TF1 (groupe Bouygues), Canal Plus (groupe Vivendi) et MG (groupe Bertelsmann) dépassait même celle de l'ensemble du secteur automobile français (9). Cinq ans plus tard, quand le magazine américain *Fortune* établit son classement annuel des individus les plus riches de la planète, il découvrit que plus de la moitié des dix premiers Français étaient investis dans le secteur de la communication : Bernard Arnault (17 milliards de dollars), Serge Dassault (7,8 milliards de dollars), François Pinault (5,9 milliards de dollars), Jean-Claude Decaux (5,4 milliards de dollars), Martin Bouygues (2,4 milliards de dollars), Vincent Bolloré (2,2 milliards de dollars) (10).

9. *Challenges*, novembre 2000.

10. *Fortune*, mars 2005.

Cette concentration des médias entre les mains de ceux qui déjà concentrent les richesses est-elle aussi dépourvue de conséquences pour l'information qu'on le dit ? Le 24 juillet 1993, TF1 ouvre son journal sur le décès de Francis Bouygues et y consacre vingt-cinq minutes dithyrambiques (« magnifique patron », « bâtisseur infatigable », « carrière sans précédent »). Habitué des plateaux de TF1, Édouard Balladur et Jack Lang saluent la mémoire du « personnage hors du commun » qui a tant contribué au « rayonnement de notre pays ». Patrick Poirve d'Arvor et Anne Sinclair, employés de la chaîne de Bouygues, confient leur émotion eux aussi. Les obsèques du très grand homme rassemblent, outre l'actuel président de la République, le Premier ministre de l'époque et le président du Sénat, MM. Lang, Tapie, Delon et Jean-Luc Lagardère.

Dix ans plus tard, ce dernier disparaît à son tour. Entre temps, l'océan de larmes a enflé de quelques fleuves. Le communiste Robert Hue salue l'action du défunt « en faveur de la presse d'opinion » (le groupe Lagardère a, avec TF1, renfloué *L'Humanité*). Le socialiste Jacques Attali confie à *L'Express*, où il tient chronique en compagnie d'éditorialistes qui pensent comme lui, que la conversation du marchand d'armes disparu lui « donnait le goût de croire encore en la possibilité de changer le monde » (20 mars 2003). Denis Jeambar regrette, dans le même

numéro du même hebdomadaire, « la plissure d'un sourire pétillant de malice et d'intelligence », le « charme irrésistible » d'« un chevalier ». Nicolas Beytout, directeur de la rédaction des Échos (Serge Dassault l'a depuis nommé à la direction du Figaro), se désole dans sa chronique d'Europe 1 de la disparition d'un « patron d'exception » : « Jean-Luc Lagardère a toujours représenté une référence à laquelle tous les hommes de presse dont je suis rendent évidemment hommage » (17 mars). « Évidemment »...

Toujours le 17 mars 2003 sur Europe 1, propriété du groupe Lagardère, Catherine Nay pleure à son tour « un patron qui était un ami » : « Il mettait du soleil dans la relation, [...] aimait évoquer sa fréquentation du roi d'Espagne ou de la reine d'Angleterre. [...] Jean-Luc n'est plus là. Nos pensées vont à Bethy, son épouse, et à Arnaud son fils. Et à Europe 1 nous sommes infiniment tristes. Nous l'aimions. » Quelques minutes plus tard, Jean-Pierre Elkabbach n'a plus qu'à transmettre à l'antenne ses condoléances à l'héritier de la dynastie. Il le reçoit « dans ce studio qui porte le nom de Lagardère dont l'esprit continuera de m'inspirer ». La sincérité de telles expressions de douleur n'est pas en cause, mais imagine-t-on les cris horrifiés qu'auraient poussés la plupart des journalistes si un présentateur vedette de la télévision publique avait déclaré qu'il « aimait » un président de la République dont on venait d'annoncer le décès, et s'il avait ajouté que l'esprit du défunt « continuerait à l'inspirer » ? Comment ce même journaliste eût-il été accueilli s'il avait aussi rappelé que son affliction s'exprimait d'autant plus librement qu'il parlait à partir d'un studio nommé « Mitterrand » ou « Chirac » ? Heureusement, en somme, que l'ORTF n'existe plus... que dans le secteur privé !

La concurrence équilibrerait-elle parfois un peu les choses ? L'inimitié entre Bernard Arnault et François Pinault est telle, par exemple, que les journalistes de La Tribune (propriété de LVMH) ont toute liberté d'imaginer l'avenir du groupe Pinault sous les traits les plus noirs. Le directeur de la rédaction leur a expliqué en mai 1998 que « l'intérêt de l'actionnaire ne doit pas être remis en cause par un journal qu'il contrôle » même si cette censure opère « au détriment du lecteur (11) ». Mais, hormis cette rivalité entre deux crocodiles de l'industrie du luxe, les liens se raffermissent entre les divers barons de la presse, d'autant plus unis qu'ils se retrouvent dans les mêmes conseils d'administration et communient presque tous dans l'affection qu'ils vouent à Nicolas Sarkozy. En mars 2003, Hachette n'était pas encore devenu le principal actionnaire privé du Monde (avec 17 % du capital depuis 2005) que déjà le directeur du quotidien se sentait tenu de rendre un hommage remarqué au maître décédé du groupe Lagardère, « notre partenaire dans Le Monde Interactif et dans Le Monde 2 ». Jean-Marie Colombani s'ouvrit dans son article titré « Jean-Luc le fidèle », de l'« amitié constamment renouvelée » entre les deux patrons de presse. Puis il offrit sa bénédiction à l'héritier désigné du groupe, y associant sans les consulter l'ensemble des personnels du journal vespéral : « Ce que nous avons pu deviner de l'action et du tempérament de son fils Arnaud nous permet de penser que cet esprit si particulier qui a présidé aux destinées de ce groupe perdurera. Le Monde a perdu un ami, et présente à son épouse Bethy, à Arnaud Lagardère et à tous leurs proches ses condoléances émues (12). » Depuis la fin de l'Ancien Régime, la tradition autorisant un monarque à choisir les amis de ses vassaux s'était un peu perdue. L'éternelle modernité de la presse contribue au moins à la ressusciter.

11. In « La Tribune devra servir le patron », Libération, 6 mai 1998.

12. Le Monde, 16-17 mars 2003.

Les obsèques de Jean-Luc Lagardère mobilisèrent un aréopage plus impressionnant encore celui qui avait salué la dépouille de Francis Bouygues dix ans plus tôt. Retenu par le déclenchement de la guerre d'Irak, le président de la République ne put se rendre à la cérémonie, mais, outre le Premier ministre, cinq anciens Premiers ministres, les ministres des Affaires étrangères, de l'Intérieur, de la Défense, de l'Éducation, du Budget, de la Culture, la moitié des patrons du CAC 40 et le président du Medef étaient venus. La nomenclature des médias tenait son rang elle aussi : Dominique Baudis, le président du CSA, côtoyait Arlette Chabot, Jean-Pierre Elkabbach, Michel Drucker, Claire Chazal, Guillaume Durand, etc. Éditeur chez Grasset (groupe Hachette), Bernard-Henri Lévy prononça l'hommage final. Deux ans plus tard, le décès de Claude Julien, figure incontestable du journalisme français, mais sur son versant le plus indocile, suscita infiniment moins d'émotion chez ses confrères ayant pignon sur rue. Claude Julien, il est vrai, n'avait fréquenté ni le roi d'Espagne, ni la reine d'Angleterre. Et il ne possédait ni haras, ni euros.

Difficile d'en dire autant de Serge Dassault, propriétaire de soixante-dix titres de périodiques, dont Le Figaro et L'Express. A quoi lui servent-ils dès lors que la fabrication et la commercialisation d'avions de guerre constituent déjà une activité prenante pour un octogénaire ? L'homme qui contrôle avec Lagardère 70 % des titres édités en France a répondu : il entend « faire passer un certain nombre

d'idées saines [...]. Par exemple, les idées de gauche sont des idées pas saines et nous sommes en train de crever à cause des idées de gauche qui continuent. [...] Les syndicats français n'ont pas compris que lorsqu'ils disent défendre les travailleurs, ils les condamnent. Aujourd'hui la rigidité de l'emploi est en train de casser toute l'économie française (13) ». Quelques dizaines de titres de plus seront-ils suffisants pour permettre qu'une telle philosophie se fraie enfin un chemin dans un monde médiatique étouffé, chacun le sait, par l'hégémonie de la pensée révolutionnaire ? Le sénateur de l'UMP, également maire de Corbeil-Essonnes et troisième fortune de France, est en tout cas disposé à cette aventure intellectuelle : « L'édit de Nantes, aujourd'hui, c'est en faveur des entrepreneurs qu'il faudrait l'instituer. Ce sont eux les victimes de la nouvelle guerre de religion, eux qui sont obligés de quitter la France parce qu'on ne veut pas les laisser travailler en paix (14). »

13. « Question directe », France Inter, 10 décembre 2004.

14. Entretien avec Jean-Marie Rouart, Paris Match, 9 décembre 2004. Rappel : en 1598, l'édit de Nantes protégea les protestants des persécutions religieuses qu'ils avaient connues lors des massacres de la Saint-Barthélemy (1572) qui firent plusieurs milliers de victimes, dont 3 000 assassinées en une seule nuit à Paris...

Au moins Le Figaro n'obligera pas M. Dassault à quitter la France. Désormais, le quotidien annonce les chorales qui se tiennent dans sa ville de Corbeil-Essonnes (17 mai 2004) mais passe sous silence le lobbying de Jacques Chirac en faveur de la vente d'avions Rafale à l'Algérie : « Il y a des informations qui font plus de mal que de bien », expliqua alors l'industriel. Aucun silence en revanche quand le quotidien du matin publie son indispensable dossier « Spécial Voyages de l'Homme d'Affaires » (24 mai 2004).

On y trouve un article titré « Jets privés, ne vous en privez plus ». C'eût été dommage en effet vu que « Dassault Aviation est leader mondial des avions haut de gamme »... Empruntant au style des dépliants publicitaires, Le Figaro précise ensuite que « l'avion le plus demandé actuellement est le Falcon 2000 EX Grâce à des moteurs plus performants, consommant moins et peu bruyants, cette version du biréacteur peut traverser l'Atlantique sans escale. Autre succès de Dassault, le cockpit informatisé EASy, qui équipe progressivement toute la gamme des constructeurs ». Enfin, le quotidien de Serge Dassault bataille presque chaque jour contre la bête noire de son propriétaire, l'impôt de solidarité sur les fortunes. Mais là, il n'est pas vraiment le seul à réclamer la fin de cette Saint-Barthélemy des possédants.

Au fond, il faut décidément ne rien connaître à la presse (ou escompter bien des faveurs de sa part) pour mettre en doute qu'un propriétaire de médias puisse peser, quand il le souhaite, sur l'orientation du bien qu'il possède. N'est-ce pas la loi du genre, après tout ? En 1989, Franz-Olivier Giesbert, alors directeur de la rédaction du Figaro, fut interrogé sur le pouvoir de l'actionnaire du titre (Robert Hersant à l'époque) d'interdire « certains articles », « certains titres » qui lui déplairaient. Giesbert répondit sans détour : « Ce sont des choses qui arrivent dans tous les journaux. Et ça me paraît tout à fait normal. Tout propriétaire a des droits sur son journal. D'une certaine manière, il a les pouvoirs. Vous me parlez de mon pouvoir, c'est une vaste rigolade. Le vrai pouvoir stable, c'est celui du capital (15). »

15. Rediffusé dans « Le premier pouvoir », France Culture, 22 janvier 2005.

Parlant des liens entre France 2 et le pouvoir politique, le journaliste Marcel Trillat a expliqué : « Les ministres viennent quand ça les arrange, pas toujours lorsque l'actualité l'impose (16). » Sur TF1, les seuls ministres qui comptent sont les gros clients de l'actionnaire principal et ceux qui pourraient lui attribuer de nouveaux contrats. Bouygues construit la mosquée de Casablanca et l'aéroport d'Agadir : le roi du Maroc s'installe au journal télévisé de TF1. Et le monarque enchaîne avec l'émission de Jean-Pierre Foucault, la trop bien nommée « Sacrée soirée ». Bouygues aimerait s'occuper de plates-formes offshore en Angola : Jonas Savimbi fait irruption au journal de la « Une ». Bouygues aimerait obtenir un contrat de forage de gaz en Côte-d'Ivoire (où son groupe contrôle déjà la distribution de l'eau et de l'électricité) : le président ivoirien surgit au journal de 20 heures. L'actualité internationale n'est donc pas toujours malmenée sur la principale chaîne européenne... Et les téléspectateurs en savent tout autant sur le pont de l'île de Ré, des bâtiments prestigieux à Hongkong, le pont de Normandie, le Grand Stade de Saint-Denis, le pont de Tanger. Ce dernier projet, dirigé lui aussi, l'a-t-on deviné, par la société Bouygues, permettra de « désenclaver le Rif de quarante ans de sous-développement, de drogue et de contrebande », nous apprend un reportage du 10 août 2005. Parfois, la société Bouygues est également amatrice de culture. Bertolucci fut invité à l'émission d'Anne Sinclair « 7 sur 7 » au moment où sortait son film Petit Bouddha, dédié... à Francis Bouygues (17).

16. L'Événement du jeudi, 18 avril 1996.

17. Télérama, 12 janvier 1994.

Mais la chaîne de Bouygues - privatisée en 1987 pour qu'elle devienne plus indépendante des pouvoirs... - a parfois su traiter avec pudeur certaines affaires impliquant son principal actionnaire. Le mardi 7 novembre 1995, par exemple, le journal télévisé de TF1 a passé sous silence le fait que la justice française venait d'honorer Patrick Le Lay d'une garde à vue dans une affaire de pot-de-vin. Même discrétion le 19 décembre quand Patrick Poivre d'Arvor annonce (texte intégral) ; « Martin Bouygues entendu à Nanterre par les policiers de Lyon dans le cadre d'une enquête sur les comptes en Suisse de l'homme d'affaires Pierre Botton. Perquisition au siège du groupe. » Trois jours plus tard, c'est Claire Chazal qui, avec un sens tour aussi professionnel de la concision, informe (texte intégral) ; « Sachez encore que, dans le cadre du dossier des comptes en Suisse de Pierre Botton, Martin Bouygues, le président du groupe Bouygues, a été mis en examen pour abus de biens sociaux. Et Pierre Botton est également mis en examen pour recel de biens sociaux. » La première information avait pris dix secondes. La seconde, treize. Un an plus tôt, Claire Chazal demandait déjà prudemment à Édouard Balladur ; « N'êtes-vous pas frappé, monsieur le Premier ministre, par la chasse à l'homme à laquelle se livrent les juges ? »

La convention avec le CSA signée par TF1 stipule que l'opérateur de la chaîne doit veiller « à ce que les émissions d'information politique et générale quelle diffuse soient réalisées dans des conditions qui garantissent l'indépendance de l'information, notamment à l'égard des intérêts économiques de ses actionnaires ». Encore faudrait-il pour que la convention soit respectée que le CSA, c'est-à-dire le pouvoir politique qui désigne chacun de ses membres, fasse semblant d'avoir une autre activité que d'offrir toujours plus de fréquences et de puissance aux grands groupes privés qui quadrillent déjà les ondes et les antennes. Or, rien à redouter de ce côté-là. Déjà, en avril 1987, pour souffler la Une à la dream team de Jean-Luc Lagardère et de Christine Ockrent, Francis Bouygues, Patrick Le Lay et Bernard Tapie s'étaient associés et avaient proclamé leur attachement à la culture qui « exprime le besoin et le plaisir de vivre ensemble ». Ils précisaient par ailleurs : « Quand on est une grande chaîne de télévision comme la Une, il faut savoir de temps en temps oublier l'audimat. » Toutefois, sitôt la chaîne conquise - ou plutôt « entrée dans la modernité », selon les mots du ministre François Léotard -, Francis Bouygues jeta bas le masque du philanthrope : « Nous sommes privés. Nous sommes évidemment une chaîne commerciale. Il y a des choses que nous ne souhaitons pas faire, par exemple : du culturel du politique, des émissions éducatives. » Patrick Le Lay complètera : « On ne vit plus qu'avec les chiffres de l'audimat. [...] Passer une émission culturelle sur une chaîne commerciale à 20 h 30, c'est un crime économique ! C'est quand même à l'État d'apporter la culture, pas aux industriels (18) ! » Entre 1988 et 1993, la gauche aurait pu re-nationaliser TF1. Elle ne le fit pas, y comptant déjà quelques amis influents, au nombre desquels la nouvelle épouse de Dominique Strauss-Kahn.

18. Ibid., 9 septembre 1987. Cité par PLPL, n° 21, octobre 2004.

Au vu de tels antécédents, comment des gens bien informés ont-ils pu feindre la stupéfaction quand, près de vingt ans après la privatisation et de multiples émissions de télé-réalité plus tard, le même Patrick Le Lay met enfin cartes sur table : « Nos émissions ont pour vocation de rendre [le téléspectateur] disponible : c'est-à-dire de le divertir, de le détendre pour le préparer entre deux messages. Ce que nous vendons à Coca-Cola, c'est du temps de cerveau humain disponible (19). » Le tollé suscité par cette leçon de pédagogie médiatique, divulguée dans un livre constellé de contributions de patrons du CAC 40 et préfacé par le président du Medef, ne déboucha sur aucune conséquence. Spécialiste des appels ronflants, Laurent Joffrin en lança un de plus, cette fois pour réclamer des états généraux du journalisme, une profession que le directeur de la rédaction du Nouvel Observateur imagine être sa spécialité. Mais le même se montra moins faraud quand, en décembre 2004, Claude Perdriel, propriétaire du Nouvel Observateur, détailla à son tour les principaux ressorts de l'hymen entre journalisme et publicité : « Si je crois à la qualité de l'information d'un journal je crois et j'accepte plus facilement les pages de publicité que je lis. De plus, comme les articles sont plutôt longs chez nous, le temps d'exposition à la page de publicité est plus grand [rires] (20), » Très amusant en effet. Et sans doute très lucratif pour le propriétaire d'un hebdomadaire « de gauche » qui réserve jusqu'à 80 % de ses pages de droite (les plus chères) aux annonceurs.

19. Les Dirigeants face au changement, Paris, Éd. du Huitième Jour, 2004, p. 92.

20. Stratégies, 16 décembre 2004.

En juillet 2002, Jean-Marie Messier vient d'être remercié par le conseil d'administration de Vivendi. Une fois l'homme à terre, les langues et les plumes se délient. Deux ans plus tôt, le 14 septembre 2000, dans une chronique de L'Express (alors détenu par Vivendi), Jacques Attali avait salué le livre du propriétaire du journal qui l'employait, par ailleurs chef d'une entreprise qui l'avait rétribué 457000 euros en échange de ses conseils (21).

Messier venait donc d'écrire « un récit passionnant, un livre fort attachant » marqué à la fois par « l'imagination, le goût du risque, le caractère, le sens moral ». Au moment de la chute du patron de Vivendi Universal, son sens moral l'avait apparemment abandonné puisque Jacques Attali, toujours dans L'Express, fustigea cette fois Jean-Marie Messier : « Les premières victimes de ce mensonge majeur [les comptes embrouillés de la multinationale] sont évidemment les actionnaires [...]. Ce n'est pas de transparence dont le marché a besoin, mais de morale ; au moins entre ses maîtres (22). »

21. Challenges, 23 janvier 2003.

22. L'Express, 4 juillet 2002.

Directeur délégué du Nouvel Observateur, Jacques Julliard ne risquait guère d'être moins sévère. De fait, sa chronique hebdomadaire, titrée « Les complices de Messier », constitua un festival : « Il ne suffit pas d'un homme pour faire un mégalo. Il y faut la complicité active du milieu, la lâcheté de l'entourage, la servilité des médias. [...] Et les médias, il faudrait parler de tous les médias. Nous l'ont-ils resservi dans tous les journaux, dans toutes les émissions de variétés, notre ravi de Noël ! Nous a-t-on assez bassinés avec ce pitoyable slogan de Jean-Marie-Messier-Maitre-du-Monde, au point de ridiculiser partout la prétention française, à l'image de cette grenouille qui voulait se faire plus grosse que le bœuf. Une des réformes les plus urgentes, dans ce pays, serait de rendre aux médias un minimum de sérieux et de dignité. Surtout de dignité ! » Jacques Julliard avait raison. Mais il oubliait de préciser que, « pour faire un mégalo », il avait aussi fallu le soutien rédactionnel de Christine Mital, rédactrice en chef du Nouvel Observateur. Elle fut en effet la « plume » du livre de Jean-Marie Messier, J6M.com, qui avait repris et popularisé le « pitoyable slogan ».

Sur Canal Plus, chaîne appartenant au groupe Vivendi, certains animateurs s'étaient eux aussi courbés trois fois plutôt qu'une devant les préférences supposées du propriétaire mégalomane. Dès 1998, interrogé sur la « liberté de ton » qu'il conserverait après la prise en main de Canal Plus par le groupe de Jean-Marie Messier, l'animateur Karl Zéro expliqua avec une louable franchise : « L'accord de départ, avec Pierre Lescure [alors PDG de Canal Plus] et Alain de Greif [alors directeur des programmes], spécifiait bien qu'il y avait trois sujets sur lesquels on ne pouvait pas enquêter : le football le cinéma, la CGE [ex-Vivendi]. Cela dit, ces interdits ne me posent pas de problème. Je trouve normal qu'un diffuseur ait ses exigences. Si on veut avoir une totale indépendance, il faut faire une télé pirate. Cet accord limite un peu nos ambitions, mais c'est comme ça partout. Moi, j'ai simplement le courage de le dire (23). » À l'époque, Karl Zéro animait également une émission sur Europe 1 : le groupe Hachette-Lagardère n'avait donc rien à redouter de lui. Et puis, comme François Pinault était actionnaire à 39 % d'un mensuel lancé par Karl Zéro, là encore la conclusion s'imposait. L'animateur de Canal Plus la tira lui-même en répondant à un journaliste du Point : « Évidemment, je ne vais pas attaquer François Pinault bille en tête ! C'est comme vous d'ailleurs, puisqu'on a le même actionnaire (24). »

23. Le Monde (supplément radio-télé), 29-30 mars 1998.

24. Propos recueillis par Emmanuel Berreta, Le Point, 14 avril 2000.

Déjà pris dans l'étau entre l'intérêt du propriétaire et celui de l'information, le journaliste se débat dans une contradiction plus désagréable encore quand ce sont des hommes politiques qui la lui rappellent. Bernard Brigouleix, conseiller de presse d'Édouard Balladur entre 1993 et 1995, évoqua ainsi « cette remarque acide faite par le Premier ministre lui-même à une journaliste très confirmée du Point, Catherine Pégard, à propos de la couverture de son déplacement en Chine par l'hebdomadaire, couverture estimée beaucoup trop critique : « Vous comprendrez que j'aie fait valoir à votre principal actionnaire [à l'époque, Alcatel] que ce n'était vraiment pas la peine d'aller lui décrocher de gros contrats à Pékin si c'était pour lire de tels papiers sur mon voyage dans vos colonnes (25). » Comment n'eût-elle pas compris ? « C'est un peu une vue utopique de vouloir différencier rédaction et actionnaire », expliqua, en septembre 2005, Édouard de Rothschild aux journalistes de Libération après avoir acquis environ 40 % du capital de ce journal.

25. Bernard Brigouleix, Histoire indiscrète des années Balladur, Paris, Albin Michel, 1995, p. 110.

Pour savoir à qui réserver ses traits - et qui en dispenser -, mieux vaut désormais que le journaliste connaisse l'identité des propriétaires de l'entreprise susceptible d'attirer sa soif d'investigation. En juillet 2005, après que Vincent Bolloré, conseillé par Alain Mine, eut pris le pouvoir à Havas, Le Figaro reproduisait le croquis de la table du conseil d'administration de cette société. On y trouvait notamment : Jacques Séguéla, responsable de la campagne de communication du candidat Lionel Jospin en 2002, Pierre Lescure, ancien président de Canal Plus et administrateur du Monde, Laurence Parisot, présidente du Medef. Ce mélange des genres pose-t-il un problème ? Au contraire, rétorquent nombre

de patrons de presse et de journalistes, les médias français ne seraient pas encore assez concentrés ! Déclin des empires familiaux, nouvelles technologies qui permettent à de grands groupes de contrôler canaux de diffusion et contenus : le prix d'entrée dans la danse de l'information ne cesse de s'élever dans un monde où, à lui seul, Rupert Murdoch possède 174 journaux. Conclusion du quotidien Les Échos : « Les acteurs français restent des "nains" à l'échelle mondiale. De toute évidence, des regroupements devront s'opérer si la France veut conserver des positions dans ce secteur des médias si sensible pour la liberté d'information, l'image et le rayonnement d'un pays. On attend de groupes majeurs comme Vivendi, Bouygues et Lagardère qu'ils prennent position pour sortir de la "balkanisation" actuelle. Vincent Bolloré, tout nouvel acteur du secteur, semble en tout cas vouloir donner le bon exemple (26). » On a évoqué une alliance entre Dassault et Bouygues, entre Lagardère et Dassault. Une autre existe déjà entre Lagardère et Vivendi.

26. Les Échos, 8 août 2005.

Quel journaliste n'a pas, au moins une fois, découvert en lisant un organe de presse concurrent ce qui se tramait dans son journal ? Le choc est rude. Mais à l'ère des restructurations accélérées, des délocalisations et de la mondialisation, le fantassin de la « société de l'information » n'a aucune raison de penser qu'il devrait être traité avec davantage de ménagements que le salarié de Daewoo ou celui de Hewlett Packard. Désormais, il apprend lui aussi à vivre dans un univers carnassier. Plus souvent gibier que chasseur.

Quant à informer les autres de sa dépendance et de son sort... En 1996, Denis Jeambar remplaça Christine Ockrent à la direction de la rédaction de L'Express, hebdomadaire alors contrôlé par Havas. Dans cette affaire, le lecteur fut traité un peu à la manière des kramlinologues de l'ex-Union soviétique. Une purge secrète devait avoir eu lieu puisque, soudain, l'éditorial de la directrice avait disparu, chose qu'un abonné exceptionnellement vigilant eût pu remarquer. Mais, la semaine de cette disparition, Christine Ockrent figurait encore dans l'« ours » du journal (l'encadré où sont indiqués les noms des responsables de la publication). C'est dans le numéro suivant, le 2335, qu'on apprit, toujours par l'« ours », que désormais le directeur de la rédaction se nommait Denis Jeambar.

Même situation quand, en août 2003, Angelo Rinaldi quitta Le Nouvel Observateur pour devenir directeur littéraire du Figaro. Le quotidien annonça l'arrivée du successeur sans même citer le nom de celui qui venait de lui libérer la place après dix-sept années de bons et loyaux services. Membre de l'Académie française lui aussi, Jean-Marie Rouart aurait appris sa disgrâce en lisant le journal. L'académicien remercié s'est reconverti sans tarder à Paris Match. Il y confectionne les entretiens de complaisance qui accompagnent des reportages photos consacrés à nos nouvelles têtes couronnées (Ernest-Antoine Seillière, Serge Dassault, Bernadette Chirac, etc.).

Les journalistes ont presque toujours été corsetés dans un costume de contraintes. Au siècle dernier, la liberté de la presse appartenait déjà à ceux qui en possédaient une ; pour les autres, c'était « silence aux pauvres ! ». Comment le professionnel de l'information a-t-il pu imaginer qu'un industriel allait acheter un moyen d'influence tout en s'interdisant de peser sur son orientation ? Dans une monographie du New York Times, Edwin Diamond explique que l'illusion est aussi forte au pays du « contre-pouvoir » : « Les journalistes croient à tort que la décision leur appartient. Mais c'est le journal de la famille Sulzberger et elle en fait ce qu'elle veut sans organiser de concours de popularité ni collecter de bulletins de vote. » Arthur (« Punch ») Sulzberger confirma le propos : « Si je découvre, chez moi le soir, que quelque chose qui ne me plaît pas va paraître dans la première édition du lendemain, je n'ai aucune hésitation à appeler le desk et à leur dire : "Retirez-moi ça (27) ! »

27. Edwin Diamond, *Behind The Times*, New York, Villard Books, 1993, p. 234.

Au moment de la guerre d'Irak, Fox News, la chaîne de Rupert Murdoch, opérait sans prétendre tromper son monde. M. Murdoch adore le président des États-Unis ; cela suffit. Toutefois, pour éviter tout impair, les dirigeants du groupe distribuent à leurs journalistes des mémorandums précisant le sens des événements du jour. Ainsi, le 3 juin 2003 : « Le président fait ce que peu de ses prédécesseurs ont tenté : il interpelle un sommet arabe sur la question de la paix au Proche-Orient. Son courage politique et son habileté tactique devront être soulignés lors de nos reportages de la journée. » 4 avril

2004 : « Le carnage persistant en Irak, et surtout la mort de sept soldats américains à Sadr City, ne laisse guère d'autre choix à l'armée américaine que de punir les coupables.

Quand cela interviendra, il faudra que nous soyons capables de rappeler le contexte ayant conduit à ces représailles. » 6 avril 2004 : « Ne tombez pas dans le piège de déplorer les pertes américaines et de vous demander ce que nous

pouvons bien faire en Irak. Les États-Unis se trouvent en Irak pour aider un pays qui a été brutalisé pendant trente ans et le mettre sur le chemin de la démocratie. Certains Irakiens ne veulent pas que cela se produise. Et c'est pour cela que des GIs meurent. Et c'est ça qu'on doit rappeler à nos téléspectateurs. » 28 avril 2004 : « Quand nous montrons des marines, appelons-les des tireurs d'élite plutôt que des snipers. Snipers a une connotation négative. » Le plus souvent ces directives (rendues publiques par un ex-employé de Fox News) sont inutiles. La police intellectuelle est un logiciel greffé dans la tête.

En France, l'histoire de L'Express illustre assez bien le mouvement d'ensemble. D'abord propriété de Jean-Jacques Servan Schreiber, le journal se met au service de son « Mouvement réformateur ». Lorsque Servan Schreiber vend en 1977 son périodique à Jimmy Goldsmith, l'hebdomadaire devient presque aussitôt la caisse de résonance des idées alors thatchériennes de l'industriel britannique. Et quand Jean-François Revel évoque sa démission de L'Express en 1981, il s'empresse de préciser qu'elle ne fut pas motivée par une quelconque incompatibilité idéologique entre le directeur de la rédaction qu'il était et le propriétaire (« J'aurais une fois de plus à Jimmy que j'avais bien pour intention de mettre L'Express au service de la société libérale et du monde démocratique »). Le désaccord qui provoqua la rupture était d'une autre nature : Revel avait simplement refusé de bouleverser le sommaire du journal au gré des illuminations transatlantiques du propriétaire du titre. Le directeur parti, son successeur eut, semble-t-il, moins de scrupules : « Il fit enfin place à une juste et accueillante reconnaissance des dons de penseur de l'actionnaire principal (28). » En effet, l'hebdomadaire de Jimmy Goldsmith consacra un jour sa « une » et l'essentiel de son numéro au « programme libéral » concocté pour la France par... Jimmy Goldsmith (29). Plus tard, on le sait, il y eut Alcatel. Puis Havas. Puis Vivendi. Puis Dassault. Puis qui ? Les journalistes de L'Express l'ignorent. Et pour quoi les consulterait-on ?

28. Jean-François Revel, *Mémoires : Le voleur dans la maison vide*, Paris, Plon, 1997, p. 620.

29. L'Express, 28 septembre 1984.

CHAPITRE 3 : JOURNALISME DE MARCHÉ

Révérence face au pouvoir, prudence devant l'argent : cette double dépendance de la presse française crée déjà les conditions d'un pluralisme rabougri. Mais on ne peut s'en tenir là. Tout un appareillage idéologique conforte la puissance de ceux qui déjà détiennent autorité et richesse, La somme des sujets tenus à distance et des non-sujets matraqués en permanence étend le royaume de la pensée conforme.

Quand les journalistes se plagient *, quand ils semblent se contenter de répéter la même dépêche d'agence ou la même nouvelle parue dans un journal « de référence », c'est souvent par paresse, par manque de compétences ou de culture, par absence de temps alloué au bon exercice de leur métier. La volonté de manipuler n'est pas toujours l'explication d'une désinformation.

* Avertissement au lecteur : le plagiat, qui constitue une forme de vol intellectuel, n'est presque jamais sanctionné par la profession. Pis, des auteurs déjà convaincus d'avoir eu recours à ce procédé continuent de bénéficier des faveurs médiatiques. En France, la technique la plus courante consiste à piller l'article d'un confrère, son analyse et ses données, tout en le citant une seule fois, en général sur un point tout à fait accessoire. Quand il est confronté à l'évidence de sa rapine, le malfaiteur pris en flagrant délit a même parfois l'audace de répliquer : « Vous avez vu que je vous ai rendu hommage »... Dans la presse américaine, une pratique de ce type entraîne le discrédit professionnel du coupable ; dans les universités, l'exclusion définitive de l'étudiant ou du professeur. Thierry Ardisson, Jacques Attali et Alain Minc ont été convaincus de plagiat sans que cela freine leurs carrières médiatiques ou la disposition des éditeurs à les publier et des journalistes à rendre compte de « leurs » ouvrages.

Le 17 octobre 1995, par exemple, un attentat a lieu à Paris dans le RER. LCI, la chaîne câblée d'information continue appartenant au groupe Bouygues, fait aussitôt appel à un « spécialiste de l'islamisme ». Et, dans le verbiage désordonné de ces moments de fièvre où l'antenne est occupée par une nouvelle tellement répétée qu'elle en devient exsangue, la question fuse : « Est-ce que vous n'avez pas l'impression d'une fracture de plus en plus grave entre les Français et les musulmans qui vivent dans notre pays ? » Vocabulaire passe-partout de la « fracture », distinction implicite entre « les Français » et « les musulmans », association automatique entre ces derniers et « l'islamisme » : rien de tout cela n'était malveillant. Mais la maladresse de la question ne pouvait que consolider une structure mentale dont elle était elle-même le produit. Comment être ensuite surpris quand une mythomane accuse des jeunes maghrébins et noirs d'une agression antisémite imaginaire dans le RER et se justifie, par une formule d'anthologie, d'avoir inventé l'identité particulière de ses agresseurs : « Parce que quand je regarde la télévision, c'est toujours eux qui sont accusés (1). »

1. Lire, pour le détail de cette affaire, le supplément spécial de PLPL, « Les affabulateurs » (octobre 2004), et Olivier Cyran et Mehdi Ba, *Almanach critique des médias*, Paris, Les Arènes, 2005.

Le 11 septembre 1996 sur Europe 1, un flash : « Saddam Hussein continue de narguer les Américains. Un missile irakien a été tiré contre un chasseur américain. » Le lendemain, le journaliste d'Europe 1 devait se sentir conforté dans son choix ; sur toute la largeur de la page 3, Le Figaro titrait : « Saddam Hussein brave les États-Unis ». « Nargue », « brave » et personnalisation de l'offense : il s'agissait pourtant d'avions américains bombardant le territoire irakien... Au tamis de la « guerre de civilisation », l'information internationale passe mal. Et, sans cette écriture automatique, intellectuellement peu exigeante, elle prend trop de temps. Les radios privées l'ont compris : RTL ne compte que quatre correspondants permanents à l'extérieur de l'Europe. Dont zéro en Afrique, zéro en Asie et zéro en Amérique latine (2). Interrogé en décembre 1998 sur l'indigence du traitement de l'actualité internationale dans son journal télévisé de la mi-journée, Jean-Pierre Pernaut, directeur adjoint de l'information de TF1, a indiqué pourtant qu'il ne s'agissait pas d'un accident : « Le 13 heures est le journal des Français, qui s'adresse en priorité aux Français et qui donne de l'information en priorité française. Vous voulez des nouvelles sur le Venezuela ? Regardez la chaîne vénézuélienne. Sur le Soudan ? Regardez les chaînes africaines. Le journal de 13 heures de TF1, c'est le journal des Français (3). » En octobre 2003, Étienne Mougeotte, vice-président de la chaîne, confirma que l'audimat déterminerait la hiérarchie de l'information sur sa chaîne : « Nous accorderons à l'international une place proportionnelle à l'intérêt que les Français lui portent (4). » La recette a été imitée. Un temps présentateur du journal de France 2, Christophe Hondelatte a reconnu que, parce qu'il « croit à la démocratie », il avait été « très jaloux du succès de Jean-Pierre Pernaut. Je n'ai cessé de dire : Pernaut écrase en audience le journal de France 2, c'est donc qu'il fait le meilleur journal télévisé (5) ». En particulier pour ceux que l'actualité de la planète indiffère.

2. Correspondance de la presse, 24 janvier 1997.

3. Entretien, «Jean-Pierre Pernaut, la voix populiste», Télérama, 9 décembre 1998.

4. Entretien au Figaro, 15 octobre 2003.

5. Entretien lors de l'émission «Le premier pouvoir», France Culture, 9 juillet 2005.

L'oubli du monde est idéologie puisqu'il construit un autre monde. Le « Fait divers qui fait diversion (6) » est idéologie puisqu'il attire l'attention sur l'anodin, et la détourne du reste. L'audimat aussi est idéologie. Alors président de la Société des journalistes de France 2, Marcel Trillat a expliqué que, grâce à une enquête d'audience minute par minute, la direction de l'information savait ce qui avait marché et ce qu'il fallait éviter. Mais, au jeu du spectacle, le résultat est connu d'avance : « Notre public devra se contenter, le plus souvent, de pensée prêt-à-porter, d'images dramatiques, de la langue de bois des têtes d'affiche de la politique et de l'économie. De vedettes du show-biz ou du cinéma venues assurer la promotion de leur dernier chef-d'œuvre en direct à 20 heures. .. sans parler du record du plus gros chou-fleur de Carpentras ou des vaches envoûtées dans une étable des Hautes-Pyrénées. Au nom de la concurrence, chacun court pour copier l'autre (7). » Tout est dit. Nulle cabale ou conspiration : l'audimat est niché dans la tête des responsables de rédaction, soucieux de satisfaire les actionnaires et les annonceurs. L'uniformité devient alors chose très naturelle, rythmée par le balancier du marché. « Il n'est pas nécessaire, résume Alain Accardo, que les horloges conspirent pour donner pratiquement la même heure en même temps. Il suffit qu'au départ elles aient été mises à l'heure et dotées du même type de mouvement, de sorte qu'en suivant son propre mouvement chacune d'elles s'accordera grosso modo avec toutes les autres. Le même type de mécanisme exclut toute machination (8). »

6. Pierre Bourdieu, Sur la télévision, Paris, Raisons d'agir, 1997, p.16.

7. Marcel Trillat et Yannick Letranchant, « Informer autrement sur France 2 », Le Monde, 5 juillet 1997.

8. Alain Accardo, « Un journalisme de classes moyennes », in Médias et censure, figures de l'orthodoxie, Éd. de l'Université de Liège, 2004, p. 46-47.

Mort de Lady Diana en 1997, éclipse de soleil en 1999, « Loft story » en 2001 : chaque fois que, presque unanimes, les médias matraquent un sujet sans autre conséquence qu'une augmentation escomptée de leur diffusion, ils se prévalent de la demande du public, de l'intérêt du consommateur. C'est d'abord oublier que la mission du journaliste consiste à rendre intéressant ce qui est important, pas important ce qui est intéressant. Le destin de l'Afrique est peut-être moins « intéressant » que les conditions du décès de la princesse de Galles, mais il est infiniment plus important. Quand Le Monde consacre un total de vingt-six pages à « Loft story », quand Libération réserve trente-huit de ses quarante pages du 11 août 1999 à l'événement solaire du jour (et deux seulement à « l'actualité hors éclipse...»), quels sont les sujets oubliés qu'aurait pu accueillir plus utilement toute cette place offerte à l'information spectacle ? En un sens, la réponse n'a pas tardé. Quelques mois après que « Loft story » eut, de l'aveu même d'Edwy Plenel, mobilisé la réflexion de 82 salariés du Monde, contre 15

seulement pour un précédent comité de rédaction consacré au Proche-Orient *, le résultat du premier tour de l'élection présidentielle obligea tous les médias à redécouvrir l'existence d'un monde ouvrier. Le Monde publia alors une « Enquête sur la France des oubliés ». Mais oubliés par qui ?

* Émission « On aura tout vu ». La Cinquième. 24 juin 2001. Edwy Plenel ajoutait : « Il faut toujours penser contre soi-même. Moi, je dois penser contre moi-même. Qu'est-ce que j'ai fait ? j'ai fait mettre "Loft Story" sur le canal 27 dans tous les postes de télévision de la rédaction. Pour qu'on voie plus de quoi on parle ! [...] Cette société marchande, elle est complexe. La marchandise, elle relie, elle ne fait pas qu'opprimer, elle est plus contradictoire. Et cette société, nous sommes tous dedans. Donc il faut aussi la comprendre.»

Au demeurant, l'intérêt que nous éprouvons pour un sujet nous vient-il aussi naturellement que le prétendent les fabricants de programmes et de sommaires ? N'est-il pas plutôt construit par la place qui précédemment lui a été accordée dans la hiérarchie de l'information ? Lorsque la mort de Lady Diana fut annoncée (Le Monde y consacra trois « unes », TF1 un journal exceptionnellement prolongé qui, pendant 1 heure 31 minutes, ne traita que de ce seul sujet), comment quiconque aurait-il pu ne pas être « intéressé » ?

Non pas que la nouvelle soit importante (la défunte n'avait aucun pouvoir, hormis celui de doper les ventes de la presse people), mais parce qu'à force d'entendre parler d'elle - de son mariage avec le prince Charles, de la naissance de chacun de ses enfants, de ses amants, des infidélités de son mari, de ses régimes alimentaires, de sa campagne contre les mines antipersonnel - la princesse était, qu'on le veuille ou non, entrée dans nos vies. On en avait appris davantage sur elle que sur bien des membres de notre entourage. Alors, forcément, sa mort nous « intéressa ». Peut-être se serait-on intéressés à d'autres sujets si les médias leur avaient consacré autant de temps et de moyens qu'à ce fait divers là. Car comment peut-on se soucier de ce qui advient en Colombie, au Zimbabwe ou au Timor-Oriental quand on ignore l'existence de ces pays ? Les libéraux insistent sans relâche sur le rôle économique de l'offre. Sitôt qu'il s'agit d'information et de culture, ils prétendent cependant tout expliquer par la demande...

Interrogé trois jours après le premier tour de l'élection présidentielle de 2002 sur la place qu'il avait accordée au thème de l'insécurité pendant sa campagne, Jacques Chirac eut beau jeu de répliquer : « Vous savez, je regarde aussi [...] les journaux télévisés. Qu'est-ce que je vois depuis des mois, des mois et des mois.. tous les jours, ces actes de violence, de délinquance, de criminalité... C'est bien le reflet d'une certaine situation. Ce n'est pas moi qui choisissais vos sujets. » Espérant faire oublier qu'elle avait elle aussi beaucoup racolé sur le même thème (en juillet 2001, Le Monde distribua aux kiosquiers des affichettes hurlant « Insécurité : alerte ! »), la « presse de qualité » accabla la télévision de ses leçons de morale. En même temps, elle divulguait certains chiffres révélateurs : entre le 7 janvier 2002 et le second tour de l'élection présidentielle, les journaux télévisés avaient consacré 18766 sujets aux crimes, jets de pierre, vols de voiture, braquages, interventions de la police nationale et de la gendarmerie, instructions judiciaires relevant du droit pénal. L'insécurité fut ainsi médiatisée deux fois plus que l'emploi, huit fois plus que le chômage. Selon les estimations du ministère de l'Intérieur, aucune augmentation sensible du nombre des crimes et délits n'avait cependant été constatée pendant la période (9).

9. « La télévision a accru sa couverture de la violence durant la campagne », Le Monde, 28 mai 2002. Dans son édition du 9 octobre 2002, Le Canard enchaîné a également fourni de nombreuses données allant dans le même sens.

Là encore, nous sommes tous américains : de 1990 à 1999, alors que le nombre d'homicides diminua aux États-Unis, le nombre de sujets que les journaux télévisés des networks avaient consacrés à des homicides augmenta de 474 % (10). Audience garantie, coût de fabrication et temps d'exécution dérisoires, possibilité de traiter ce genre de question dans un format de plus en plus court (un journal de TF1 peut aborder plus de vingt-cinq sujets en trente-huit minutes) : gageons que l'insécurité et la pédophilie n'ont pas fini de nous « intéresser ». Avec pour conséquences le durcissement des peines prononcées et la multiplication du nombre des prisons.

10. Harper's, juillet 1999.

Et puis il y a l'idéologie bien consciente. L'expression « pensée unique » a fait florès. Mais elle perd nombre de ses parrains supposés chaque fois qu'on la définit avec précision (11). Pensée molle ou pensée dure, jamais pensée forte ou généreuse, elle est d'autant plus pesante que, comme les pires orthodoxies, elle ne se prétend pas doctrine. À l'instar des lois physiques, climatiques et biologiques *, elle se proclame vérité. La « science » exige une foi d'autant plus militante qu'en France et à l'étranger elle construit le meilleur des mondes. Et est partagée par tous les maîtres du monde. La pensée unique n'est pas neutre, elle n'est pas changeante et il n'y en a pas deux comme elle. Elle traduit « en termes idéologiques à prétention universelle les intérêts du capital internatio-

nal (12) », de ceux qu'on appelle « des marchés », c'est-à-dire les gros brasseurs de fonds. Elle a sa source dans les institutions économiques internationales qui usent et abusent du crédit et de la réputation d'impartialité qu'on leur attribue : Banque mondiale, FMI, OCDE, OMC, Banque centrale européenne. Elle prétend soumettre les élus à ses Tables de la Loi, à « la seule politique possible ». Celle qui serait « incontournable », celle qui a l'aval des riches. Elle rêve d'un débat démocratique privé de sens puisqu'il n'arbitrerait plus entre les deux termes d'une alternative. Céder à cette pensée-là, c'est accepter que la rentabilité prenne partout le pas sur l'utilité sociale, c'est encourager le mépris du politique et le règne du capital.

* Deux exemples. Le premier climatique : « Je ne sais pas si les marchés pensent juste. mais je sais qu'on ne peut pas penser contre les marchés. Je suis comme un paysan [sic] qui n'aime pas la grêle mais qui vit avec [...]. Il faut le savoir, et partir de là : agir comme s'il s'agissait d'un phénomène météorologique » (Alain Minc. Le Débat, mai 1995) : le second biologique : « Après Jeanne Calment (122 ans). Apple (21 ans) [...]. Les entreprises meurent aussi [...]. L'accélération du progrès technique et l'exacerbation de la concurrence ont, partout, modifié d'une manière radicale les conditions de vie des firmes. Indispensable certes, la lutte de chacune d'elles pour la survie ne doit pas cependant conduire à un recours systématique à des méthodes artificielles. La mort peut être, parfois, préférable » (Éditorial. Le Monde, 8 août 1997).

11 Cf Ignacio Ramonet, « La pensée unique », Le Monde diplomatique, janvier 1995.

12 Id

Sans qu'ils s'en aperçoivent toujours eux-mêmes, nos barons du journalisme dévoilent cette tentation chaque jour. Franz-Olivier Giesbert interpelle M. Chirac : « Si la France en est là, n'est-ce pas à cause de ses rigidités et, notamment, de la barrière du salaire minimum qui bloque l'embauche des jeunes ou des immigrés ? » Pour Philippe Manière, qui fut l'un des rédacteurs en chef du Point, une revalorisation du salaire minimum représenterait un « coup de pouce assassin ». D'ailleurs, « l'inégalité des revenus, dans une certaine mesure, est un facteur de l'enrichissement des plus pauvres et du progrès social (13) ». Les athlètes nationaux obtiennent-ils de mauvais résultats lors de jeux Olympiques d'hiver ? Olivier Mazerolle, alors directeur de l'information de RTL, suggéra une explication inattendue : « Les Français ne sont pas sportifs parce que nous avons l'habitude de l'État-providence (14). » En août 2003, une canicule tue des milliers de personnes âgées ? Dominique Bromberger explique à sa manière ces décès sur France Inter : « Malheureusement en France nous sommes dans le pays des révolutions. »

13. Id 80. Philippe Manière, « Les vertus de l'inégalité », Le Point, 7 janvier 1995.

14. « Revue de presse », France 2, 26 février 1994.

Recevant Dominique Strauss-Kahn sur TFI, Jean-Claude Nancy le sermonne : « Réduire le temps de travail est une chose. Encore faut-il que les travailleurs acceptent de baisser leurs salaires. Comment espérez-vous les en persuader (15) ? » Façonné malgré lui par le carcan néolibéral ambiant, le téléspectateur jugea vraisemblablement qu'il s'agissait là d'une question de bon sens. Et puis, peut-être, il imagina : et si le journaliste avait choisi de formuler la fin de sa demande comme ceci : « Encore faut-il que les détenteurs de revenus du capital acceptent de rogner sur leurs rentes qui, toutes les études le démontrent, ont fortement progressé depuis quinze ans. Comment espérez-vous les en persuader ? » Le temps d'un rêve, Dominique Strauss-Kahn eût été surpris, l'économie serait redevenue pluraliste, et TF1 aurait cessé d'être la chaîne de M. Bouygues...

15. « 20 heures », TF1, 26 février 1994.

Culture d'entreprise, sérénade des « grands équilibres », amour de la mondialisation, fascination pour l'argent et pour ceux qui en possèdent, prolifération des chroniques boursières, réquisitoire incessant contre les conquêtes sociales, acharnement à culpabiliser les salariés au nom des « exclus », terreur des passions collectives : cette gamme patronale, mille institutions, organismes et commissions la martèlent. Mais les médias, qu'ils soient de droite ou qu'ils se disent de gauche, lui servent de ventriloque, d'orchestre symphonique au diapason des marchés qui scandent nos existences. Sur TF1, les accords du GATT qui libéralisèrent les échanges pour le plus grand profit des sociétés multinationales furent perçus comme le signe d'« une victoire de l'esprit jeune sur l'esprit vieux, du culte de l'avenir sur la religion du passé ». Presque au même moment, Catherine Nay, alors directrice adjointe d'Europe 1 et éditorialiste à Valeurs actuelles et au Figaro Magazine, explique sur France 2 la crise économique par une « extinction du désir de consommer » : « J'étais dans un dîner : chacun a restreint sa façon de consommer et on s'aperçoit qu'on vit très bien [...]. [On peut] garder sa voiture deux ans de plus, user sa robe un an de plus (16). » Quelques années plus tard, en septembre 2005, Jean-Pierre Elkabbach montre les mêmes dispositions que sa consœur à la fast sociology : « Moi, j'essaie d'identifier les besoins des gens. Qu'est-ce qui leur manque ? De quoi souffrent-ils ? Je lis la presse, les études, je parle avec ma femme, mes collaborateurs, et surtout

j'écoute beaucoup tous ceux que je croise dans la rue ou dans les clubs de sport que je fréquente (17).»

15. « Revue de presse », France 2, 10 juillet 1993.

16. Entretien à Télérama, 7 septembre 2005.

Aux certitudes économiques glanées au fil des dîners et des matchs de tennis - d'autant plus catégoriques qu'un éditorialiste français, pour être vraiment grand, ne doit jamais s'abaisser à enquêter sur la misère du monde autrement qu'en parlant à son sommelier ou à son ramasseur de balles (17) -, le fondateur du Point préfère, chaque semaine, rabâcher les algèbres mortes du capitalisme réellement existant : « Voilà vingt ans qu'avec la simple expertise du sens commun, nous crions casse-cou devant cette surcharge fiscale et paperassière, cette défonce des prélèvements obligatoires, ce panier percé de la sécurité sociale qui allait nous mettre des bottes de plomb alors qu'on voyait pointer, et d'abord en Asie, tant de compétiteurs aux pieds légers (18). »

17. Lire Patrick Champagne, « La vision médiatique », in Pierre Bourdieu, La Misère du monde, Paris, Seuil, 1993.

18. Le Point, 5 février 1994.

Parfois, la marque de fabrique est sans équivoque. Responsable d'émissions sur La Chaîne Info (LCI), rédacteur en chef à TF1, Jean-Marc Sylvestre vient aussi chaque matin sur France Inter épancher sur nos esprits la dernière rosée de l'idéologie patronale. Il ne dissimule pas sa foi : « Le libéralisme n'est pas une construction intellectuelle, comme le marxisme : le monde a été créé ainsi. » C'est faux. Mais peu importe à notre fidèle qui enchaîne : « C'est le meilleur système. La guerre économique fait moins de victimes que les guerres militaires ou religieuses. Le libéralisme est inscrit dans la nature humaine, parfois violente et injuste (19). » Un matin, un auditeur de France Inter l'interpelle : « Pourquoi dire d'une entreprise qu'elle est la meilleure uniquement parce qu'elle vend moins cher ? "Meilleur" implique aussi des considérations sociales. » M. Sylvestre réplique : « Il n'y a pas de progrès social sans progrès économique. » L'auditeur insiste : « Y a-t-il progrès économique s'il y a recul social ? » Sylvestre répète, un peu agacé : « Il n'y a pas de progrès social sans progrès économique (20). » Échange éclairant : le chroniqueur économique le plus omniprésent de France venait de célébrer l'économisme obtus qui régit la profession. Et qui quadrille les ondes. « Quand les idées bourgeoises furent regardées comme les productions d'une raison éternelle, quand elles eurent perdu le caractère chancelant d'une production historique, elles eurent alors la plus grande chance de survivre et de résister aux assauts, expliquait Paul Nizan dès 1932. Tout le monde perdit de vue les causes matérielles qui leur avaient donné naissance et les rendaient en même temps mortelles. »

19. Entretien à VSD, 20 janvier 2005.

20. France Inter, 3 novembre 1994.

Le journalisme de marché domine à ce point les médias français qu'il est très facile - pour le lecteur, pour l'auditeur, et pour le journaliste - de passer d'un titre, d'une station ou d'une chaîne à l'autre. Au niveau de la presse hebdomadaire, cette ressemblance assomme : les couvertures, suppléments et articles sont devenus interchangeable ; ce sont souvent les conditions d'abonnement - pour parler clair, la valeur des produits ménagers convoyés avec le journal - qui déterminent le choix du client *. Pourtant, en 1993, Guy Sitbon écrivait : « Prenez Le Figaro, démontez-le pièce à pièce, essayez ensuite de le remonter de mille manières différentes, vous n'obtiendrez jamais un Nouvel Observateur (21). » Guy Sitbon oubliait ceci : juste avant de devenir directeur de la rédaction du Figaro, Franz-Olivier Giesbert était... directeur de la rédaction du Nouvel Observateur. Désormais, il dirige Le Point.

* En 2002, Challenges, édité par le groupe Nouvel Observateur, offrait pour un abonnement d'un an, facturé 54 euros, une montre Lip, une calculatrice multifonctions, une montre chronographe Younger & Bresson avec bracelet cuir et boucle déployante et « en cadeau. une pendulette-thermomètre-hygromètre si je répons sous dix jours ». En 2004, Le Point proposait dix numéros pour 15 euros avec « en cadeau cette superbe montre façon acier brossé. Bracelet métal avec boucle déployante. Trois aiguilles (lèche et bâton, Finition façon acier brossé. Construction water resistant (non étanche). Mouvement Eta Swiss part. Livrée dans son étui suédoise. Pile longue durée fournie ». Et ainsi de suite...

21. Le Nouvel Observateur, 19 août 1993.

En ont-ils trop fait ? Si la mise à nu du journalisme de classe et la perception de sa nature totalitaire aveuglent désormais une partie de l'opinion, c'est que les dernières années ont déchiré un voile de plus en plus vapoureux. Guerres du Golfe et du Kosovo, traités européens, accords de libre-échange, privatisations, mise en cause du niveau des retraites et de l'assurance sociale : sur tous ces sujets qui exigeaient une vraie confrontation des points de vue et qui engageaient l'avenir du pays, la quasi-totalité des quotidiens, des hebdomadaires, des radios,

des télévisions ont, chaque fois, battu le même tambour avec les mêmes arguments. Au service de la guerre, au service de l'argent, au service du commerce.

Plutôt fier de lui, Laurent Joffrin, chef du service économique de Libération pendant les années 1980, confia des années plus tard que le quotidien créé par Jean-Paul Sartre avait atteint un objectif que son fondateur n'eût peut-être pas recherché : « On a été les instruments de la victoire du capitalisme dans la gauche (22). » Comment avait-il accompli un tel exploit ? « Le service économique était stratégique car on injectait du libéralisme. Nous étions l'aile moderniste, "tapiste" disaient les méchants... On trouvait que Serge July n'allait pas assez vite, mais c'était utile pour lui d'avoir une droite (23). » Tant de talent éblouit... Mais la profession a pour charme d'être sans cesse égayée par des Artaban qui se prennent pour Prométhée : « Ce qu'on a fait dans le journal télévisé [de TF1] contribue à faire bouger les événements, confia un jour Patrick Poivre d'Arvor : pour la Somalie, grâce à Kouchner, notre travail a abouti à l'opération "sac de riz" et la famine a disparu (24). » Les responsables politiques savent flatter l'immense vanité des stars de l'information, espérant ainsi multiplier leurs chances d'exister, au moins médiatiquement.

Évoquant le sort de la Bosnie au moment de son agonie, François Léotard, alors ministre de la Défense, trancha sans hésiter : « C'est vous, messieurs les journalistes, qui sauverez Sarajevo avec vos excellentes émissions. »

22. Laurent Joffrin, France 2, 2 juin 1993. Sur cette métamorphose, lire Pierre Rimbert, « Libération », de Sartre à Rothschild, Paris, Raisons d'agir, 2005.

23. Cité par Yves Roucaute, Splendeurs et misères des journalistes, Paris, Calmann-Lévy, 1991, p.187.

24. Globe Hebdo, 1 er juin 1994.

À la fois parce qu'ils n'ont guère de compétences économiques et que la relégation hors champ d'un sujet comme le partage des revenus correspond à leurs intérêts de caste, les grands éditorialistes rêvent d'un affrontement politique circonscrit aux sempiternelles « questions de société » dont la maîtrise approximative n'exige aucun travail régulier : valeurs, violence, famille, religion, télévision, racisme, jeunesse, naturellement chaque fois dépouillées de leur contexte social. Si on ajoute à cela l'industrie increvable des échos de boutique (UMP contre UDF) et des perfidies exclusives (Fabius contre Strauss-Kahn), on concevra qu'une telle pitance n'informe pas beaucoup sur la marche du monde. Mais elle suffit à nourrir les billets de nos illustres commentateurs. Les marchés ne se chargent-ils pas du reste ?

Encore faut-il que les hommes politiques consentent à ce simulacre et acceptent de réserver leurs affrontements aux questions accessoires. Au moment de l'élection présidentielle de 1995, Alain Minc, auteur d'un rapport de prospective commandé par le gouvernement Balladur - et cosigné par une partie appréciable de l'intelligentsia * -, avait cru toucher la Terre promise : « Je me plaisais à imaginer ce qu'aurait été la campagne si elle avait opposé Jacques Delors à Édouard Balladur. Je crois qu'on aurait évité cette extraordinaire pulsion démagogique qui a saisi la société française et qui voit les hommes politiques arroser les revendications comme on arrose des pots de fleurs. Finalement, c'est drôle la vie d'un pays : on était à un millimètre d'une campagne de pays très développé, très sophistiqué, entre le centre droit et le centre gauche, à l'allemande, et on a une campagne beaucoup plus marquée par le vieux tropisme français du rêve, de l'illusion et du sentiment que la politique domine tout (25). » Lors du scrutin présidentiel de 1995, Alain Minc vota pour Édouard Balladur au premier tour, pour Lionel Jospin au second. Il revota Jospin sept ans plus tard. En 2005, il fit campagne pour le « oui » au référendum constitutionnel européen. La pensée unique a ceci de particulier que la majorité des Français ne veulent pas du 'paradis' qu'elle dessine.

* Commissariat général au Plan. La France de l'an 2000, Paris. La Documentation française. 1994. La commission « Les défis économiques et sociaux de l'an 2000 » comptait pour membres Claude Bébéar, Jean Boissonnat, Michel Bon, Luc Ferry, Jean-Paul Fitoussi, Edgar Morin, René Rémond, Pierre Rosanvallon, Louis Schweitzer, Raymond Soubie, Alain Touraine, etc.

25. «Duel», LCI, 1er avril 1995.

En 1997, autres élections, législatives cette fois. Recevant dans son émission « Décideurs » un décideur quelconque, Jean-Marc Sylvestre ne masque pas son dépit : « Comment expliquez-vous qu'en France l'économie soit encore chahutée par le débat public et par les militants d'un parti ou d'un autre ? [...] Que l'économie soit utilisée par les partisans de telle ou telle thèse politique (26) ? » Dans une société aussi apaisée que la nôtre, ce « chahut » demeure en effet inexplicable. D'autant que, Jean-Pierre Pernaut l'a découvert dans une de ses émissions consacrées à l'argent, même de farouches adversaires savent se retrouver sur l'essentiel : « Ce qui m'a le plus frappé, ce fut le face-à-face Arlette Laguiller, Paul-Loup Sulitzer. A priori, ce sont deux personnages qui entretiennent avec l'argent des rapports complètement différents. Eh bien, tous les deux se sont mis d'accord pour dire que c'était pour leur voiture qu'ils dépensaient le plus par

semaine. L'une pour sa R5, l'autre pour sa Rolls-Royce. A la fin de l'émission, ils étaient presque devenus copains (27) ! » Comprenons bien : il n'y avait dans ce propos pas la moindre pointe d'humour.

26. « Décideurs », LCI, 11 mai 1997.

27. Le Figaro, 25 octobre 1995.

Paul Nizan le disait déjà il y a bien longtemps : « M. Michelin doit faire croire qu'il ne fabrique des pneus que pour donner du travail à des ouvriers qui mourraient sans lui (28). » Depuis, ce qui a surtout changé, c'est que les journalistes parlent comme M. Michelin. La colonisation idéologique des rubriques économiques par les thuriféraires du patronat est cependant loin d'avoir déclenché autant d'investigations que les accointances supposées de tel ou tel commentateur avec telle ou telle fraction de tel ou tel appareil politique. Or peu importe après tout que MM. Sylvestre, Le Boucher, Évrard, Helvig, Izraelewicz ou Beytout soient sarkozistes, chiraquiens, villepinistes ou strauss-kahniens si, à travers leurs commentaires, TF1, Le Monde, Europe 1, Libération, Les Échos et Le Figaro ressemblent tous un peu à des « porteurs d'eau chargés d'assurer le confort des champions qui font la course en tête (29) ». Pourtant, que d'obstination dans l'erreur. ... Il y a environ vingt-cinq ans, on nous serinait que plus de profit, ce serait plus d'investissements et plus d'emplois ; pour impressionner le chaland, on donna même à cette découverte - providentielle pour le patronat - le nom de « théorème de Schmidt ». Aujourd'hui, la Bourse flambe dès qu'une entreprise annonce un plan de licenciements et, tandis que la répartition de la richesse nationale n'a cessé de favoriser les détenteurs du capital, le chômage a plus que doublé*.

* Rien qu'entre 1983 et 1998, la part des salaires dans le produit intérieur brut français est passée de 68,8 % à 59,9 %, En 1997, Dominique Strauss-Kahn, alors ministre de l'Économie et des Finances, estimait qu'une part du chômage français «trouve sa source dans un partage de la valeur ajoutée trop défavorable aux salariés pour que les entreprises puissent bénéficier d'une croissance dynamique» (Conférence de presse du 21 juillet 1997).

28. Paul Nizan, Les Chiens de garde, Paris, Maspéro, 1976, p. 61 (réédité par Agone, Marseille, 1998).

29. Expression d'Alain Accardo, qui d'ailleurs la relativise (in Journalistes au quotidien, Bordeaux, Le Mascaret, 1995, p. 50).

Analysant l'idéologie économique de TF1, Pierre Péan et Christophe Nick écrivent : « Un reportage social ce sont les écoles de commerce : l'économie, c'est la Bourse, les finances, un placement en sicav [...]. S'il y a des problèmes d'emploi, c'est parce que c'est dur pour un patron d'embaucher. Le monde de l'entreprise n'est pas celui des salariés, c'est d'abord le portrait d'entrepreneurs dont il faut valider les efforts, car ce sont eux qui vont relancer l'investissement (30). » Le résumé symbolise trop bien notre conditionnement quotidien pour ne s'appliquer qu'à la chaîne de M. Bouygues.

30. Pierre Péan et Christophe Nick, op. cit., p. 578.

Avec une persévérance méritoire, les journalistes qui ne cessent de chanter l'ordre des choses voudraient qu'en plus on célèbre leur courage. Ainsi, entonnant une de ses vieilles rengaines antisociales - « s'attaquer aux rigidités et aux autres réglementations qui asphyxient le marché du travail » -, Franz-Olivier Giesbert croit bon d'ajouter : « C'est le genre de choses qu'il ne fait pas bon dire par les temps qui courent. Il est recommandé de célébrer la gloire de "l'ordre établi" : Les bien-pensants, sourds à la peine, n'ont peur que d'une chose : que ça change. » Le burlesque de cette charge contre « l'ordre établi » et les « bien-pensants » éclate quand on apprend qu'elle fut publiée dans... Le Figaro Magazine*. Mais, après tout, un homme politique comme M. Barre s'est bien construit dans les médias toute une réputation de franchise et d'audace en glorifiant la fermeté salariale des patrons. Et en stigmatisant - entre deux assoupsissements - l'indolence des chômeurs.

* « Socialement incorrect », Éditorial, Le Figaro Magazine, 15 mars 1997. Faisant la critique du livre d'un autre directeur de journal au conformisme incurable, Alain Genestar, Franz-Olivier Giesbert nota aussi que l'ouvrage « tranche avec le ronron du jour à la sauce consensuelle que les médias déversent continuellement dans nos écuelles » (Le Figaro, 14 avril 1995). « Les médias », pas lui...

Jean-Louis Gombeaud fut un économiste communiste. Il déteste qu'on le lui rappelle et s'emploie à ce qu'on l'oublie. En 1976, dans un article titré « Presse : les intérêts du grand capital contre le pluralisme », il assimila « la prépondérance d'Hachette et d'Hersant » à « une provocation contre la démocratie (31) ». Il devint ensuite éditorialiste à Europe 1 (Hachette) et au Figaro (Hersant puis Dassault). Apparemment, M. Gombeaud ne peut s'empêcher d'attribuer à l'économie de marché les vertus qu'autrefois il percevait dans la propriété d'État. Les postulats du déterminisme historique ont simplement changé de sens. Il a lui-même décrit sa révolution copernicienne : « J'avais compris entre-temps que le marché a ses propres lois contre lesquelles on ne peut rien, En revanche, on peut toujours protester contre les erreurs de gestion. C'est un peu comme la conquête spatiale : il y a la loi de la gravitation, universelle, mais rien n'empêche

de rouspéter contre ceux qui fabriquent les fusées (32). » Cependant on ne se refait jamais tout à fait. La baisse du prix des télécommunications et de l'informatique attira ce cri à notre expert : « A force, le capitalisme va t'il engendrer le communisme ? Tout gratuit. A chacun selon ses besoins (33). » Mais il nous faudra serrer les dents en attendant notre félicité commune : « Face aux bonnes intentions de la loi, il y a les réalités économiques marquées par l'aiguïssement de la concurrence. C'est elle qui est la règle. La loi n'est pas souveraine. C'est la croissance qui fait l'emploi et le client qui est roi (34). » La perspective d'une victoire du « non » au référendum de mai 2005 arracha une fois encore à Jean-Louis Gombeaud cette réflexion définitive : « Fallait-il vraiment demander aux Français de donner leur point de vue sur l'économie de marché ? [...] A quand un référendum sur le bien-fondé de la gravitation universelle (35) ? » La gravitation, toujours ! À croire que Sarkozy ou Berlusconi seraient nos nouveaux Newton...

31. Économie et politique, n° 267, octobre 1976. Cité par PLPL, n° 13, février 2003.

32. Cité par Le Nouvel Observateur, 13 décembre 2001.

33. Europe 1, 22 février 1999.

34. Europe 1, 17 février 1999.

35. Le Figaro, 4 avril 2005.

De son côté, Jean-François Revel aime fustiger la droite française, pas assez thatchérienne à son goût, et prétendre que nous vivrions encore dans une sorte de démocratie populaire soumise au double diktat des syndicats et de l'État. Prenons garde de troubler son sommeil déjà agité. Pourtant, contrairement à Giesbert ou à Minc, Revel ne feint pas d'imaginer quand il se réveille que les bienpensants résident toujours à l'extérieur de son camp. Dès 1999, il a donc admis que « les éditorialistes économiques dans leur ensemble, tant à la radio qu'à la télévision, défendent l'économie libérale. C'est tout à fait remarquable (36) ». L'est-ce encore ?

36. Le Figaro Magazine, 16 octobre 1999. Pour une analyse plus détaillée du commentaire et du journalisme économique, lire Serge Halimi, « Lancinante petite musique des chroniques économiques », Le Monde diplomatique, décembre 1999, et Julien Duval, Critique de la raison journalistique, Paris, Seuil, 2004.

Revenant un jour du Forum de Davos, Christine Ockrent a rabâché à son tour la pensée croupie des classes dirigeantes tout en réclamant le statut de dissidente : « Il est malvenu en France, ces temps-ci, d'aller à contre-courant du pessimisme ambiant. De dénoncer les lignes Maginot de l'esprit, qui, sous couvert de protéger l'"exception française" abritent nos frilosités. D'ouvrir les yeux sur un monde en plein chambardement qui nous prête de moins en moins d'attention et ne donne pas cher de notre capacité d'ajustement. Voilà pourquoi il est bon chaque année de prendre le chemin de Davos et d'écouter là-bas dans leur diversité et leurs contradictions tous ceux qui contribuent à changer la planète (37). »

À Davos, on retrouve « chaque année » quelques-uns des 358 milliardaires qui ensemble et « dans leur diversité » contribuent d'autant plus à « changer la planète » qu'ils détiennent davantage de richesse à eux seuls que près de la moitié de la population du monde. Cependant, nul doute qu'en écrivant ces lignes-là, avant de les répéter à France 3 devant un Serge July ébloui, Christine Ockrent a sincèrement pensé qu'elle ne faisait pas de politique. Nicolas Baverez en fait-il, lui, quand il assène à propos du « temps libre » : « Autant il est apprécié pour aller dans le Luberon, autant, pour les couches les plus modestes, le temps libre, c'est l'alcoolisme, le développement de la violence, la délinquance, des faits malheureusement prouvés par des études (38)... »

37. Éditorial « Éloge de la globalisation », L'Express, 8 février 1996.

38. Entretien à 20 minutes, 7 octobre 2003.

Devant un dirigeant syndicaliste, Guillaume Durand s'est voulu pédagogue : « Le capitalisme, maintenant qu'il n'y a plus le mur de Berlin, est obligé de tenir compte des marchés financiers (39). » Cinq jours plus tard, TF1 explorait déjà l'étape suivante : « Il est difficile de céder sur les salaires : les marchés financiers guettent la moindre faiblesse française (40). » Au moment de négocier leurs rémunérations pharaoniques, les vedettes de l'entretien sont moins scandalisés par l'éventuelle « faiblesse » de leurs employeurs. Lors d'un débat organisé par TF1, un jeune intervenant demanda pourquoi, au lieu de toujours baisser les salaires, on n'imposait pas un gel des traitements les plus élevés « comme, par exemple, au dessus de 100000 francs par mois ». Le ministre présent sur le plateau lui demanda de préciser son propos. Et, directement menacé par cette suggestion, Patrick Poirvre d'Arvor ajouta aussitôt : « Parce que là, on ne comprend pas bien le sens de la question. »

39. LCI, 10 octobre 1995.

40. « 7 sur 7 », TF1, 15 octobre 1995.

On connaît la parade des professeurs en gravitation libérale : « Ce n'est pas la pensée qui est unique, c'est la réalité. » Elle peut laisser rêveurs ceux pour qui « la mémoire » permet aussi de se souvenir qu'avant la Révolution française il y eut quelques encyclopédistes et des rédacteurs de gazettes qui se dressèrent contre l'absolutisme royal et l'Église, pourtant presque partout dominants en Europe. Eux voulaient simplement penser l'impensable, renverser l'irréversible. Et ils y parvinrent. Quant à la pensée socialiste et aux luttes syndicales, elles précéderent largement les révolutions communistes de ce siècle. Elles disciplinèrent (un peu) ce capitalisme que rien ne retient plus aujourd'hui. Face aux iniquités qu'il multiplie, pourquoi ces résistances devraient-elles donc se taire « maintenant qu'il n'y a plus le mur de Berlin » ? Ces questions ne sont pas posées. Quand les réformes échouent, c'est qu'elles n'étaient pas assez brutales ; si elles réussissent, c'est la preuve qu'il est urgent de les poursuivre. Car désormais il faut sans cesse s'adapter.

Un dialogue éclairant à cet égard fut diffusé sur les antennes de France Inter, il y a une dizaine d'années. Le journaliste interpellé, Michel Garibal, utilisait souvent - comme dans cet échange - deux petits instruments de l'orthodoxie ambiante, tellement anodins qu'ils sont sans doute devenus inconscients : le « aujourd'hui » - signe de la modernité libérale qu'on distingue de l'« hier » des archaïsmes sociaux - et le « donc » - qui rattache souvent entre elles deux propositions sans lien logique... autre qu'idéologique.

Question de l'auditeur : J'ai acheté L'Humanité du 19 décembre 1995. Il y avait une mise en cause des puissances financières. On ne retrouve pas ces tendances sur France Inter. L'impression (quand on vous écoute) c'est que c'est comme ça.. il n'y a plus rien à faire, Michel Garibal : Monsieur, vous savez, aujourd'hui, les étudiants qui font de l'économie - et ils sont de plus en plus nombreux - ont à leur disposition toutes les doctrines de tous les temps et de tous les pays. Il y a un enseignement qui est extrêmement riche dans ce domaine. Mais nous, nous constatons un certain nombre de choses. Il y a eu une époque où il y avait des systèmes qui cohabitaient, qui étaient très différents. Aujourd'hui, même L'Humanité constate que le système communiste a disparu. Donc il y a un système qui est l'économie de marché qui est le système dominant, au moment où, justement, nous avons une économie mondialisée. Parce que c'est un constat. Aujourd'hui, on vous dit tous les jours... le monde est un village. Mais c'est vrai ! Donc si vous voulez, aujourd'hui, jouer avec les autres, il faut appliquer la règle du jeu commune *. Ça ne veut pas dire que vous êtes obligé de l'approuver au fond de vous-même.

* Au moment du référendum sur le traité de Maastricht, Jean-Marc Sylvestre avait utilisé le même type d'argument suggérant l'obligation pour une France en retard de s'aligner sur les comportements des autres : « Pour pouvoir dîner à la table de l'Europe, encore faut-il savoir se tenir à cette table et ne pas manger avec ses doigts. »

L'auditeur avait « donc » entendu juste : C'est comme ça ! Il n'y a rien à faire ! À la rigueur, gémir, mais en son for intérieur. Pour peu qu'elle atteigne ses buts, l'orthodoxie médiatique n'est pas inflexible sur les moyens. Ainsi de l'Europe et des marchés. Tantôt, au nom de l'Europe et de la politique de la concurrence des commissaires de Bruxelles, il faudra exiger la privatisation des services publics. Ce fut le cas pour France Télécom, puis pour EDF. Tantôt il sera, au contraire, plus habile de réclamer davantage d'Europe en prétendant faire ainsi barrage au capitalisme sauvage. Alain Duhamel est un bon baromètre en la matière. En 1993-1994, il fut aussi franchement balladurien qu'il avait été barriste éperdu. Mais, juste après le mouvement social de novembre-décembre 1995 - qu'il condamna évidemment -, il bascula pendant quelques jours dans le « rejet du tout-libéral » ; « L'Europe constitue le meilleur bouclier contre la dictature des marchés. [...] Les Français n'ont aucune envie de dérèglementations systématiques, de privatisations forcées, de démantèlement de l'État-providence, de dynamitage de leur modèle social (41). » Qu'on comprenne bien : dans ce jugement de circonstance, qu'une circonstance différente infirmerait, l'essentiel duhamélien se découvre toujours à l'aune des adjectifs. Si les dogmes libéraux cessent d'être « tyranniques » et les marchés « despotiques », si les dérèglementations savent rester partielles, les privatisations mesurées, l'État-providence rétréci et le modèle social circonscrit, tout rentrera dans l'ordre modéré. Et au bout de la route, les marchés et l'Europe (des marchés) auront quand même avancé.

41. Libération, 22 décembre 1995.

La confluence idéologique de la droite et d'une bonne partie de la gauche autour de priorités économiques à peu près identiques a beaucoup facilité l'ancrage libéral de la plupart des journalistes dominants. À l'affirmation d'un « contre-pouvoir » s'est substituée la volonté d'accompagner les choix de la classe dirigeante, de faire d'autant plus vite œuvre de pédagogie collective qu'on se reprochait d'avoir pris du « retard » en la matière. Interrogé sur l'orientation droitiste des analyses économiques et financières publiées par son

quotidien, Jean-Marie Colombani, directeur du Monde, expliqua dès 1997 : « Il nous fallait nous adapter à l'économie-monde - et nous l'avons fait avec retard. Là encore, le seul fait de nous professionnaliser, de nous mettre à jour, provoque une sur-interprétation idéologique. L'idéologie est plutôt dans le regard nostalgique de ceux qui critiquent (42). » Concernant une des rubriques du Monde, Edwy Plenel, alors directeur de la rédaction, ajouta : « Quant à "Entreprises" : le choix est dénué d'ambiguïtés : la micro-économie, les marchés et la finance, sans complexe, sans ce rapport trouble, voire hypocrite, au monde de l'argent qui nous a parfois handicapés (43). »

42. Marianne, 28 avril 1997.

43. Le Débat, n° 90, mai 1996.

Ce « monde de l'argent », Jean-Marie Colombani et Edwy Plenel se sont ensuite employés à ce qu'il dispose d'un supplément hebdomadaire. En mars 2001, ce fut Le Monde Argent. Ses lecteurs ne constituent pas, loin s'en faut, un échantillon représentatif de la société française : 56 % sont des inactifs (essentiellement des retraités détenteurs de placements financiers), 1 % seulement se déclarent agriculteur ou artisan ou ouvrier (44). Un marquage social aussi caricatural ne semble pas embarrasser le journal de référence puisque quand il consacre, en juin 2004, un cahier spécial de huit pages à la présentation de ses comptes, il se vante de disposer d'« un public de décideurs » ; « Le Monde est le quotidien le plus lu par les foyers à hauts revenus (Plus de 52000 euros par an). » Il faut espérer que les annonceurs ont apprécié cette information. C'est d'abord à eux, pas aux lecteurs, qu'elle était destinée, réhabilitant à sa manière la logique censitaire de la monarchie de Juillet. Mais ne faut-il pas disposer d'un patrimoine pour avoir des valeurs à défendre ?

44. « Nos lecteurs et nous », Le Monde Argent, 7-8 juillet 2002.

Jean-Claude Guillebaud l'a admis ; « Nos inquiétudes se confondent ingénument avec nos privilèges. » Parler d'argent est toutefois jugé indélicat, le mettre en rapport avec le travail fourni paraît inconvenant, chercher le lien possible entre un niveau de revenus et un stock d'idées relèverait de l'attaque personnelle. Comment pourtant ne pas penser aux 22000 euros par mois de la journaliste Claire Chazal, qui interpelle ainsi Bernard Kouchner : « Puisque vous avez parlé de la protection sociale, est-ce que vous n'êtes pas d'accord pour dire qu'il y a des privilèges que la France ne peut plus se permettre ? » Conseiller du groupe Lagardère, Jean-Pierre Elkabbach cumule en outre deux emplois de PDG, l'un à Europe 1, l'autre sur Public Sénat. Loin de voir là un assortiment inconvenant, d'autant qu'il est en partie financé par le contribuable, le double PDG a plaidé : « Il s'agit d'activités complémentaires, compatibles et non concurrentes. Je fais ce que font beaucoup de confrères dans un marché ouvert et j'ai l'assentiment de Jean-Luc et Arnaud Lagardère [...]. Public Sénat, c'est une mission d'intérêt général » Autant dire qu'elle est vraisemblablement moins bien rétribuée que l'une des deux autres. Un complément de 154000 euros par an, voilà une mission d'intérêt général qui arrange bien les intérêts d'un particulier. Mais le « marché ouvert » l'est-il assez quand on n'a pas encore pu dénicher quelque part sur la planète un journaliste francophone aussi doué pour l'entretien politique sarkoziste que Jean-Pierre Elkabbach, et beaucoup moins cher ?

Avant de se déclarer scandalisé que l'attaque soit brutale, voire - horresco referens - « populiste », comprenons qu'elle ne vise qu'un demi-quarteron de professionnels multicastrés, dont la vie ne ressemble plus à celle de leurs confrères. En 1996, au moment de « l'affaire des contrats » des amateurs de variétés surpayés de France 2 (Jean-Luc Delarue, Michel Drucker, etc.), une journaliste de la chaîne décrivait ainsi l'état des lieux : « Je vois la valse des milliards, mais je vois aussi les CDD qui ne sont pas embauchés, des chefs qui nous accusent de vider les caisses, qui nous refusent parfois une nuit d'hôtel en reportage par manque d'argent. Quel mépris ! (45) »

45. Ève Métais dans Télérama, 5 juin 1996.

Christine Ockrent peine à comprendre cette aspiration de la profession à plus d'égalité et à plus de dignité. Évoquant le « scandale » que provoque, en septembre 1988, l'annonce de son salaire à France 2 (120000 francs par mois*), elle s'est offusquée. Et a échafaudé la plaidoirie suivante : c'était moins qu'avant ; c'était devenu le jeu ; c'était moins qu'ailleurs. Citons-la. La rémunération en cause représentait « moins de la moitié de mes émoluments de la Une » ; « l'audiovisuel était à son tour devenu un marché et [...] le service public payait mieux que d'autres un certain nombre de gens dont il estimait avoir besoin » ; « les confrères américains qui avaient traduit les données de l'histoire en dollars et la jugeaient à l'aune des mœurs télévisuelles de leur pays » se seraient montrés « narquois » : « J'eus ainsi droit à un titre du New York Times du genre "La star qui fait craquer la France pour un salaire de misère" (46)... » De misère ? Quand la profession est marquée par la précarité, les piges mal payées, les « stages » sans avenir ? Bien sûr puisque, pour un baron de la profession, la « concurrence »,

c'est d'abord le droit d'exiger les plus hauts salaires. En 1998, Pierre Lescure, alors PDG de Canal Plus, ne fit que reprendre à son propre compte l'argumentation de Christine Ockrent. Entre-temps les chiffres avaient progressé, comme ils ont encore grimpé depuis : « Mon salaire ? Il est de 3 millions de francs par an. C'est bien, mais ce n'est rien, comparé au pactole que touchent les grands patrons des groupes de médias américains (47). » C'est bien, mais ce n'est rien...

* A l'époque, une journaliste de France 2 avait réagi ainsi : « Il y a maintenant trois rédactions : celle des stars (Ockrent à 120000 F par mois, Leymergie à 100000 F et Sannier à 60000 F) ; celle des journalistes de base (beaucoup entre 14000 F et 20000 F) ; et celle des soutiers et pigistes (565 F nets par jour) » (in Le Monde, 14 septembre 1988).

46. Christine Ockrent, op. cit., p. 220-224. Interrogée par le New York Times (1^{er} mars 1989), Christine Ockrent avait déclaré : « Les Français entretiennent une relation très ambiguë avec l'argent. La France est une nation de bureaucrates mal payés mais qui ont oublié qu'ils bénéficiaient de la sécurité de l'emploi. »

47. L'Express, 28 mai 1998.

Sitôt qu'il interroge le responsable d'un syndicat ouvrier, un journaliste aussi bien doté que Guillaume Durand change pourtant aussitôt d'optique : « Vous savez que le marché est mondial pour la main-d'œuvre. Quand le salaire augmente et que les charges sociales restent trop importantes, il y a un moment où le patron émigre [...], Vous ne pouvez pas empêcher les entreprises de comparer les coûts des Français [...] et ceux des Coréens. » Au fond, leur monde est simple : les « gens dont on a besoin » d'un côté, la « main-d'œuvre » de l'autre. Aux premiers tout est permis, aux seconds tout est repris. Nul besoin en somme des recommandations d'un ministre ou des ordres d'un actionnaire. Dans un univers matériel et intellectuel de ce type, la pensée de marché coule comme un fleuve tranquille.

Puisque désormais, en matière d'information comme en toute autre chose, la référence est américaine, pourquoi ne pas voir où elle conduit ? Là-bas, au moins, la question du lien entre les revenus extravagants de certains journalistes vedettes et leur dévotion pour l'idéologie des classes dirigeantes ne fait pas figure de scandale. Nul n'a jugé indécente l'observation de James Fallows, alors directeur de la rédaction de US News and World Report, le troisième newsmagazine du pays : « Sur les questions économiques (impôts, aide sociale, politique commerciale, lutte contre le déficit, attitude à l'égard des syndicats), l'opinion des journalistes de renom est devenue beaucoup plus conservatrice à mesure que leurs revenus augmentaient (48) » Vétéran et ancien médiateur du Washington Post, Richard Harwood a détaillé la métamorphose de la profession aux États-Unis : « Dans le temps, nous ne décrivions pas l'existence des gens ordinaires : nous en faisons partie. Nous vivions dans les mêmes quartiers. Les reporters se percevaient comme membres de la classe ouvrière [...]. Et puis, des gens plus instruits sont devenus journalistes ; le salaire a augmenté ; des jeunes toujours mieux formés ont voulu intégrer la profession. Auparavant, les reporters avaient un niveau de vie légèrement supérieur à celui de leurs voisins de quartier, les ouvriers. Depuis les années 80, les reporters ont un niveau de vie légèrement inférieur à celui de leurs voisins de quartier, les avocats et les patrons. Or les milliers de personnes qui reçoivent des salaires annuels supérieurs à 100000 dollars sculptent l'image que le public se fait du journalisme [...]. Et leur vie quotidienne les rend effectivement beaucoup plus sensibles aux problèmes des privilégiés qu'au sort des travailleurs payés au salaire minimum (49). » En France, ce genre d'observation est jugé un peu vulgaire. Surtout par les quelques professionnels payés le plus cher.

48. James Fallows, *Breaking the News : How the Media Undermine American Democracy*, New York, Pantheon Books, 1996, p. 49.

49. Cité par James Fallows, op. cit., p. 75-83.

Et le reste devient presque superflu. Les « ménages », qui permettent, moyennant le versement de dix Smic mensuels par jour, d'enfreindre dans la prospérité l'interdiction - pourtant inscrite dans la convention collective de la presse - d'« user de la notoriété acquise dans sa profession pour servir, hors de cette profession, la publicité d'un produit, d'une entreprise ou d'une marque ». Superflus aussi la publicité et les parrainages qui amadouent ou sanctionnent les responsables des médias* ; qui obligent à vendre un journal deux fois, d'abord à l'annonceur, puis au lecteur ; qui véhiculent sans relâche le lien entre bonheur et marchandise ; qui bientôt détermineront le sommaire de chaque périodique et la géographie de ses zones interdites.

* Si la privatisation de France Télécom a suscité autant d'impatience dans certains journaux, c'est peut-être qu'elle fut précédée d'une campagne publicitaire appelant à l'achat de titres, campagne qui rapporta plus de 25 millions d'euros aux divers supports de presse.

En novembre-décembre 1995, tout s'exprima à la fois : le soutien au pouvoir, l'arrogance de l'argent, le mépris du peuple, le pilonnage d'une pensée au service des possédants. Un grand sursaut populaire révéla simultanément la puissance du conditionnement idéologique que les médias nous infligent et

la possibilité d'y faire échec. Lors du mouvement de lutte contre le plan Juppé, la clameur quasiment unanime de nos grands éditorialistes * n'a en effet pas empêché des centaines de milliers de salariés de se mettre en grève, des millions de citoyens de manifester, une majorité de Français de les soutenir. Pourtant, s'il faut une occasion aussi considérable pour que se révèle la loi d'airain de notre société du spectacle - à savoir le fait que la pluralité des voix et des titres n'induit nullement le pluralisme des commentaires -, combien de petites violences la vérité et l'analyse subissent-elles quotidiennement dans le silence de nos pensées engourdies ?

* Selon un sondage d'Ipsos-Opinion publié par Le Nouvel Observateur du 14 décembre 1995, 60 % des médias ont jugé favorablement le plan Juppé contre 6 % seulement qui l'avaient apprécié de manière négative.

Côté médias, la pièce va se jouer en cinq actes. Le premier, celui de l'exposition, permettra à la quasi-totalité des quotidiens, hebdomadaires, stations de radio et chaînes de télévision de se présenter et d'exprimer leur admiration pour le plan Juppé. La réaction initiale, hostile, des salariés et de l'opinion conduit assez vite les éditorialistes à recommander au Premier ministre d'alors de tenir bon (acte 2) et, en échange, à l'assurer de l'admiration de la profession pour son « courage » - et celui de la CFDT qui le soutient - face à la tempête. Puis la poursuite du mouvement et sa popularité intacte incitent nos Grands Commentateurs à se demander si les Français ne seraient pas, contrairement aux marchés, congénitalement incapables de comprendre la réalité. C'est le thème de l'« irrationalité » qu'on retrouvera au moment de la campagne du référendum européen de mai 2005 ; il marquera l'acte 3 et permettra d'expliquer qu'en dépit des attentes - et des efforts déployés en ce sens - les difficultés quotidiennes nées de la grève n'aient pas déclenché une réaction de l'opinion favorisant les desseins gouvernementaux et patronaux. Le combat antisindical demeurant sans effet, le journalisme de marché force l'allure et dénonce (acte 4) les « corporatismes » et les preneurs d'« otages ». Mais l'irrationalité « latine » s'installe malgré tout ; il faut alors se résoudre à donner la parole aux acteurs du mouvement social. C'est le pâtre d'alouette que les médias servent pendant l'acte 5. Cette pièce comporte également un épilogue, triste naturellement, puisque le gouvernement a dû reculer. En voici quelques fragments (50).

50. Dont on trouvera le script plus détaillé et toutes les références non indiquées ici dans Serge Halimi, « Mouvement social et journalisme de marché », Politique, la revue, n° 2, octobre 1996. Dans Le Monde diplomatique de septembre 2003, Gilles Balbastre et Pierre Rimbart ont conduit un travail du même type sur le mouvement de protestation de 2003 contre la « réforme » des retraites.

LES MÉDIAS ET LES GUEUX

La lobotomie avait duré près de quinze ans : les élites françaises et leurs relais médiatiques pouvaient estimer qu'ils touchaient au but. Ils avaient chanté « Vive la crise ! », célébré l'Europe et la modernité, conjugué des alternances sans changement, embastillé la justice sociale dans le cercle de la raison capitaliste. Et pendant qu'allait s'opérer le grand ajustement structurel qui dépouillerait enfin la France de son reliquat d'archaïsme et d'irrationalité, plus rien ne devait bouger. D'ailleurs, la gauche de gouvernement s'était depuis longtemps ralliée, les syndicats s'étaient affaiblis, les intellectuels de cour et d'écran laissés séduire par une société qui leur permettait de naviguer sereinement d'un colloque à une commission en attendant, comme les autres rentiers, de gagner le soir de l'argent en dormant. C'était en octobre 1995.

Et puis M. Juppé parla. Le fond de sa « réforme » importe peu : il s'agissait une fois encore de mener « la seule politique possible » pour éviter « la France qui tombe », c'est-à-dire de faire payer les salariés. Sans trop se soucier de cohérence - comme au moment de la guerre du Golfe et du traité de Maastricht, les médias assureraient la mise en musique idéologique -, M. Juppé prétextait simultanément de son désir d'assurer la défense de la protection sociale et de sa volonté d'éviter la défiance des marchés financiers dont la protection sociale n'est pas le souci particulier. Diagnostic connu (la « faillite »), thérapeutique prévisible (les « sacrifices »), dialectique familière (« équité » et modernité), le succès aurait dû être aussi assuré que ceux des plans de « réforme » précédents. Presque aussitôt, Roland Cayrol, Bernard-Henri Lévy, Jean Daniel, Jacques Julliard, Pierre Rosanvallon, Raymond Barre, Alain Duhamel, Libération, Guillaume Durand, Alain Touraine, Le Monde, André Glucksmann, Gérard Carreyrou, Esprit, Guy Sorman... tous approuvèrent un plan à la fois « courageux », « cohérent », « ambitieux », « novateur » et « pragmatique ».

Dans la foulée des scribes, les spéculateurs « des marchés » furent eux aussi séduits. L'affaire semblait entendue : après six mois d'impairs personnels et de tâtonnements politiques, le Premier ministre venait de prouver sa mesure. Et « Juppé II » ou « Juppé l'audace » - comme titrèrent simultanément le quotidien de Serge July et le Times de Rupert Murdoch (51) - occupa dans le cœur des journalistes de marché la place laissée vacante par MM. Barre, Bérégovoy et Balladur. Alors ministre de l'Éducation nationale, M. Bayrou ne manquerait pas

de leur rappeler leur allégresse initiale dès que l'affaire tournerait mal pour le pouvoir : « Tous les journalistes français disaient : A quand les réformes ? Et, permettez-moi de vous dire : ils ont tous applaudi (52). »

51. Libération, 16 novembre 1995, et The Times, Londres, 17 novembre 1995.

52. « 7 sur 7 », TF1, 3 décembre 1995.

On ne se défie jamais assez des gueux... On les croyait disparus (la « fin de la classe ouvrière » ne découlaient-elle pas de « la fin de l'histoire » ?), à la rigueur relégués au rang d'« exclus » sur le sort desquels se pencherait quelque fondation compatissante. Ils réapparurent, debout. Une telle incongruité déchaîna un discours de haine qui rappelait un peu le Tocqueville des Souvenirs lors des journées de juin 1848. Le 4 décembre 1995, Franz Olivier Giesbert fulmina dans Le Figaro : « Les cheminots et les agents de la RATP rançonnent la France pour la pressurer davantage. Car c'est bien de cela qu'il s'agit : de corporatisme, c'est-à-dire de racket social. » Claude Imbert, alors directeur du Point, fit chorus, assez satisfait de pouvoir dépoussiérer ses ritournelles contre la « Mamma étatique », et les « paniers percés » du secteur public : « D'un côté la France qui travaille, veut travailler et se bat, et de l'autre la France aux semelles de plomb, campée sur ses avantages acquis. »

La douleur de M. Giesbert « pressuré » par les cheminots et celle de M. Imbert bataillant contre les « avantages acquis » fut aussitôt contagieuse. Gérard Carreyrou, de TF1, d'autant moins porté à comprendre les revendications des grévistes que son salaire annuel s'élevait à l'époque à 2.800.000 francs (425.000 euros), trancha le 5 décembre : « M Juppé a marqué sans doute un point, celui du courage politique. Mais il joue à quitte ou double face à un mouvement où les fantasmes et l'irrationalnel brouillent souvent les réalités. » La langue de bois des Importants venait de laisser voler ses plus jolis copeaux : d'un côté - celui du pouvoir et de l'argent - le « courage » et le sens des « réalités » ; de l'autre - celui du peuple et de la grève - les « fantasmes » et l'« irrationnel ».

Ce mouvement social aurait-il l'impudence de remettre en cause vingt années de pédagogie de la soumission ? Alain Minc, président du conseil de surveillance du Monde, s'exprima aussi dans Le Figaro : « Dans ce monde en apparence unifié par les modes de vie et les marchés financiers [sic], il demeure une spécificité française... le goût du spasme. » Pour les décideurs, conseillers et experts investis du pouvoir de définir la « rationalité », les grèves ne pouvaient en effet représenter qu'un « coup de lune » (Claude Imbert), une « grande fièvre collective » (Alain Duhamel), une « fantasmagorie » (Franz-Olivier Giesbert), un « carnaval » (Guy Sorman), une « part de folie » (Bernard-Henri Lévy), une « dérive schizophrénique » (François de Closets). Car le « rêve » des modérés, celui d'une « République du centre »* plus germanique que latine, venait de dresser contre lui des millions de manifestants « mentalement décalés ».

* Titre d'un ouvrage publié en 1989 et écrit par François Furet, Jacques Julliard et Pierre Rosanvallon, alors membres éminents de la Fondation Saint-Simon et, pour les deux premiers d'entre eux, de la rédaction du Nouvel Observateur,

Ils dessinaient, paraît-il, « les contours d'une France archaïque tournée vers des solutions à l'italienne (endettement, inflation et clientélisme) plutôt que vers des solutions à l'allemande (négociation salariale et rigueur de gestion) * ». Latins contre Germains, Jacques Julliard, sans doute débordé par les exigences de son œuvre immense, ne faisait ici que répéter le postulat anthropologique central de la « pensée Alain Minc ».

* Jacques Julliard, Le Nouvel Observateur, 7 décembre 1995, L'une des incongruités de cette période fut sans doute d'entendre chaque semaine, sur Europe 1, un débat « Droite/Gauche » entre MM. Julliard et Imbert, puis un « face-à-face » opposant MM. Duhamel et July... tous quatre d'accord avec le plan Juppé !

Pendant que le carnaval italien et l'archaïsme français d'« une société fermée défendant son bout de gras (53) » envahissaient les rues, la modernité s'exprimait en anglais dans les salles de change. Le 9 décembre 1995, The Economist résuma la situation mieux que d'autres : « Des grévistes par millions, des émeutes dans la rue : les événements des deux dernières semaines en France font ressembler le pays à une république bananière dans laquelle un gouvernement assiégé cherche à imposer les politiques d'austérité du FMI à une population hostile. [...] Les marchés ont mis le gouvernement sous surveillance.. même un modeste compromis pourrait provoquer une crise du franc. » Quatre jours plus tôt, le Wall Street Journal avait imputé aux premières concessions gouvernementales la baisse du franc enregistrée la veille : « Tout nouveau signe de faiblesse du gouvernement aurait pour premier effet de pénaliser le franc. Si M. Juppé cédait aux manifestants et abandonnait les réformes annoncées, la prime de risque s'envolerait. » Mais le lendemain, l'atmosphère était déjà meilleure : « Les marchés ont rebondi dès lors que les investisseurs ont choisi de parier que le gouvernement de M. Juppé remporterait l'épreuve de force avec les salariés en grève du secteur public. » Las, une semaine plus tard, le climat s'était à

nouveau dégradé : « Les propos d'Alain Juppé perçus comme des "concessions majeures sans contrepartie" sont loin d'avoir soulevé l'enthousiasme des marchés. L'affaiblissement du franc est une conséquence directe de l'intervention d'Alain Juppé qui n'a pas hésité à employer le mot tabou de négociation. » La pensée très sociale des marchés - qui rejoignait celle de nos grands journalistes - méritait-elle vraiment d'être précisée ? Les Échos s'en chargèrent : « Une fois de plus, l'exemple de la Dame de fer, qui a su mater les mineurs britanniques, est mis en avant. »

53. André Glucksmann, *Le Figaro*, 4 décembre 1995.

Mais, pour « mater » les grévistes avec le concours de l'opinion, il fallait que le mouvement social dressât contre lui la majorité des Français. Sur France Info, à TF1 et ailleurs, des journalistes se mirent à l'ouvrage, faisant chaque heure, chaque soir, l'inventaire aussi laborieux que répétitif des « kilomètres de bouchons », des « usagers à bout », des « flux du désespoir sur le périphérique », des « entreprises au bord de l'asphyxie », des « embauches qu'on ne va pas faire ». Le 12 décembre, un journaliste de France 2, innocemment, avoua à quel point les événements stimulaient l'imagination de sa rédaction : « ça fait dix-huit jours qu'on vous raconte la même chose ».

Différent en cela du Parisien, dont le traitement du conflit social fut plus équilibré, France Soir, alors détenu par Robert Hersant, n'hésita pas. Il évoqua le sort de « Christian, SDF de 56 ans, qui rumine sa colère. La grève des transports et la fermeture des stations de métro à Paris ont jeté dans la rue des hordes de laissés-pour-compte. Comme Christian, ils sont des centaines à arpenter les rues du matin au soir pour ne pas mourir de froid » En même temps que des SDF, le quotidien se soucia subitement des chômeurs et des Rmistes : « Le mouvement social qui s'étend à la Poste va t'il paralyser les guichets, les privant de leurs prestations attendues ces prochains jours ? ». Les « exclus » contre les grévistes et leurs « revendications matérielles insensées », quelle belle manifestation c'eût été ! Interrogeant un cheminot de 51 ans qui gagnait 8500 francs par mois (1300 euros), Thierry Desjardins, journaliste au Figaro, le houspilla : « Mais vous êtes tout de même un privilégié »...

Les journalistes de marché étaient accablés ; il fallait que les Français le soient tout autant : « Les gens se pressent, en silence. Leurs habits sont tristes, noirs ou gris. On dirait des piétons de Varsovie. [...] Des marcheurs égarés avancent, mécaniques, le regard fixé vers le bas. Chez eux, c'est encore si loin (54). » Sur TF1, Claire Chazal chercha, vaillamment, à nous distraire de notre malheur : « Avant d'évoquer la paralysie des transports et la crise dans laquelle s'enfoncent notre pays, évoquons l'histoire heureuse de ce gagnant du loto. " Le gagnant, « runo », fut invité sur le plateau.

54. Bertrand de Saint Vincent, « Les regards sont tristes », *Le Figaro*, 2-3 décembre 1995.

Rien n'y fit, ni « Christian », ni « Bruno », ni les manifestations squelettiques d'« usagers » chiraquiens : la courbe des sondages restait obstinément contraire à celle des marchés et des commentaires, et les Français solidaires de ceux qui avaient engagé la lutte. Les médias durent alors oublier leur prévenance pour le plan Juppé et laisser enfin s'exprimer ceux qui le combattaient. En général, on les noya dans le maelström verbal des experts, des professeurs de Sciences-Po et des anciens ministres. Alain Touraine, sans doute parce que, après avoir contribué à l'éducation politique d'Alain Minc, il venait de commettre un pamphlet ultralibéral (55) et de proclamer son soutien au plan gouvernemental, campa dans les médias, jour et nuit. MM. Kouchner, Madelin et Strauss- Kahn furent de tous les « débats », tous aussi ennuyeux qu'un jour sans grève. Mais leurs phrases étaient tellement racornies que les quelques bribes concédées aux acteurs du mouvement social - « Synthétisez ! », « Posez vos questions, comme on dit dans les jeux », ne cessait de leur dire Daniel Bilalian les balayaient sans peine *. Même tronçonnée par le verbe intarissable de Jean-Marie Cavada - enjoué avec les forts, cassant avec les autres -, la parole d'un syndicaliste valait, aisément, celle de dix éditorialistes, y compris quand on ajoutait au lot la glose façon Sciences-Po de Michel Wieviorka et de Pascal Perrineau. Tirant les leçons de l'impact limité du discours gouvernemental, M. Juppé n'eut plus qu'à dénoncer une « extraordinaire tentative de désinformation ». Et à s'inviter à deux reprises en un mois chez Anne Sinclair, décidément très accueillante.

* Dans son édition du 3-4 décembre 1995, *Le Monde* fit le décompte éclairant du temps de parole accordé aux divers protagonistes du conflit social dans l'émission de France 2, « La France en direct », le 1er décembre 1995, Les 50 grévistes du Mans parlèrent 3 min 41 s, les 30 d'Aubervilliers, 3 min 21 s, les 20 de Strasbourg, 4 min 48 s, et les grévistes de Toulouse, 4 min 17 s. Soit un total d'environ un quart d'heure dans une émission de deux heures... consacrée à la grève. Toutefois, alors qu'Edwy Plenel avait critiqué le traitement du mouvement social par la télévision, il apparaît que *Le Monde* a donné deux fois moins la parole aux grévistes que cette émission spéciale animée par Daniel Bilalian... Lire "étude de Muriel Brandily, « "Le Monde" et les grèves de 1995 », sur le site Acrimed (www.acrimed.org), 31 mai 2003.

55. Alain Touraine, *Lettre à Lionel...*, Paris, Fayard, 1995. Lors d'une émission de France 2 cinq ans plus tard, le 29 septembre 2000, Alain Touraine salua l'autobiographie de Jean-Marie Messier et le

dernier ouvrage d'Alain Minc. Il s'attira en retour ce compliment d'Alain Minc : « C'est en lisant Alain Touraine que j'ai appris à me méfier du marxisme. »

M. Barre avait annoncé : « Au prix d'épreuves et de sacrifices, les êtres humains s'adapteront. » Cette fois, l'« incontournable » fut contourné : les cheminots et les agents de la RATP triomphèrent des affidés de M. Barre. Leur victoire n'inonda pas de bonheur les salles de rédaction parisiennes : *Le Nouvel Économiste* titra : « Et en plus la croissance s'effondre » ; *L'Express* jugea que nous étions « tous perdants ». Il fallut à Claude Imbert nombre de « débats » consolateurs avec son ami Jacques Julliard et autant d'éditoriaux rageurs dans *Le Point* pour qu'il vienne à bout de « toute cette déprime que nous venons de vivre ». « Nous » ?

CHAPITRE 4 : UN UNIVERS DE CONNIVENCES

Certains noms ont déjà encombré cet essai. Ils ne le quitteront plus. Ils sont inévitables. Ils règnent sur la profession. Comment analyser l'automobile américaine sans évoquer General Motors, Ford et Chrysler ? Comment parler du journalisme français sans citer le nom de certains des trente associés qui se partagent les jetons de présence de son conseil d'administration, qui survivent à toutes les alternances, politiques et industrielles ? Assurément leur personnalité ou leur talent sont ordinaires. Trente autres feraient tout aussi bien l'affaire. Loin de se faire concurrence, ils ne cessent de troquer des complicités, ajoutant aux contraintes précédemment évoquées celles que leurs connivences font égoïstement peser sur toute une profession, ses princes et ses soutiers.

Un milieu. Idées uniformes et déchiffreurs identiques. Journalistes ou « intellectuels ». Peu nombreux. Inévitables, volubiles. Entre eux, la connivence est de règle. Ils se rencontrent, ils se fréquentent, ils s'apprécient, ils s'entregloisent. Ils sont d'accord sur presque tout.

Lors d'un « Duel » télévisé l'opposant à Jacques Attali, Alain Minc qualifia leur idéologie de « cercle de la raison ». Alain Touraine, cosignataire du rapport commandé par Édouard Balladur à Alain Minc en 1994, préféra l'expression « cercle du réel et du possible (1) ». Il fallut presque en venir aux mains pour les séparer... Sorti de ce consensus, il n'y aurait qu'aventure, démagogie, « populisme ».

1. Propos cité par Alain Minc lors de « L'heure de vérité » qui lui fut consacrée, le 6 novembre 1994, sur France 2.

Pour eux, le soleil ne se couche jamais. Dès l'aube à la radio, le soir à la télévision ; dans la presse écrite, l'éditorial à flux tendu : quotidien national, hebdomadaire, quotidiens régionaux. Et, pour compléter le tout, le livre annuel matraqué sur toutes les ondes. « Beaucoup savent que leur puissance, comme d'ailleurs leur notoriété, n'a pas de légitimité, a suggéré Philippe Meyer. Elle n'est due qu'à la fréquence de leurs apparitions ; pas à leur travail ni à leurs connaissances ni à leur savoir-faire. » Il fut un temps où le grand journaliste était également un grand reporter. Trop loin, trop long, trop cher. Il lisait aussi autre chose que des journaux. Il n'en a plus ni la curiosité ni le temps. Désormais, le commentaire hebdomadaire - parfois quotidien - exige de ne plus quitter son bureau que pour passer à table.

Alain Duhamel symbolise cette élite omniprésente et incontinent. Giscardien, puis barriste, balladurien, jospinien, il présida le comité éditorial d'Europe 1 avant de migrer sur RTL. Sur les ondes de cette radio, il disserte - de tout - chaque jour sauf samedi et dimanche. Régulièrement, *Libération*, *Le Point*, *Le Courrier de l'Ouest*, *Presse-Océan*, *L'Éclair*, *Le Maine libre* et *Vendée-Matin* accueillent aussi ses chroniques. Dirigé par son vieil ami Jean-Marie Colombani, *Le Monde* citait avec tant de sollicitude ses commentaires radiophoniques (143 fois en un peu plus d'un an (2)) qu'Alain Duhamel semblait y disposer d'un rond de serviette vespéral. Il est également sollicité par *L'Humanité*, décidément à la recherche de cautions bourgeoises. Dans son édition du 27 mars 1996, le quotidien communiste offrit ainsi une page d'entretien à l'éditorialiste du *Point*, du *Courrier de l'Ouest*, etc., dans laquelle celui-ci « donn[ait] son sentiment sur la gauche et l'évolution des rapports entre ses principales composantes ». Dix jours plus tard, *L'Humanité* récidiva, citant un commentaire d'Alain Duhamel paru dans *Libération*. Et en mai, consécration suprême, le secrétaire national renvoya à l'une des chroniques duhaméliennes dans son rapport devant le 2ème Congrès du Parti communiste (3). Chacun attendit ensuite le jour où *Le Monde* citerait *L'Humanité* citant *Libération*. Tous citant Alain Duhamel.

2. Selon Marianne, 14 juillet 2003. A l'époque, l'hebdomadaire établissait ce décompte « depuis près d'un an ».

3. *L'Humanité*, 21 mai 1996.

Certaines des journées d'Alain Duhamel ne peuvent manquer d'être éreintantes *. Il interroge les invités politiques sur France 2. Il débite - impossible de l'ignorer - un livre toutes les années impaires, en général pour défendre nos élites incompréhensibles et les vertus d'une Europe libérale dans une France « en désarroi ».

Le vendredi, Libération publie sa chronique, Elle ne contredit pas son billet politique paru la veille dans Le Point, hebdomadaire dont le directeur anime une émission littéraire sur France 3. Laquelle émission de Franz-Olivier Giesbert n'oublie jamais les ouvrages d'Alain Duhamel. Mais c'est uniquement en raison de leur mérite, l'auteur ayant lui-même avoué avec humilité : « On ne dure pas si l'on est mauvais. J'ai bâti ma carrière sur les cumuls et j'ai bonne conscience : ceux qui en sont capables maîtrisent bien leur métier. Il y a des avocats qui ont plus de dossiers que d'autres, des médecins plus de malades. Moi, c'est pareil (4). » Le propos date de 1981. Vingt-cinq années plus tard, rien n'a changé.

Exemple d'un parcours médiatique aussi éblouissant que resserré, Alain Duhamel interviendra au moins sept fois sur les ondes nationales entre le samedi 7 janvier 1995 à 22 h 30 et le mardi 10 janvier à 20 heures, Le samedi soir, il participe longuement à l'émission littéraire de France 3, Le dimanche matin, à 8 h 40 sur Europe 1, il se livre à son « face-à-face » hebdomadaire avec Serge July, À midi, il interroge Nicolas Sarkozy à « L'heure de vérité » (France 2), Lundi à 7 h 25, il éditorialise sur Europe 1 avant de diriger, à 19 heures, le « Club de la presse » qui reçoit Robert Hue, Sitôt cette émission terminée, à 20 heures, il se précipite dans les studios de France 2 pour, dès 20 h 30, interroger Jacques Chirac, Le mardi à 19 heures, il est l'invité de l'émission de Guillaume Durand sur LCI. Quelques heures plus tôt, sa chronique quotidienne d'Europe 1 avait pour thème : « Jacques Chirac omniprésent », Deux mois plus tard, le 4 mars 1995 sur France Culture, Alain Duhamel précisa : « Les émissions d'actualité à la télévision, j'en refuse beaucoup. » Mais le 28 avril de la même année il avoua au Figaro qu'en dépit de son Guernesey médiatique, « Je connais peu, dans mon métier, de journées chômées »,

4. In Hervé Hamon et Patrick Rotman, Les Intellocrates : Expédition en haute intelligentsia, Paris, Ramsay, 1981, p. 25-26.

Notre zapping éventuel est sans espoir. Chez les experts en légitimation, les cumuls et les « relations d'interconnaissance (5) » sont de règle : disposer d'une tribune garantit presque qu'on s'en verra proposer une autre. Sur Europe 1, le panel des collaborateurs extérieurs va d'Éric Izraelewicz, directeur adjoint de la rédaction des Échos, à Louis Schweitzer, ancien PDG de Renault. Jusqu'en 1996, c'était encore plus simple : au directeur de Libération (le lundi à 8 h 25) succédait, à la même heure, celui du Point (mardi), de L'Express (mercredi), de L'Écotat du jeudi (samedi), le directeur adjoint du Nouvel Observateur (vendredi). Alors directeur éditorial de Courrier international, Alexandre Adler avait également rejoint cette station peu après son arrivée au Point, puis à L'Express, mais avant de passer au Monde, puis au Figaro, et alors qu'Arte lui avait déjà confié la charge d'une émission hebdomadaire. Depuis, Alexandre Adler dispose aussi d'une chaire radiophonique dans le journal du matin de France Culture. N'ayant pas plus le temps de se déplacer jusqu'au studio qu'il n'a celui de vérifier toutes les informations - ou intuitions - de ses éditoriaux, il dégoise depuis son domicile (6).

5. Qu'on peut comparer à celles, industrielles, que Pierre Bourdieu analyse dans « Affinités électives, liaisons institutionnalisées et circulation de l'information », La Noblesse d'État, Paris, Minuit, 1989, p.516-526.

6. Lire Mathias Reymond, « Alexandre Adler, Portrait d'un omniscient », Le Monde diplomatique, juin 2005.

Est-ce la seule qualité du commentaire, pas le pouvoir du commentateur, qui détermine l'invitation à l'antenne ? Quelques semaines après son remplacement à la direction de la rédaction de L'Express par Christine Ockrent, Yann de L'Écotat dut également lui abandonner son éditorial hebdomadaire sur Europe 1. Françoise Giroud, qui écrivait à la fois dans Le Nouvel Observateur et dans Le Figaro, fut renvoyée du Journal du dimanche dès qu'elle critiqua l'intrusion dans la vie privée de François Mitterrand, de Paris Match, autre publication du groupe Hachette. Et, pour sanctionner les critiques de Libération contre TF1, Serge July perdit, en 1992, le droit d'« affronter » Philippe Alexandre sur la chaîne de Bouygues. À l'époque, Gérard Carreyrou, directeur de l'information de TF1, justifia ainsi sa sanction : « On ne peut pas passer à la caisse tous les mois tout en crachant dans la soupe (7). » La confraternité, qui offre bien des avantages, impose aussi quelques exigences. Car aller dans les médias, c'est se taire sur les médias ou ne dire sur eux que ce qu'ils consentent à entendre. La règle, qui vaut pour les journalistes multiscartes, s'applique aussi aux intellectuels et aux universitaires - y compris quand ils se disent contestataires mais qu'ils ont un livre à vendre.

7. Libération, 13 octobre 1992.

En France, les cardinaux de la pensée unique, fort soucieux de supprimer les « corporatismes » bénéficiant aux salariés ou aux assurés sociaux et les « cumuls » dont profitent les hommes politiques, ne montrent jamais autant d'audace lorsqu'il s'agit de remettre en cause leur monopole de l'expression médiatique. L'incohérence est d'autant plus significative que la profession est sinistrée par le chômage et que la moindre collaboration ou « pige » d'un oligarque

de l'information est très généreusement rétribuée. Cependant, la situation actuelle, caractérisée par le pouvoir exorbitant d'une poignée de journalistes et de titres, interdit à quiconque de dénoncer ces privilèges (8). Ou bien lui fait courir le risque de se couper définitivement des réseaux d'influence sans lesquels les idées et les produits (ouvrages, disques, spectacles) perdent presque toute chance de rencontrer un public sans faire trop d'effort. La confluence idéologique qui a déporté la vie politique à droite avait déjà rendu difficile l'expression de projets dissidents. L'incessante vadrouille télévisée de quelques intellectuels mondains en phase avec l'air du temps verrouille tout le système. Lucide et cynique, Alain Minc a expliqué : « Le système médiatique sécrète une concentration du pouvoir auprès de laquelle l'accumulation primitive du capital chère à Marx représente une bluette. Un tri s'est effectué qui n'a profité qu'à une poignée d'intellectuels (9). » Mais au fait, qui donc a trié Alain Minc ?

8. Au nombre des exceptions, on notera toutefois le travail fait par Le Canard enchaîné, parfois par Marianne, pour ne citer ici aucun des périodiques ou sites Internet auxquels l'auteur est personnellement associé.

9. Alain Minc, L'ivresse démocratique, Paris, Gallimard, 1994. Cité par Éric Aeschmann, « Alain Minc, la petite entreprise à fabriquer du consensus », Le Magazine de Libération, 11 mars 1995. Cet article répond en partie à la question qui suit.

QUAND LA BONNE SOCIÉTÉ VEILLE SUR SON PETIT GÉNIE

Alain Minc a eu cinquante ans le 15 avril 1999. Et alors ? Alors, comme Le Canard enchaîné l'a raconté, il avait tenu à célébrer l'occasion avec éclat. « Le mercredi 14 avril, il avait réservé le célèbre restaurant du Palais-Royal, "Le Grand Véfour". Et c'est dans un impressionnant ballet de Safrane, de Mercedes et de BMW que ses invités sont arrivés. C'était l'événement mondain de l'année. Minc avait tenu à s'entourer de tous ceux qui comptent à Paris et qui sont évidemment ses amis : les journalistes Jean-Marie Colombani et Franz Olivier Giesbert, les banquiers Jean Peyrelevade (PDG du Crédit Lyonnais), David de Rothschild et François Henrot (Paribas), les industriels François Pinault, Vincent Bolloré et Pierre Blayau, Jean Drucker et Pierre Bergé, le baron Ernest-Antoine Seifère. La gauche étant au pouvoir, deux ministres avaient tenu à souffler en si brillante compagnie les bougies de cet anniversaire : Martine Aubry et Dominique Strauss-Kahn, accompagné de son épouse Anne Sinclair (10). » Au Grand Véfour, il y avait aussi Philippe Labro, Bernard Kouchner, Pascal Lamy, Michel Bon, Louis Schweitzer, Gérard Mestrallet, Jean-Claude Trichet, Serge Weinberg, Jean-Charles Naouri.

10. Le Canard enchaîné, 21 avril 1999.

On a compris qu'Alain Minc n'est pas un paria. Mais l'estomac de ce petit milieu est tel qu'on peut y réclamer « toujours plus » en reprochant cet appétit aux autres. Les seuls mérites d'Alain Minc devraient pourtant lui suffire puisque, il l'a lui-même confié en 2004 avec sa modestie de violette à une journaliste du Financial Times : « Je ne suis pas seulement sorti major de l'ENA, j'y ai obtenu les meilleurs résultats depuis 1945 (11). »

11. Jo Johnson, « Caste out », Financial Times, 18-19 décembre 2004.

Bonnes études, bon argent aussi. Car l'ancien rabatteur pour Édouard Balladur fait des affaires. Ou plus précisément du conseil, du lobbying. L'entrepreneur s'est en effet révélé beaucoup moins performant que l'homme d'influence. Son ancien partenaire à Olivetti, Carlo de Benedetti, a conservé ce souvenir mitigé de leur équipée commune : « Faire de lui un chef d'entreprise ou un président-directeur général, c'est comme confier à un sociologue la gestion d'une charcuterie (12). » « M. Inc », comme l'a baptisé le magazine Capital, est vite devenu le conseiller au forfait d'une partie des patrons du CAC 40. Son entreprise, AM Conseil (AM comme Alain Minc, on ne se refait pas...) facture de 100000 à 250000 euros par an les abonnements aux chefs d'entreprise qui consultent le prodige (13). Trois salariés (Alain Minc, son chauffeur et sa secrétaire), une rémunération de 7 millions de francs en 1996, un résultat net de 4,5 millions d'euros en 2002 : on peut se demander si l'auteur de La Mondialisation heureuse a écrit avec ce livre un essai politique ou une autobiographie.

12. Carlo de Benedetti, in Entretien avec Federico Campi, Carlo de Benedetti l'Européen, Paris, Balland, 2000, p. 144.

13. Voir Stéphane Marchand, Le Commerce des illusions : Enquête sur les mœurs et coutumes des réseaux de pouvoir en France, Paris, J.-c. Lattès, 1999. Lire aussi « Le conseiller est très bien payé », Challenges, 16 mai 2002.

Car Alain Minc est aussi auteur. « Je me réserve chaque jour une plage de temps pour écrire des livres et pour mes activités de président du conseil de surveillance du Monde », a-t-il expliqué. Avouons-le : ses livres, qui sentent le bâclé quand ils sortent, résistent plus mal encore à la relecture. L'auteur avait annoncé la domestication de l'Europe par le bloc soviétique en 1986. Et quand

il célébra l'économie Internet en 2000, la bulle creva presque aussitôt... Mais au fond qu'importe : qui relit jamais un livre d'Alain Minc ?

Pourquoi alors faut-il que chaque année ou, comme en 2004, deux fois par an, une machine médiatique qu'aucune intelligence ne peut arrêter puisqu'elle car-bure à la connivence cherche à nous orienter vers de tels ouvrages ? Avec l'ingé-nuité de l'octogénaire qui désormais peut tout avouer, Jean Daniel a raconté la scène dans ses Carnets. « 13 octobre 1999 : Jean-Marie Colombani me demande "comme un service" de rendre compte dans Le Monde du livre d'Alain Minc sur Spinoza. Je n'ai pas encore donné de réponse. D'abord parce que le directeur du Monde n'a pas été poli ces derniers temps avec moi. Ensuite parce que je suis prévenu en défaveur de ce livre. Contre la présomption d'un essayiste qui philosopherait au-dessus de ses moyens ? Gratuité du choix de Spinoza après celui de Napoléon III ? Prétexte à écriture, puisque tous les deux ans, paraît un livre de Minc, d'Attali, de Duhamel ? » Ce n'est pas fini : « 14 novembre 1999 : Jean-Marie Colombani me demande encore de parler du Spinoza de Minc [...]. Point d'appareil critique, ni notes, ni rien de ce genre [...]. On m'a dit que de vrais jeunes philosophes avaient veillé à ce qu'aucune erreur fondamentale ne fût commise (14). » Les scrupules de Jean Daniel ne l'empêchèrent pas de rédiger la critique demandée. Ayant un peu tardé, il justifia son atermoiement : « Je crois être un lecteur plutôt boulimique et attentif. Mais je me demande vraiment comment font certains confrères. Comment ils s'y prennent pour lire un livre et, quarante-huit heures après sa publication, l'avoir digéré et en rendre compte (15). » Doit-on lui suggérer la réponse ?

14. Jean Daniel, Carnets 1998-2000, Paris, Grasset, 2000, p. 190 et 215-216.

15. Le Nouvel Observateur, 27 janvier 2000.

Par le produit d'une singulière coïncidence, Alain Minc trouva plus tard très bon le livre de Jean Daniel sur le judaïsme, à la fois « érudit, sophistiqué, subtil, mais aussi déroutant, interpellant, troublant ». D'autant plus intéressant en vérité que « j'ai joué, à en croire Jean Daniel, un rôle involontaire dans sa réflexion : ayant lu, sous ma plume, que Spinoza... ». En somme, Jean-Marie Colombani avait presque rendu service à Jean Daniel en attirant son attention sur les fulgurances spinozistes du président du conseil de surveillance du Monde...

D'autres que Jean Daniel célébrèrent le livre de Minc. Catherine Nay dans Le Figaro Magazine (23 octobre 1999), Bernard-Henri Lévy - pour qui Minc est « un de mes plus vieux copains » - dans une critique du Figaro (10 novembre 1999) affichant un professionnalisme d'autant plus exercé qu'un an plus tôt il avait déjà loué le livre précédent du même auteur. « En vingt-cinq ans, il n'a pas fait une vraie erreur de positionnement, admit Alain Minc quand son tour vint de renvoyer l'ascenseur à son « ami de trente ans ». « C'est rarissime », releva-t-il. BHL « tombe toujours juste parce qu'il a une espèce de boussole morale qui fait qu'il tombe au bon endroit ». Membre du conseil d'administration de la Société des lecteurs du Monde (alors présidée par Alain Minc), Jean-Noël Jeanneney accomplit lui aussi son devoir (peu) critique dans Le Journal du dimanche (28 novembre 1999). Et beaucoup d'autres l'imitèrent dont, naturellement, Jorge Semprun, d'une prévenance rarement prise en défaut quand il s'agit de rendre compte des œuvres de journalistes influents, de patrons, ou de ministres.

Un biographe de Minc avait noté la chose avant l'orage : l'essayiste incontinent (26 ouvrages entre 1978 et 2005) rémunérait « grassement » les étudiants chargés de lui fournir de la documentation pour des livres, écrits « en quelques samedis (16) ». Mais soyons équitable : le président d'AM Conseil s'inflige aussi, comme il l'a confié, de lire les « épreuves » des livres de ses amis, Edwy Plenel et Nicolas Sarkozy par exemple *. Tant d'activités, de célérité d'exécution, de disposition à la délégation, nuit. Et le miracle se produisit : non seulement Alain Minc fut convaincu de plagiat, de « contrefaçon », mais, le 28 novembre 2001, il fut condamné pour ce délit. Lourdemment de surcroît : les attendus du tribunal furent accablants et l'amende substantielle pour une pareille affaire. La victime, Patrick Rodel, avait été jusqu'au bout, mue par un certain sens du devoir et provoquée par le mépris que lui avait opposé l'énarque surdoué : « j'éprouve un sentiment de souillure et de dégoût à voir la manière dont vous avez pillé ce livre, sans jamais avoir recours aux moindres guillemets [...]. Vous vous réservez la tâche noble, celle de l'auteur qui brigue l'Académie française et qui pense qu'un peu de philosophie ne ferait pas mal dans une biographie uniquement consacrée à des variations sur des thèmes à la mode. Quand on a le fric pour se payer des nègres et qu'on a un joli brin de plume, pourquoi pas (17) ? » Mais trente-six « reproductions serviles d'expression », allant de deux mots à vingt-sept lignes, là ce fut trop.

* Minc lit les épreuves du livre d'Edwy Plenel consacré à sa jeunesse trotskiste le 9 septembre 2000, celles du livre de Nicolas Sarkozy, plaidoyer en faveur du libéralisme, le 25 janvier 2001 (Alain Minc, Le Fracas du monde : journal de l'année 2001 Paris, Seuil, 2002).

16. Stéphane Marchand, op. cit., p. 45.

17. Cité par Libération, 3 février 2000. Lire les attendus du jugement dans PIPi, n° 8 (février 2002), et un entretien avec Patrick Rodel dans Olivier Cyran et Mehdi Ba, op. cit., p. 149 à 155.

Que croyez-vous qu'il arriva ? Le Monde relata la condamnation de son président du conseil de surveillance en quatre-vingt-quatorze mots. Alain Minc ne tarda pas à commettre un nouvel ouvrage, puis un suivant. Comme si rien ne s'était passé, le réseau habituel se remit en branle : Franz-Olivier Giesbert, Jean-Pierre Elkabbach, Bernard-Henri Lévy, Maurice Szafran, Thierry Ardisson... S'y ajouta même Bernard Maris, dont l'impertinence s'é moussait à mesure que sa surface médiatique s'élargit. Six mois après sa condamnation, Alain Minc devint officier de la Légion d'honneur. En février 2005, il reçut des mains de Philippe Séguin, premier président de la Cour des comptes (par ailleurs coauteur en 1994 d'un ouvrage avec Alain Minc), le prix du livre d'économie. Cette fois, il est vrai, l'auteur avait reconnu son emprunt au labeur des autres, déclarant avoir été « aidé dans cette promenade par deux jeunes normaliens [...], brillants comme on sait l'être rue d'Ulm (18) ». N'oubliant pas tout ce qu'il devait au journalisme indépendant, Alain Minc offrit le montant de son prix à Reporters sans frontières.

18. Alain Minc, Les Prophètes du bonheur, Paris, Grasset, 2004, p. 351. Nous avons préféré ne pas conserver le nom de ces deux auteurs, leur souhaitant de bientôt s'illustrer de façon plus gracieuse.

C'est dans Le Point, pas dans Le Figaro, qu'Alain-Gérard Slama, essayiste très médiatisé (on comprendra bientôt pourquoi...), rendit compte en 1995 de La Société de confiance, ouvrage d'Alain Peyrefitte, alors président du comité éditorial du Figaro. Alain-Gérard Slama écrivait : « Le présent livre, aussi novateur que le précédent, est une réflexion sur la philosophie de l'Histoire d'une richesse telle qu'il ne nous paraît pas excessif de saluer dans son auteur un nouveau Toynbee [...]. Quel bonheur que cette "thèse" qui nous entraîne au-delà de nous-mêmes ! Tous les libéraux qui croient en la responsabilité humaine et qui n'ont pas peur de l'abondance doivent se précipiter sur ce livre : ils se sentiront moins seuls (19). » L'article était titré « Question de confiance ». C'était imprudent. Le lecteur du Point aurait pu en effet se souvenir - mais, s'agissant d'un hebdomadaire auquel on fait « confiance », quel lecteur habituel soupçonne ce genre d'entourloupe ? - qu'Alain-Gérard Slama, désormais chroniqueur régulier de France Culture, était aussi - est toujours - éditorialiste au Figaro. N'y avait-il pas là déjà un (petit) conflit d'intérêt, certes habituel dans la profession, lui interdisant toute critique autre que révérencieuse de l'œuvre du président du comité éditorial du Figaro ? Quinze jours environ après l'article du Point précité, les choses s'éclaircissent un peu plus. Alain Peyrefitte analyse, dans Le Figaro, un ouvrage signé... Alain-Gérard Slama : « Alain-Gérard Slama a vu progresser chez nous cette Régression démocratique. Il la dénonce avec passion et l'analyse avec lucidité [...]. Slama est particulièrement original dans son analyse de la "lutte contre l'exclusion" - cette conduite paradoxale dont l'effet est de culpabiliser la société [...]. Slama veut redonner aux Français confiance dans les règles de la démocratie pour inverser la régression en une progression démocratique. Et il le fait avec un grand courage intellectuel et un don brillant de convaincre (20). » Comme toujours en pareil cas, le mot clé est « courage ».

19. Le Point, 18 novembre 1995.

20. Le Figaro, 2-3 décembre 1995.

Dans le numéro du Point où Alain-Gérard Slama célébrait en Alain Peyrefitte notre « nouveau Toynbee », il y avait aussi, signée par un certain Alain Duhamel, également éditorialiste au Point, la critique de l'ouvrage d'Alain-Gérard Slama... Ce fut un festival : « talent », « brio », « fougue naturelle », « méthode de dénonciation implacable », « capacité critique inépuisable », « verve superbe et logique assassine », etc. D'autant que, semblable en cela à Franz-Olivier Giesbert, à Christine Ockrent et à Alain Minc, Alain Duhamel raffole des dissidents. Qui d'autre que lui peut, en 2001, dédier un livre « à Jean-Pierre Elkabbach, évidemment » et, trois ans plus tard, titrer une de ses chroniques du Point « Les idées neuves d'Alain Minc » en la faisant démarrer par cette phrase lumineuse : « Pour comprendre le monde qui vient, une bonne recette est d'alterner la lecture d'Alexandre Adler et celle d'Alain Minc (21). » Or, justement, Slama - professeur à Sciences-Po comme le fut un certain Alain Duhamel * - était lui aussi en lutte contre « les conformismes tranquilles » et prêt à « l'abordage de maintes idées à la mode [...] ». Il y a du Julien Benda chez Slama, avec son pessimisme dévastateur, sa passion rhétorique, ses élans vengeurs et son intellectualisme aristocratique, mais, si l'on peut oser ce rapprochement, il serait un Benda gaullien ». Quelques mois auparavant, déjà « à l'abordage de maintes idées à la mode », Alain-Gérard Slama avait également déniché un essayiste iconoclaste : « Alain Duhamel est unique [...]. Peu auront, autant que lui, contribué à remettre en cause les vulgates qui, répandues dans les médias [sic], abusent les acteurs sociaux et pervertissent le fonctionnement de la démocratie. » Alain Duhamel - qu'Alain-Gérard Slama rejoignait sur ce point - suggérait même que les problèmes de la société française tenaient « beaucoup plus à l'imperfection des structures - la mixité, les cumuls de fonctions, les conflits d'intérêts qu'à la défaillance des

hommes (22) ». Cumuls de fonction et conflits d'intérêt, le diagnostic ne manquait pas de pertinence.

* Sciences-Po est une pépinière de journalistes, futurs et anciens. Anne Sinclair a expliqué : « Avec Alain [Duhamel], on se connaît depuis vingt ans. Il a même été mon examinateur à Science-Po. Alors c'est dire que c'est une vieille camaraderie » (« Télé Dimanche », Canal Plus, 25 février 1996).

21. Le Point, 11 novembre 2004.

22. Le Figaro, 5 janvier 1995.

« On parle beaucoup de "connivence" et de "copinage", a rappelé Jacques Bouveresse, titulaire de la chaire de philosophie du langage au Collège de France. Mais ce sont d'aimables euphémismes pour désigner ce dont il s'agit réellement : c'est de corruption pure et simple qu'on devrait parler. [...] Un journal comme Le Monde, dans son supplément "Livres" ; donne sur ce point un exemple que je considère personnellement comme tout à fait déplorable (23). » Le fait est : depuis une dizaine d'années, le quotidien du soir a acquis la réputation de confectionner le cahier « Livres » le plus encombré par les copinages. Longtemps, il a suffi qu'un responsable de la publication - Jean-Marie Colombani, Edwy Plenel, Alain Minc - ou un membre de l'armée mexicaine de ses rédacteurs en chef publie un ouvrage pour qu'aussitôt la critique avantageuse en paraisse à une place de choix, souvent confiée à un « ami » ou à une notabilité instruite de ce qu'on attendait d'elle et des avantages qu'elle tirerait d'une bonne exécution de sa mission. Le caractère presque bouffon de cette pratique devint à ce point voyant que Le Monde profita de l'éviction d'Edwy Plenel, praticien chevronné des renvois d'ascenseur, et de la disgrâce de Josyane Savigneau, chorégraphe expérimentée du petit manège, pour annoncer le printemps de la déontologie. En tout cas, depuis mai 2005, Le Monde des livres s'est engagé à ne plus rendre compte « sous forme d'articles signés des écrits et des livres des journalistes du Monde ». Ces derniers gagneront peut-être au change car, Pierre Bourdieu l'a expliqué, « un cycle de consécration efficace est un cycle dans lequel A consacre B, qui consacre C, qui consacre D, qui consacre A. Plus le cycle de consécration est compliqué, plus il est invisible, plus la structure en est méconnaissable, plus l'effet de croyance est grand (24) ». Toutefois, pour convaincre les plus sceptiques de sa soif de rectitude, Le Monde devra également se défaire de l'habitude qu'il a prise de traiter d'antidémocrates ou d'antisémites ceux qui ont eu le malheur de critiquer un jour la presse. Voire, crime suprême, Le Monde lui-même *.

* [Note de l'éditeur] Il faut préciser ici que Le Monde fut le seul quotidien politique national à n'avoir pas rendu compte de ce livre, publié en 1997. Interrogé par Acrimed sur ce silence en mars 1998, le médiateur du Monde, Thomas Ferenczi, eut cette réponse : « Le Monde, c'est vrai, n'a pas encore parlé du livre de Serge Halimi. Je le regrette. Comme vous le savez, Le Monde des livres reçoit une centaine de livres par semaine : il est donc obligé de faire des choix, et de se limiter aux livres qu'il juge, pour une raison ou pour une autre, intéressants. Ses responsables ont estimé que l'essai de Serge Halimi n'appartenait pas à cette catégorie. Le succès de ce livre les a conduits à réviser leur position [sic]. Nous avons demandé, selon l'usage, à des spécialistes des médias extérieurs ou journal de rendre compte du livre. Ils ont refusé. » Malgré les « choix » du Monde, cet ouvrage a été réédité à vingt-cinq reprises et traduit dans une dizaine de pays.

23. Entretien avec Jacques Bouveresse, Libération, 4-5 août 2001.

24. Pierre Bourdieu, Questions de sociologie, Paris, Minuit, 1980.

Face au Nouvel Observateur, le critique est désarmé. Hormis Le Figaro du temps d'Alain Peyrefitte et de Franz-Olivier Giesbert (qui pouvaient obtenir la publication dans leur journal de quinze articles différents à la gloire d'un de leurs ouvrages (25)...), rares sont les publications qui servent avec autant d'acharnement de dépliant promotionnel aux œuvres de ses chefs, déjà loués ailleurs. La « privatisation » du Nouvel Observateur par ses dirigeants n'empêche nullement son actuel directeur de la rédaction de dispenser à intervalles réguliers des leçons de déontologie à ses confrères. Mieux vaut espérer par conséquent que Laurent Joffrin, car c'est de lui qu'il s'agit, ne voit pas ce qui se trame dans sa maison. Expliquons-le-lui. Un livre de Jean Daniel mobilise à répétition dans les colonnes de son journal sa rédaction et ses « amis » (Erik Orsenna, Hubert Védrine, Régis Debray), sans doute pressés par le maître lui-même. Une émission de télévision de Jean Daniel - ou sur Jean Daniel - est acclamée avant sa diffusion et lors de chacune de ses rediffusions sur quelque chaîne que ce soit. Quand Jean Daniel obtient un prix, c'est l'avalanche ! La rubrique « En hausse » de l'hebdomadaire informe, bien sûr, comme en 1999 : « Jean Daniel a reçu le prix Méditerranée qui récompense chaque année un ouvrage traitant d'un sujet méditerranéen. Le jury, présidé par Jean d'Ormesson et François Nourissier, l'a distingué pour son livre Carnets. Avec le temps, publié chez Grasset. » Même chose en 2004 : « Reconnu comme l'un des événements importants de l'agenda culturel d'Europe et d'Amérique latine, le prix Prince des Asturies 2004 de la Communication et des Humanités, l'un des plus prestigieux d'Espagne, a été décerné mercredi 30 juin à Jean Daniel. » Re-belotte en 2005 : « Jean Daniel s'est vu attribuer pour l'ensemble de son œuvre [...] le grand prix international Viareggio, considéré depuis un demi-siècle en Italie comme l'une des distinctions

littéraires les plus prestigieuses. » On dira : vous savez, c'est Jean Daniel, son immodestie est légendaire * ! A ceci près que Laurent Joffrin - qui n'est pas Jean Daniel : l'un a fréquenté Nasser, Sartre et Camus, l'autre tutoie Sarkozy - est tout aussi sensible aux flatteries que ses subordonnés lui servent. Il fut « en hausse » en 2001 : « Laurent Joffrin, directeur de la rédaction du Nouvel Observateur, a reçu le prix du Mémorial prix littéraire décerné par la ville d'Ajaccio, pour son ouvrage Les Batailles de Napoléon paru aux Éditions du Seuil » Et encore « en hausse » l'année suivante : « Laurent Joffrin a reçu le prix du Livre politique 2002 [...], décerné au directeur de la rédaction du Nouvel Observateur par un jury présidé par Blandine Kriegel **.» Directeur adjoint du Nouvel Observateur et responsable de ses pages « Livres », Jérôme Garcin apprécie lui aussi l'encensoir maison. En 2003, nous apprit-on, il a « reçu le prix Pégase de l'œuvre culturelle décerné par la Fédération française d'équitation pour son livre Perspectives cavalières ». Un an plus tard, la réédition du même ouvrage chevalin à destination d'un public scolaire nous fut dûment annoncée par son journal. Loué soit Le Nouvel Observateur qui nous tient informés de l'essentiel. Le cas échéant, l'hebdomadaire mitonne lui-même les prix... qu'il s'attribue. Le 29 janvier 2005, avec sans doute un zeste d'ironie, Le Figaro annonça : « Le neuvième prix de la une de presse a été décerné au Nouvel Observateur [...]. Le jury, présidé par Laurent Joffrin, directeur de la rédaction du Nouvel Observateur, a examiné plus de quatre cents unes avant de faire son choix. » Un choix de gourmet !

* Il l'a lui-même admis : « La musique de ces éloges m'a grisé et quand elle a cessé j'ai trouvé amer de ne plus l'entendre » Jean Daniel, C'est étranger qui me ressemble, Paris, Grasset, 2004, p. 222).

** En 2004, les membres du jury étaient : Jean-Michel Blier (France Info), Gérard Courtois (Le Monde), Jean-Michel Helvig (Libération), Anita Hausser (LCI), Catherine Pégar (Le Point), Arlette Chabot, Michèle Cotta, Jean-Pierre Elkabbach, Bernard Guetta, Laurent Joffrin, Alain-Gérard Slama, etc. Alain Duhamel obtint le prix du Livre politique en 1999, Alexandre Adler en 2003.

25. Lire à ce propos Jean Bothorel, Le Bal des vautours, Paris, Gérard de Villiers/Jean Picollec, 1996. L'auteur de ce livre, journaliste au Figaro, en fut licencié peu après la parution de son ouvrage.

La vérité est rude. Un ouvrage dont l'auteur est une sommité médiatique n'affrontera presque jamais le feu d'une honnête critique. Les cumuls de tribune et les « courtoisies croisées (26) » lui serviront de parapet. On entendra au loin quelques rafales de francs-tireurs, mais toujours recouvertes par le tonnerre des applaudissements mercenaires. La vanité des personnages qui, après les avoir réclamés, accueillent en ronronnant de satisfaction les compliments démesurés de leurs employés et de leurs obligés est presque émouvante. Mais ces pieux mensonges, destinés à flatter l'orgueil de ceux qui les commandent, comment penser qu'ils n'affectent pas le crédit d'un journal ? Le patron d'une publication, qui aime les flagorneurs et qui échange avec eux des faveurs, prend la décision d'introduire en contrebande de la fausse monnaie dans le débat d'idées. Ceux des journalistes qui croient encore aux chartes de déontologie de la profession disposent là d'un objectif raisonnable.

26. Selon l'expression de Jean-Claude Guillebaud.

Interdire à Franz-Olivier Giesbert, à Jean Daniel, à Jacques Julliard, à Laure Adler, à Jean-Marie Colombani, à Laurent Joffrin et à quelques autres d'utiliser leur journal, leur radio et leurs contacts pour imposer leurs écrits, leurs produits - et ceux de leurs « amis » - ne changerait rien de fondamental à la nature du Point, du Nouvel Observateur, de France Culture ou du Monde. Mais à quoi bon continuer à parler du reste si ce secondaire - là s'étend comme une métastase ? À quoi bon si Slama continue d'être soulevé par les élans vengeurs de Julien Benda ; Peyrefitte d'écrire des livres aussi novateurs que ceux de Toynbee ou de réinventer l'univers avec un cerveau évoquant ceux « de Beethoven ou d'Einstein (27) » ? À quoi bon, si, de son côté, Giesbert « vient d'écrire le roman dont rêvait sans doute Spinoza (28) », si Julliard fait penser à Proust, Alain Duhamel à Giraudoux, et Jean Daniel à Monteverdi ?... Un responsable de journal qui laisse publier de telles calembredaines dans sa rubrique consacrée aux essais politiques ne respectera pas davantage la vérité dans les autres pages. Un soir, Giesbert alla jusqu'à prétendre que son ami Laurent Joffrin avait écrit « un beau roman * » !

* « Culture et dépendances », 17 novembre 2004. Quelques jours plus tôt, Télérama et Le Figaro avaient cependant enfin rompu avec cet invraisemblable trafic de compliments. Télérama en évoquant à propos du roman de Joffrin « un polar guimauve sur fond de nostalgie soixante-huitarde », un « Waterloo sur le front littéraire » (6 octobre 2004). De son côté, Le Figaro fit savoir que le livre du directeur de la rédaction du Nouvel Observateur se caractérisait « par l'indigence du fond » comme « par celle de la forme » et qu'on y trouvait des « dialogues accablants de naïserie ». La conclusion du quotidien fut hélas sans appel : « Pour nous raconter une telle histoire, il eût fallu à Laurent Joffrin un peu d'imagination. Celle d'un romancier... » (28 octobre 2004).

27. Pierre Chaunu, Le Figaro, 15-16 juin 1996.

28. André Brincourt, Le Figaro, 28 septembre 1995.

Mais les dividendes de la flagornerie se révèlent parfois modestes. Quand, en mai 1997, Claude Imbert, directeur du Point, obtint que Jean-Claude Casanova,

ancien éditorialiste de L'Express et directeur de Commentaire, rend compte dans Le Point du livre de Claude Imbert, compilation de ses éditoriaux du Point, ce fut l'esprit tranquille. Jean-Claude Casanova, également professeur à Sciences-Po, ne le déçut pas. Deux pleines pages lui suffirent à peine : « Voulez-vous que vos enfants fassent d'excellentes études, qu'ils entrent à Sciences-Po ? [...] Eh bien, confiez-leur le Imbert dès la classe terminale et dites-leur simplement ce qu'on ne dit plus assez : s'instruire, c'est imiter (29). » La même semaine, Jean-François Revel, éditorialiste au Point et membre de l'Académie française, confiait lui aussi son bonheur, mais à L'Express (dont il avait été directeur) : « Les éditos d'Imbert gagnent à être rapprochés même pour leur lecteur fidèlement hebdomadaire.

Car, à les lire, ou relire, les uns à la suite des autres, on assiste non plus, comme chaque semaine, à l'analyse de tel ou tel sujet particulier, mais à la mise en place progressive d'une vision d'ensemble (30). » Hélas pour la vision d'ensemble, l'ouvrage n'intéressa guère que les bacs d'invidus des libraires. Jean-François Revel n'en fut sans doute qu'à moitié surpris. Dans ses Mémoires, il avait en effet expliqué : « Le public flaire en général avec un assez sûr instinct les articles de complaisance, en politique comme en critique [...]. [Il sent] la louange frelatée, dans tous ces languissants papiers, qui se révèlent alors autant de leviers morts (31). » Pas toujours malheureusement. À preuve, le cas Bernard-Henri Lévy.

29. Le Point, 3 mai 1997.

30. L'Express, 1er mai 1997.

31. Jean-François Revel, op. cit., p. 448.

LES AMIS DE BERNARD-HENRI

En 2003, après plusieurs semaines de pilonnage médiatique, consécutives à la publication de Qui a tué Daniel Pearl ?, l'écrivain Pierre Jourde observa : « On sort de la quinzaine BHL. BHL publierait ses dessins d'enfant ou une compilation de ses notes de blanchisseur, la pâmoison ne serait pas moindre. » Cela dure même depuis vingt-cinq ans.

Le « système BHL » a été disséqué cent fois (32). Au point que les critiques se voient désormais opposer que « tout ça, on le sait déjà », en particulier par ceux qui s'emploient à ce que « tout ça » se perpétue quelques années de plus. Comme avant, voire un peu plus fort : le rendement de chaque surface de vente médiatique ayant un peu décliné, le système BHL a multiplié le nombre de ses comptoirs de promotion. Publié dans Le Point, le « Bloc-notes » de BHL est un carrefour stratégique. De là partent les campagnes du maître, que ses disciples relaient. Un texte ou un fait accède à l'existence sitôt que le diariste du Point les signale. Dans le même espace, les complices de Bernard-Henri Lévy (intellectuels, industriels ou hommes politiques) voient leur production saluée, quel qu'en soit le sujet ou la forme. La liste, incomplète, de ses amis inclut ou incluait Maurice Szafran, Jorge Semprun, Jean-Luc et Arnaud Lagardère, Françoise Giroud, Edwy Plenel, Jérôme Clément, Alain Mine, François Pinault, Jean-Marie Colombani, Anne Sinclair, Tabar Ben Jelloun. Autant de relais qui spontanément s'activent quand BHL a achevé sa dernière œuvre. Comme ils s'activèrent lors des précédentes.

32. Lire « Réseaux » et « La nausée », Le Monde diplomatique, février 1995 et février 2000, respectivement. PLPL a consacré plusieurs articles à ce sujet. Enfin, la biographie de Philippe Cohen (BHL, Fayard, 2005) analyse la place du « nouveau philosophe » dans la vie intellectuelle française.

En France, le philosophe nouveau préfère les puissants au faite de leur puissance. Jean-Marie Messier se voit célébré quand il est PDG de Vivendi Universal : il « s'ouvre au vent du large, force le destin, inverse l'ordre prescrit des choses ». Mais on ironise sur son compte sitôt qu'il est limogé : « C'est la rentrée où Jean-Marie Messier annonce un livre où il est, paraît-il, toujours très content de lui (33). » « Le « courage » est néanmoins une des grandes qualités que l'animateur-producteur Michel Drucker a concédées à BHL quand, le 11 novembre 2002, il l'a invité sur France 2 dans « une émission particulière, une émission exceptionnelle. La personnalité de notre invité est rare. Il a une des plumes les plus acérées, les plus brillantes de sa génération ». Jean-Luc Lagardère, Harlem Désir, Jean-Marie Colombani, François Pinault, Pierre Lescure, Alain Minc et plusieurs autres se succédèrent chez Michel Drucker pour témoigner des vertus d'un philosophe que Marianne a jugé « unanimement reconnu » alors que la plupart des philosophes peinent à distinguer chez lui une œuvre quelconque.

33. Respectivement Le Point, 23 juin 2000 et 6 septembre 2002.

Les appuis médiatiques de Bernard-Henri Lévy vont de Voici à France Culture (au moment de la sortie de son livre sur Daniel Pearl, la radio publique alors dirigée par Laure Adler y consacra trois émissions le même jour). Son réseau comprend également Franz-Olivier Giesbert et Le Point, Thierry Ardisson et Michel Drucker (à France 2), Josyane Savigneau et Roger-Pol Droit (Le Monde des

livres), Karl Zéro (Canal Plus), la quasi-totalité des médias détenus par Hachette-Lagardère (Paris Match, Le Journal du dimanche, Europe 1 en particulier), Arte, dont il préside depuis 1993 le conseil de surveillance. Sans oublier Maurice Szafran à Marianne *. Réseau ? Le terme serait impropre puisque, en mai 2005, interrogé par Le Figaro Magazine sur son existence éventuelle, Bernard-Henri Lévy préféra parler de « quelques amis qui m'aident à contenir l'adversité ». Forcément, on est émus.

* Jean-François Kahn a admis que son journal avait fait preuve de trop d'indulgence à l'égard de BHL. Il a précisé (visant son ami Szafran ?) : « Pratiquons-nous le copinage ? Le renvoi d'ascenseur ? L'échange de services ? Moins que d'autres, beaucoup moins que certains. Mais nous n'y échappons pas. [...] À BHL, qui a ses contacts, au-delà de critiques bien senties ou d'éloges mérités, nous avons fait des fleurs et même des bouquets qui frôlaient l'échange de bons procédés. » Jean-François Kahn a néanmoins promis : « Nous ne céderons plus ! » (Marianne, 3 septembre 2005).

En 2002, quand un jury de journalistes attribue son « prix Aujourd'hui », il choisit comme souvent l'audace, c'est-à-dire le dernier ouvrage en date de Bernard-Henri Lévy, ratiocinations sur le Bien, le Mal et leurs rapports difficiles dans une demi-douzaine de pays, du Sri Lanka à la Colombie. En août 2003, « à l'unanimité », la ville de Nancy et Robert Ménard (qui dirige Reporters sans frontières) couronnent l'auteur de Qui a tué Daniel Pearl ? pour son « romanquête ». L'œuvre était sortie quatre mois plus tôt. Elle ne passa pas tout à fait inaperçue. Résumons. Mercredi 23 avril, c'est l'interview de BHL sur Europe 1. Jean-Pierre Elkabbach lui annonce : « Le livre aura un très beau succès parce qu'il est magnifiquement fait. » Le lendemain, l'ouvrage trône à la « une » du Monde des livres et occupe trois pages du Nouvel Observateur. Vendredi 25, il fait la couverture du Point. Samedi, longuement, c'est Thierry Ardisson sur France 2, « Le monde des idées » sur LCI (avec Edwy Plenel, dont BHL a célébré plusieurs des livres) et « La rumeur du monde » sur France Culture (avec Jean-Marie Colombani). Le lendemain viennent le tour de Philippe Sollers dans Le Journal du dimanche, mais aussi du toujours très impertinent Karl Zéro sur Canal Plus. Ce dernier offre un clip de promotion de huit minutes au réalisateur du Jour et la Nuit, un film certes d'assez mauvaise facture, mais dans lequel Zéro s'illustra.

Lundi 28 avril, cinq pages dans Marianne. Maurice Szafran y affirme que « Bernard-Henri Lévy s'est toujours dissimulé, abrité derrière une pudeur malade ». Le même jour, renonçant un instant à cette pudeur malade (414 apparitions à la télévision en trente ans (34), BHL laisse un photographe de Voici fracasser son « intimité » et celle de sa compagne. Titré « Amour et philo aux Seychelles », le reportage de Voici, humecté par la complaisance, nous dévoile un décor moins périlleux que celui des dernières heures de Daniel Pearl : « Attentif au bien-être de son aimée, Bernard a tout de suite pensé à l'île de Praslin. Pour ses vacances, Arielle avait envie d'une île, aussi déserte que possible, le seul écrin possible à sa beauté. L'abri de leurs amours ? L'hôtel Lemuria. Un palace niché au cœur d'un trou d'exubérante verdure où ils ont pu vérifier la conception rousseauiste du bonheur. »

34. In Philippe Cohen, BHL, op. cit.

Toujours le même jour, ayant apparemment quitté son palace rousseauiste des Seychelles, BHL participe à l'émission « Mots croisés » de France 2. Elle lui est largement consacrée. Mardi, hormis un coup d'encensoir de l'intrépide Michel Field sur Europe 1, le « romanquête » fait relâche, en tout cas dans notre enquête. Mercredi, c'est à la fois Paris Match et « Culture et dépendances » sur France 3. Franz-Olivier Giesbert, par ailleurs directeur du Point qui publie chaque semaine le « Bloc-notes » de BHL, y officie depuis des années. La semaine est terminée. Libération, Télé 7 jours, Paris Première, etc., viendront plus tard. Et, interrogée en juin sur son livre préféré, Christine Ockrent fera savoir qu'il s'agit de Qui a tué Daniel Pearl ? Mais, on ne se refait pas, elle ajoute aussitôt : « Et, bien sûr, ma biographie de Françoise Giroud, parue chez Fayard (35) ! »

35. Stratégies, 27 juin 2003.

Et puis, ce fut en décembre... la New York Review of Books. Mais cette fois, le critique était meilleur spécialiste du Pakistan que Karl Zéro. Le jugement de William Dalrymple, moins amène - « BHL a visé beaucoup trop haut, eu égard à ses compétences » -, rappela celui de Cornelius Castoriadis en 1979 quand ce dernier s'offusqua de la « stupéfiante outrecuidance » du « nouveau philosophe » *. Dalrymple releva quelques-unes des erreurs dont fourmillait le « romanquête ». Lui avait en effet pris le temps d'étudier l'ouvrage qu'il analysait, et il connaissait le sujet dont ce livre traitait. À Paris, ce genre de scrupule passe pour une anomalie quand il s'agit de commenter une œuvre de Bernard-Henri Lévy. Être son ami suffit.

* Le Nouvel Observateur, 9 juillet 1979. Deux ans plus tôt, Castoriadis avait avoué sa surprise : « Comment se fait-il que Bernard-Henri Lévy peut faire du marketing de "philosophie" au lieu d'être huitième parfumeur dans le harem d'un sultan ? » (« Les divertisseurs », Le Nouvel Observateur, 20 juin 1977, cité par Philippe Cohen, op. cit., p.251).

Bernard-Henri Lévy est loin, hélas, d'être le seul à avoir privatisé la tribune dont il dispose, récompensant ceux qui le flattent, morigénant ceux qui lui font de l'ombre (36). Cette pratique a beau avoir été évoquée cent fois, elle se poursuit, se généralise, s'exhibe, comme assurée d'une tranquille impunité. Pis, les sanctions frappent exclusivement les dénonciateurs de procédés qui, Pierre Bourdieu l'a rappelé, « en d'autres univers auraient pour nom corruption, collusion, malversation, trafic d'influence, concurrence déloyale, collusion, entente illicite ou abus de confiance et dont le plus typique est ce qu'on appelle en français le "renvoi d'ascenseur" (37) ». Aux États-Unis, certains quotidiens « interdisent formellement » à leur rédaction en chef de confier la critique d'un livre à quiconque connaît l'auteur, ou à lui-même écrit un ouvrage dont l'auteur aurait précédemment rendu compte, ou « entretient des liens étroits avec une personne souvent citée dans le livre en question (38) ». Disons que ces consignes, parfois difficiles à respecter, sont chez nous enfreintes dans une impudence tellement joyeuse qu'elle étonne les pays étrangers.

36. Lire sur le sujet l'enquête de Nicolas Beau, « Dans les cuisines du Bernard-Henri-Lévisme », Le Nouvel Économiste, 7 janvier 1994.

37. Pierre Bourdieu, « Et pourtant », Supplément Liber n°25 d'Actes de la recherche en sciences sociales, décembre 1995.

38. Edwin Diamond, op. cit., p. 355. L'auteur consacre un chapitre entier de son étude du New York Times à la question des critiques de livres.

Le capitalisme français est virtuose dans l'art de constituer des « noyaux durs », ces réseaux enchevêtrés qui s'entrecroisent en toute amitié. Pinault est dans le capital de TF1, LVMH dans celui d'Hachette-Lagardère, la BNP et AXA se retrouvent dans nombre de conseils d'administration, et chacun est actionnaire de l'autre. Selon les circonstances, ce type de fonctionnement induit un esprit de clan, ou de meute. Les barons de la presse fonctionnent comme autant de noyaux durs. En plus des « courtoisies croisées » qu'on a évoquées, des complaisances mercenaires nouées par certains journalistes avec les maisons d'édition qui leur servent le couvert (directions de collection, contrats inhabituellement généreux en échange de manuscrits exceptionnellement médiocres, pleines pages de publicité payées par les éditeurs pour flatter la vanité des auteurs, même quand leurs livres ne rencontrent aucun succès), des rencontres professionnelles (universités, colloques) ou commerciales (« ménages »), il y a les jurys littéraires où chacun se retrouve. Car il faut l'admettre : la profession est mafieuse.

« Le jury de la Fondation Mumm a distingué cinq journalistes de la presse écrite pour ses prix 1996. Il s'agit de M. Jacques Julliard pour ses chroniques [...]. Chaque lauréat recevra 50 000 francs. La cérémonie de la remise des prix aura lieu le jeudi 6 février à midi au Plaza Athénée, avenue Montaigne, en présence du ministre de la Culture, M Douste-Blazy, et de tous les membres du jury (39). » Qui donc composait ce jury, alors présidé par Françoise Giroud, éditorialiste au Nouvel Observateur, qui venait d'attribuer un prix de 50 000 francs à Jacques Julliard, directeur adjoint du Nouvel Observateur ? Outre Jean Daniel, directeur du Nouvel Observateur, ses membres étaient à l'époque : Claude Imbert, Franz-Olivier Giesbert, Christine Ockrent, Jean d'Ormesson, André Fontaine, Alain Genestar, Ivan Levai, Bernard Pivot, Patrick Poivre d'Arvor, Philippe Tesson et Roger Théron. Jacques Julliard a lui-même raconté la scène : « Jean Daniel m'annonce au téléphone que je viens d'être choisi pour le prix Mumm. Ce prix récompense chaque année trois ou quatre journalistes. Je lui dis le plaisir qu'il me fait, lui et les autres membres du jury. Dans mon cas, l'idée initiale vient de Françoise Giroud, et cela me remplit de joie [...]. Je suis heureux de trouver dans ce jury, aux côtés de Françoise et de Jean, des amis comme Christine Ockrent, Claude Imbert, Serge July et beaucoup d'autres (40). » Les distinctions littéraires n'émergent pas indemnes, elles non plus, de ce petit ballet. André Malraux et Paul Nizan avaient obtenu le prix Interallié au cours des années 1930. En 1995, on l'attribua à Franz Olivier Giesbert. Et en 2000, à Patrick Poivre d'Arvor.

39. Correspondance de la presse, 30 janvier 1997.

40. Jacques Julliard, L'Année des fantômes : Journal 1997, Paris, Grasset, 1998, p. 52-53.

Chaque mois, Le Siècle se réunit. Franz-Olivier Giesbert en est membre. Il s'agit, précise-t-il, d'« un club très sérieux, qui mêle hauts fonctionnaires, hommes d'affaires, journalistes. Très utile pour faire des rencontres, obtenir des informations (41) ». En 1988, le transfert de Giesbert du Nouvel Observateur au Figaro se serait joué lors d'un des dîners du club. Tout comme, plus récemment, l'irruption d'Édouard de Rothschild dans le capital de Libération, négociée à table entre Serge July et le banquier (42). Pour appartenir au Siècle, il faut être coopté par deux parrains, obtenir l'appui de deux tiers des membres du conseil et acquitter une cotisation annuelle de 150 euros (43). Le dîner (62 euros) permet, selon Michèle Cotta, nouvelle icône des apprentis-journalistes de Sciences-Po, de « rencontrer des personnalités influentes dans tous les domaines ». Quelque six cents membres composent « le plus prestigieux des cercles de décideurs

hexagonaux », au nombre desquels on retrouve les habitués Maurice Lévy (Publicis), Patrick Poivre d'Arvor, Jack Lang, Nicolas Sarkozy, David Pujadas, Thierry Breton, Christine Ockrent, Dominique Strauss-Kahn, Ernest-Antoine Seillière et Laurent Joffrin. Un lieu de plus, en somme, où les syndicalistes sont moins nombreux que les chefs d'entreprise et où, entre poire et fromage, les journalistes se pénètrent des douloureuses obligations qui échoient au contre-pouvoir. Le Siècle fut créé à la Libération pour servir de « pont entre des mondes qui s'ignorent trop ». Aujourd'hui, ne serait-il pas préférable que ces mondes se fréquentent un peu moins ?

41. Franz-Olivier Giesbert, « Je suis un polygraphe professionnel », Livres Hebdo, 20 juin 2003.

42. Lire Frédéric Saliba, « Le pouvoir à la table du siècle », Stratégies, 14 avril 2005.

43. « Le Siècle, lieu de tous les pouvoirs », L'Expansion, 21 décembre 2004.

Alchimiste talentueuse, la télévision sait alimenter sa soif de programmes peu coûteux avec des « débats » opposant des intervenants dont on comprend mal ce qui les distingue. C'est « l'interminable série des affrontements dérisoires » qu'évoquait Guy Debord dans La Société du spectacle. Il concluait, citant Hegel : « L'errance des nomades est seulement formelle, car elle est limitée à des espaces uniformes. » En matière de pluralisme dévoyé, LCI est orfèvre, sachant toujours servir aux téléspectateurs le même brouet d'invités : Philippe Sollers, Élie Cohen, Pascal Bruckner, Alain Finkielkraut, Laurent Joffrin. Edwy Plenel, qui, c'est humain, aime inviter des auteurs qui aiment Edwy Plenel, transforme inmanquablement la fin de son émission en séquence, assez désopilante, de téléachat littéraire. Bernard-Henri Lévy aurait ainsi écrit « un livre monument, un livre passion, un livre de bonheur, de joie, de plaisir » ; Philippe Sollers, « un livre qui rend gai, joyeux, qui donne envie de se battre pour la vie, pour aimer, pour l'amour (44) ». Les « débats » de LCI sont à l'avenant, qui opposent chaque vendredi Jacques Julliard à Luc Ferry.

44. « Le monde des idées », LCI, 15 janvier 2000 et 18 mars 2000, respectivement. Lire PLPL, n° 0, juin 2000.

Le culte voué à ces grands penseurs est tel qu'il arrive aux téléspectateurs de les retrouver en même temps sur deux chaînes « concurrentes ». Où ils traitent avec la même aisance de deux sujets distincts. Le dimanche 19 janvier 1997 à 12 h 46, les zappeurs pouvaient ainsi découvrir Alain Finkielkraut à la fois sur LCI et sur La Cinquième. Sur LCI, invité régulier de l'émission « La vie des idées », il dissertait en compagnie d'Alain Duhamel du bilan de François Mitterrand. Mais, pour ne rien rater de ce débat-là, les téléspectateurs devaient renoncer à suivre, sur La Cinquième, l'émission « Arrêt sur image » de Daniel Schneidermann, qui recevait aussi Alain Finkielkraut. L'entendre permettait de comprendre assez vite qu'il ne suffit pas d'être péripatéticien pour devenir Aristote. Une telle ubiquité atteint désormais la presse écrite, capable de se disputer le tout petit calibre dès lors qu'il se montre empressé de viser les cibles désignées. Ainsi, malgré la stupéfiante médiocrité de ses textes, Zaki Laïdi en a déjà débité cinquante dans Libération depuis 1995 (45). Il a également réalisé une sorte d'exploit : publier le même jour deux textes différents, l'un dans le quotidien de Serge July, l'autre dans Le Figaro. Dans le premier cas, il tirait la leçon de l'élection allemande de septembre 2003 : vive les « réformes » ! Dans l'autre, il analysait l'économie mondiale : vive le libre-échange ! La prochaine fois, il lui faudra intervertir les propos tant sa pensée est demandée par les rédactions en chef. Ailleurs, on estime que la vie est trop courte pour lire du Zaki Laïdi.

45. Pierre Rimbart, Libération de Sartre à Rothschild, op. cit., p.129.

Poulain d'Alain Touraine et directeur d'études à l'EHESS, Michel Wieviorka a confié un jour que « tous nos collègues préfèrent un article dans Le Monde, dans Libération, ou venir chez vous Alain Finkielkraut, plutôt que d'attendre trois ans la publication d'un article dans une revue scientifique où on leur reprochera d'avoir oublié une virgule à tel endroit (46) ». On comprend mieux alors le mutisme de nombre d'intellectuels sur les turpitudes de la presse... Mais, hélas, quand on vient samedi chez Alain Finkielkraut, sur France Culture, l'homme qui convie parfois davantage que ses deux invités réunis. Il a tant de choses à leur apprendre. Celle-ci par exemple : « La pensée dominante c'est la pensée de ceux qui parlent au nom des dominés (47). » A ce compte, Finkielkraut est un dissident. En septembre 2003, il précise : « La presse épouse toutes les causes, tous les soubresauts du mouvement social. » Et, ce même jour, sa question fuse, audacieuse dans la bouche d'une des machines multimédias les plus performantes de France, à la fois roi de la télévision et recordman des tribunes publiées dans Le Monde entre 1995 et 2001 (28 en six ans, contre 23 au très prolifique Jacques Attali, et 8 au peu discret Alain Minc). Il était donc fondé à s'insurger : « Avec une presse aussi cinglée, est-ce qu'on peut faire des réformes en France ? » Ni Philippe Raynaud ni Nicolas Baverez, l'un et l'autre membres de la rédaction de la revue conservatrice Commentaire, ne risquaient de contredire leur hôte. Le « débat » fut donc de qualité. Comme il l'était sans doute sur France

Inter le même jour puisque, chaque samedi sur cette antenne, Philippe Tesson et Laurent Joffrin jouaient à débattre eux aussi. Mais le 13 novembre 2004 le premier dérapa en laissant échapper que le duo se moquait des auditeurs lorsqu'il prétendait faire passer son très amical bavardage pour le nec plus ultra du duel à la mode pluraliste : « Nous sommes comme d'habitude assez d'accord, précisa Tesson, mais c'est la façon dont nous exprimons notre accord qui crée une apparence de désaccord. » L'émission s'appelait « Feux croisés », elle encombra l'antenne depuis des années. Elle ne survécut pas très longtemps à la franchise de Philippe Tesson. Happy ending en somme.

46. « Réplique », France Culture, 19 mars 2003.

47. « Réplique », France Culture, 27 mars 2004.

Guy Debord regardait régulièrement la rencontre de dimanche soir entre Christine Ockrent, Serge July et Philippe Alexandre, au cours de laquelle « l'excellence de chacun sera certifiée par le permanent clin d'œil admiratif des deux autres (48) ». Le choix des livres constituait souvent un régal dominical tant il était prévisible. Certains engageaient même des paris. Mais, le 6 avril 1997, même les plus avertis furent surpris...

48. « Guy Debord, son art, son temps », Canal Plus, 19 janvier 1995.

Treize jours après avoir animé un grand débat « Emballage et environnement en Europe » organisé par Péchiney, BSN-Emballage et Carrefour (49), Christine Ockrent passa du « ménage » à l'autopromotion. Ce dimanche soir là, formidable coïncidence, Serge July recommanda aux téléspectateurs... le livre de Christine Ockrent. La scène, qui dure 1 minute 26 secondes - on pourrait rechercher ce que coûte une publicité de 86 secondes sur FR3 à cette heure -, mérite qu'on en livre au lecteur le texte intégral :

49. Le Canard enchaîné, 9 avril 1997. Christine Ockrent est une praticienne éprouvée des « ménages » et obtiendrait de certaines entreprises une rétribution de 18000 euros par demi-journée de présence. Voir sur le site Acrimed, 4 septembre 2003.

Christine Ockrent : Bon alors là, je suis très embarrassée. . .

Serge July : Christine a fait un livre (il se penche vers Philippe Alexandre). Christine a fait un livre !

Christine Ockrent : Faudrait pas faire ce genre de chose.

Serge July : Christine a fait un livre...

Christine Ockrent : Donc faudrait pas faire de livre.

Philippe Alexandre : Bouchez-vous les oreilles !

Serge July : Donc elle a fait un livre. C'est un livre sur des mémoires professionnels. Donc ce ne sont pas des mémoires au sens privé du terme. Mais ce sont des mémoires professionnels. L'expérience de Christine est quand même une expérience multiple. Donc dans l'ensemble des médias : la radio, la télévision, la presse écrite. Et elle écrit des livres. Donc tout cela fait une expérience très lourde...

Philippe Alexandre : Passionnante.

Serge July : Très très riche d'expérience. Et comme elle aime beaucoup faire des portraits. Donc il y a beaucoup de portraits /à-dedans... .

Philippe Alexandre : Il y a des portraits formidables !

Serge July : Formidables, au niveau de la plume...

Philippe Alexandre : Il y a un portrait...

Serge July : (agacé d'être sans cesse interrompu) Ce que je voudrais simplement dire, c'est : Christine a une passion que nous partageons avec elle, qui est une passion certes pour l'écriture, mais une passion pour le journalisme. Et il y a quelque chose que je dois dire ici puisque somme toute nous parlons d'un livre que nous aimons beaucoup avec Christine, c'est en l'occurrence un livre peu corporatiste. On ne peut pas dire que Christine, qui aime beaucoup le journalisme, aime passionnément les journalistes. En tout cas, pas tous. Donc on ne peut pas dire que ça aille dans le sens du vent.

Christine Ockrent : Certains quand même, certains...

Philippe Alexandre : Bon, je partage totalement votre avis. Pour une fois.

Serge July : C'est à dater d'une pierre blanche.

En temps ordinaire, ce genre d'effronterie n'est pas à dater d'une pierre blanche. Mais cette fois-ci le système s'enraya. Bernard Pivot utilisa en effet l'incident pour régler des comptes avec un tiers, un journaliste de Libération iconoclaste qui l'avait précédemment étriillé. Il lui reprocha de n'avoir rien écrit dans son journal sur la navrante prestation de son patron. Et puis il invita à son tour Christine Ockrent dans son émission culturelle... La « navrante promo ockrentienne » dénoncée par Pivot continua donc avec son concours. Avouons que l'ouvrage de la journaliste et femme d'affaires comportait quelques passages lucides. Dont celui-ci : « Je vais découvrir la puissance à Paris de toutes sortes de réseaux, qui au mépris des faits, de l'honneur et au mieux de leurs intérêts, décident des mises à mort comme des modes de pensée [...]. Hors des clans, des clientèles,

hors des sociétés d'admiration mutuelle et des renvois d'ascenseur, point de salut, encore moins de confort (50). »

50. Christine Ockrent, op. cit., p. 230.

CONCLUSION

Des médias de plus en plus concentrés, des journalistes de plus en plus dociles, une information de plus en plus médiocre. Longtemps, le désir de transformation sociale continuera de buter sur cet obstacle. S'il faut néanmoins tempérer la noirceur d'un tel bilan, c'est uniquement en raison des échecs de la propagande. La vie sociale résiste à l'écran. Elle informe davantage que « d'information » sur les mécanismes du pouvoir et sur l'urgence des refus. Les grèves de novembre/décembre 1995 et, dix ans plus tard, la campagne du référendum européen en ont fourni d'éclatants rappels.

Dassault, Lagardère et Rothschild viennent de s'installer en maîtres dans le capital de trois des principaux quotidiens nationaux français. Autant dire que l'allégeance de la presse aux industriels et aux annonceurs ne se réduira pas sans combat mené depuis l'extérieur. Comme au temps de la Libération. Quand on l'interrogea sur ce qui pouvait « empêcher le milieu politico-médiatique de se réformer », Claude Allègre eut une réplique pénétrante : « Je vais vous donner une réponse strictement marxiste, moi qui n'ai jamais été marxiste : parce qu'il n'y a pas intérêt [...]. Pourquoi voudriez-vous que les bénéficiaires de cette situation ressentent le besoin de la changer (1) ! » C'était en janvier 1997. Quelques mois plus tard, Claude Allègre devint ministre, il n'entreprit rien contre les « bénéficiaires » qu'il avait identifiés. Cela fait longtemps que les responsables politiques et syndicaux s'accordent pour ne plus aborder la question de l'information et de son contrôle démocratique, y compris quand ils se proclament radicaux. Sur ce sujet précis, les « altermondialistes » et les révolutionnaires filent aussi doux que les autres. Ils ont peur des médias et de leur pouvoir, peur du pouvoir qu'ils ont concédé aux médias. S'étant résignés, avec plus ou moins de volupté, à la personnalisation des mouvements et des luttes qu'induisent à la fois le régime présidentiel et la décadence du journalisme, étant parfois eux-mêmes atteints d'un petit tropisme narcissique - un travers que l'exposition répétée aux flashes des reporters épanouira en cancer -, même les plus militants estiment dépendre de la presse pour se faire entendre. Ils se montrent par conséquent disposés à toutes les mises en scène pour qu'elle ne les oublie pas (2). Mais les combats porteurs sont ailleurs.

1. Entretien croisé avec Denis Jeambar, Le Débat, janvier 1997.

2. Lire sur le sujet Serge Halimi et Pierre Rimbert, « Contestation des médias ou contestation pour les médias ? », in Médias et censure : figures de l'orthodoxie, op. cit.

Près de Taulignan dans la Drôme, d'anciens résistants organisent, chaque année aux alentours du 15 août, un spectacle en souvenir de leurs camarades. Gravisant à pied ou en 4x4 des sentiers rocailleux et caniculaires, ils se retrouvent sur le massif de la Lance, qui fut alors le quartier général local de la Résistance. Là, devant quelques centaines de spectateurs, de jeunes acteurs lisent des témoignages de vieux militants, des poèmes d'Éluard, de Pierre Emmanuel et de Nazim Hikmet. Un peu trop didactiques sans doute - mais le Front national est encore puissant dans la région -, ils dénoncent ceux qui, à Vichy, réclamaient déjà la préférence nationale. À la fin du spectacle, ils entonnent Le Chant des partisans et Le Temps des cerises. Puis chacun redescend, heureux, sur Taulignan. Cette « information », cette culture, cette sensibilité-là ne sont pas destinées à attirer les caméras. Elles ne présentent d'ailleurs aucun caractère exceptionnel ; ce ne sont pas des « événements ». Mais elles survivent ailleurs qu'en Provence. Et c'est un peu grâce à elles que les voix de la dissidence ne se sont jamais tuées en France.

Parlant des journalistes de son pays, un syndicaliste américain a observé : « Il y a vingt ans, ils déjeunaient avec nous dans des cafés. Aujourd'hui, ils dînent avec des industriels. » En ne rencontrant que des « décideurs », en se dévoyant dans une société de cour et d'argent, en se transformant en machine à propagande de la pensée de marché, le journalisme s'est enfermé dans une classe et dans une caste. Il a perdu des lecteurs et son crédit. Il a précipité l'appauvrissement du débat public. Cette situation est le propre d'un système : les codes de déontologie n'y changeront pas grand-chose. Mais, face à ce que Paul Nizan appelait « les concepts dociles que rangent les caissiers soigneux de la pensée bourgeoise », la lucidité est une forme de résistance.